

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE SERVAGE

ET LES

COMMUNAUTÉS SERVILES

EN NIVERNAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 26 avril 1900 à 2 heures

PAR

PAUL MOHLER

JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL CIVIL DE NEVERS

Président : M. LEFEBVRE

Suffragants : { MM. ESMEIN { *professeurs*
GARÇON }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1900

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LE SERVAGE

ET LES

COMMUNAUTÉS SERVILES

EN NIVERNAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sera soutenu le 26 avril 1900 à 2 heures

PAR

PAUL MOHLER

JUGE SUPPLÉANT AU TRIBUNAL CIVIL DE NEVERS

Président : M. LEFEBVRE

Suffragants : { MM. ESMEIN } professeurs
 { GARÇON }



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1900

Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE SERVAGE

ET

LES COMMUNAUTÉS SERVILES

EN NIVERNAIS

INTRODUCTION

Au début du moyen âge, l'esclavage tel que l'entendait le droit romain, n'existe plus. Sous l'influence du christianisme et des nécessités économiques, le *servus* est devenu une personne et il est attaché à la terre qu'il cultive, en ce sens qu'il ne peut ni l'abandonner, ni en être détaché malgré lui.

Cette servitude atténuée est désignée sous le nom de servage.

Le servage n'est donc que la continuation de l'esclavage antique. C'est une forme nouvelle de la servitude répondant à un état social nouveau : en un mot c'est la « servitude féodale ».

La transformation a été lente et insensible, elle fut aidée par de nombreux affranchissements qui conféraient rarement la liberté pleine et entière et faisaient presque toujours de l'affranchi un *servus terræ*.

En même temps qu'elle s'atténua, la servitude s'étendit. Le servage absorba toutes les variétés de demi-libres qui, sous des noms divers, colons, lides, colliberts, se trouvaient dans une situation de fait à peu près semblable. Des hommes libres aussi vinrent grossir ses rangs : les uns y furent réduits par la misère ou l'usurpation féodale. D'autres volontairement, aliénèrent leur liberté pour s'assurer la protection d'un seigneur ou la jouissance d'une terre. Quelques-uns, par « grant dévotion » se donnèrent eux et leurs hoirs aux églises et aux abbayes.

La fusion de tous ces éléments est achevée vers le ^x^e siècle. Le servage est alors la condition générale de presque tous les habitants des campagnes ; condition d'ailleurs des plus variables.

Dès le début, du temps de Beaumanoir, on en trouve des catégories très distinctes : certains serfs semblent encore des esclaves ; leur seigneur « pot penre quanqu'il ont, à mort et à vie et lor cors tenir en prison » à sa fantaisie. Les autres, plus débonnairement traités, apparaissent comme des vassaux d'une classe inférieure : on ne leur demande que les « redevances qu'ils ont accoustumées païer. Et quand ils se muerent ou quand ils se marient en franques femes, quanques il ont esquiet à lor seigneur. » Déjà même se dessine la servitude « réelle ». — « Quant un franc hons qui n'est pas gentishons de lignage va manoir l'an et jour sur certaines terres,

il devient, dit Beaumanoir, serf au seigneur dessous qu'il veult estre residans (1). »

Dans la suite, ces différences ne firent que s'accroître et il s'en créa de nouvelles, car le servage ne cessa de se modifier et de s'atténuer d'une façon plus ou moins rapide, plus ou moins profonde, suivant les lieux (2).

Il a même disparu, au xv^e siècle, d'un grand nombre de provinces.

Il est impossible, dans ces conditions, de donner une définition précise du servage, elle devait varier suivant les époques et suivant les coutumes, et pour ainsi dire, avec chaque seigneurie. D'autre part si on examine une à une les charges constitutives de la condition servile, on s'aperçoit qu'aucune d'elles ne se retrouve dans toutes les coutumes et n'est rigoureusement particulière aux serfs.

Cependant, toutes ces charges, toutes ces incapacités ont un but commun : retenir de gré ou de force l'ouvrier agricole sur la terre qu'il cultive ; « afin, comme le dit Guy Coquille, que les labourages fussent entretenus et les terres ne demeuraissent désertes et sans cultures. » Les avantages concédés

(1) Beaumanoir, *Des désaveus et servitudes*.

(2) La terminologie s'en ressent et souligne dans chaque coutume le caractère dominant ou la charge caractéristique de la condition servile : « hommes de corps, taillables, questaux, mortuaires, mainmortables, emphytéotes conditionnés..... »

aux serfs tendent au même résultat. On pourrait donc, d'une manière très générale, considérant la raison d'être de sa situation, définir le serf : « un tenancier frappé de certaines incapacités ayant pour objet de l'attacher à sa tenure. »

Si complexe que soit la condition servile, on peut néanmoins en distinguer deux genres principaux : la servitude personnelle et la servitude réelle. La première frappe la personne elle-même, « elle adhère à la chair et aux os », l'affranchissement seul en délivre et toutes les obligations qu'elle comporte suivent celui qui en est tenu perpétuellement, en quelque lieu qu'il aille.

La seconde frappe la terre. La terre seule est servie ; elle communique cette qualité à l'homme libre qui y réside un certain temps, comme aussi, en la délaissant, le serf peut recouvrer sa liberté.

La servitude personnelle se rencontrait en Nivernais et en Bourbonnais. La servitude réelle, qui était le mode le plus répandu aux derniers siècles, existait en Bourgogne, en Franche-Comté, dans la Marche. C'est la forme dernière de l'évolution de la condition servile qui pourrait se résumer en ces trois termes : *servus*, *servus terræ*, *terra serva* ; l'esclave, chose d'un autre homme ; le serf, esclave de la terre ; en dernier lieu, le mainmortable, détenteur d'une terre frappée de servitude.

Le Nivernais est une des provinces où la servitude

personnelle s'est le plus longtemps maintenue. La coutume contient un petit code du servage, complété par le commentaire abondant et judicieux de Guy Coquille et c'est une de celles où apparaissent le plus évidemment les vestiges de l'esclavage antique.

Nous verrons d'ailleurs que les charges serviles étaient tempérées, la plupart du temps, par l'usage ou par les conventions particulières, et que la plus importante de toutes, la mainmorte, était même réduite à néant dans la pratique par l'existence des communautés taisibles.

De sorte qu'en résumé, si on peut dire qu'en Nivernais le servage n'est qu'un esclavage atténué, il est juste de reconnaître que cet état n'était pas à tout prendre très différent, question de mots à part, de celui des hommes libres d'alors, roturiers ou vilains.

CHAPITRE PREMIER

COMMENT ON DEVIENT SERF

Le servage, une fois constitué, se perpétua par la naissance. On devenait encore serf par convention et par le séjour un temps donné sur une terre serve.

L'hérédité et la convention sont les modes de droit commun. On les retrouve dans toutes les coutumes.

Le troisième mode était particulier aux pays de mainmorte réelle.

Ainsi en Bourgogne et en Franche-Comté, celui qui tient feu et lieu l'an et jour en terre mainmorte, devient le serf du seigneur dont relève son tènement. Il en était de même, après un délai de 30 ans, dans la Marche.

A l'époque franque, le mariage avec une personne serve entraînait la servitude pour l'époux libre, qui suivait la condition de son conjoint serf⁽¹⁾ ; et Morellet cite, à ce propos (sans nous dire toutefois où

(1) Exemple dans le livre des serfs de Marmoutier : « Stephanus Gambacanis de Ferraria accepit in conjugio ancillam Sancti Martini per quam servus est. »

il l'a découvert), un dicton féodal un peu grivois qui rappellerait l'existence de cette ancienne règle (1).

Toujours est-il qu'elle disparut d'assez bonne heure.

En droit coutumier, le mariage ne suffit plus à lui seul pour conférer la qualité servile, et si en Bourgogne, la femme libre qui épouse un serf devient serve (2), c'est plutôt à raison de ce qu'elle réside avec son mari en terre mainmortable. Le mariage n'intervient ici qu'accessoirement, remplaçant le délai d'an et jour, pour donner au séjour sur le tènement servil le caractère d'une installation certaine et définitive.

Le Nivernais, pays de mainmorte personnelle, n'a connu que les modes de droit commun : la naissance et la convention expresse.

L'hérédité fut toujours la source la plus abondante du servage, mais si le principe se retrouvait partout, il était appliqué différemment suivant les coutumes. Dans la nôtre, il l'était avec une rigueur particulière.

Ordinairement, dans un mariage mixte, l'enfant suivait la condition de la mère. C'était la vieille règle romaine de l'esclavage. Le *contubernium* pouvant être rompu à la volonté du maître et ne conférant à l'époux aucun droit sur sa femme, ni sur

(1) Morellet, *Du servage dans le Nivernais au xv^e siècle*.

(2) Art. 8. Des mainmortes.

ses enfants, le père était, aux yeux de la loi, comme s'il n'existait pas, et on considérait seulement la condition de la mère.

En Bourgogne et en Franche-Comté, l'enfant suivait la condition du père. A Troyes, la liberté l'emportait sur la servitude : si l'un quelconque des époux est de condition libre, l'enfant naît libre.

La coutume du Nivernais suit une règle absolument inverse : « le pire y emporte le bon. » (1) Si l'un des deux époux est serf, que ce soit le père ou la mère, l'enfant suit la pire condition : il naît serf.

C'est le principe barbare appliqué autrefois au cas de mariage mixte et formulé dans la loi des Wisigoths : *ad inferiorem personam vadit origo*. Le droit canonique qui l'avait adopté en indique sans ambages l'utilité pratique : « Fili ex libero et ancilla servilis conditionis sunt, semper enim qui nascitur deteriore partem sumit... alias omnes ministeriales omnium ecclesiarum imperii deperirent (2) ».

Cette règle sévère, à laquelle le Tiers-Etat avait fait opposition, non seulement assurait la perpétuité du servage, mais pouvait même, dans une certaine mesure, contribuer à son extension.

Elle ne comportait qu'une légère exception dans une coutume locale, la coutume du val de Lurcy (3).

(1) Art. 22, *Des servitudes personnelles*.

(2) Viollet. Histoire du Droit français.

(3) Le ressort de la coutume du val de Lurcy était très res-

Par ladite coutume, le premier des enfants nés d'un mariage mixte a le droit d'opter pour la liberté en renonçant à tous les héritages mouvants de la servitude de ses père et mère et aussi à leurs biens meubles. Le second demeure serf. Le troisième peut choisir comme le premier. Le quatrième demeure serf, et ainsi de suite.

Ce droit d'option, sur l'origine duquel nous n'avons aucune donnée, ne se retrouve que dans la coutume de Troyes (art. 7) qui l'accorde d'ailleurs à tous les enfants indistinctement.

Il pouvait arriver, dans un mariage mixte, que le père et la mère se soient trouvés libres en même temps. Quel était dans ce cas le sort des enfants ? Guy Coquille, s'inspirant du droit romain, résout la question en faveur de la liberté. D'après lui, l'enfant doit naître franc si le père était libre au moment de la conception, ou si la mère étant serve, elle est affranchie avant l'accouchement (1).

treint. Enclavé au centre du Nivernais, il avait à peu près l'étendue d'un de nos cantons actuels et comprenait neuf paroisses : Lurey le Bourg, Lurey le Châtel, Nolay, Prunevaux, Saint-Benin des Bois, Giverdy, Saint-Martin de la Bretonnière, Sainte-Marie de Flageolles et Saint-Franchy en Archières.

L'originalité de cette coutume semble ne s'être manifestée qu'à l'occasion du point qui nous occupe. Nulle part dans les autres chapitres de la coutume générale, on ne la cite comme offrant une particularité quelconque.

(1) Guy Coquille. Sous l'art. 23. Des serv. pers.

Nous pouvons nous demander si cette opinion était suivie dans la pratique. Il est évident que l'esprit de la coutume y répugnait, puisqu'on devait toujours suivre la pire condition, et il est vraisemblable que l'interprétation de Guy Coquille n'était qu'un vœu platonique de jurisconsulte.

La coutume ne parle pas des bâtards des serfs ; Beaumanoir, tirant argument de ce qu'ils n'ont pas à proprement parler de parents, leur attribue la qualité d'homme libres. « Le resons est que li bastart ne suit ne la condition du père, ne de la mere, ne en lignage, n'en héritage, n'en autre coze ; et aussi comme il ne partiroit de rien à lor biens ne a lor bones conditions, il ne doit pas partir à lor malveses conditions, ne aus redevances que il doivent à lor seigneur. »

Guy Coquille ne dit rien sur cette question, mais ici, encore plus certainement que dans le cas précité, l'esprit de la coutume repoussait une déduction semblable, et il y a tout lieu de croire qu'en Nivernais le bâtard d'une serve était serf.

C'était d'ailleurs la solution donnée expressément par la coutume voisine, celle du Bourbonnais, coutume de servitude personnelle rigoureuse qui offrait avec la nôtre une grande analogie (1).

Quand les mariés sont serfs de deux seigneuries différentes, les enfants sont serfs par moitié de chacun des seigneurs.

(1) Art. 194.

Si le père était lui-même serf de deux seigneurs et la mère d'un autre, l'enfant était serf à chacun des deux seigneurs du père pour un quart, à celui de la mère pour moitié. C'est-à-dire que la division des redevances et charges serviles avait lieu proportionnellement aux droits de chaque seigneur.

La coutume prévoit même le cas où un serf est commun entre plusieurs seigneurs :

« Chacun d'eux peut poursuivre ou provoquer l'autre, ou les autres, à partage et division ; et aura le choix celui qui aura la plus grande part audit homme et ses héritages ; sinon qu'à un seul appartient la servitude sur la personne ; auquel cas le seigneur de ladite personne sera préféré quant audit choix ; s'ils sont par égales portions ledit partage se fera par sort. Et le partage fait, l'homme ou femme serfs ne tiendront plus l'héritage de servitude mouvant du seigneur dont ils ne sont plus serfs (1). »

Nous avons vu que la seconde manière de devenir serf était la convention.

A la veille même de la Révolution, les juriscultes enseignent encore que dans la Marche, dans la Bourgogne et la Franche-Comté, un homme libre peut se rendre serf par convention expresse et à la condition de livrer avec sa personne un immeuble (2).

(1) Articles 22, 23, 29 et 30. Des serv. pers.

(2) Viollet, *Op. cit.*

La coutume de Bourgogne prévoit d'ailleurs et organise

Mais les oblations volontaires eurent lieu surtout aux époques les plus troublées du moyen âge. Par ces temps de guerres continuelles et de famines, on abandonnait volontiers sa liberté pour échapper à la misère et pour avoir une protection. Mieux valait en effet être le serf d'un seigneur, qu'un homme libre, isolé et misérable.

On se donnait surtout aux abbayes et aux évêques, parce que les serfs de l'Eglise jouirent toujours d'une condition meilleure.

Enfin, certains se faisaient serfs par pure dévotion, « pour l'amour de Dieu et le salut de leur âme ».... « afin que Dieu leur donne la liberté éternelle ».... « croyant, par cette servitude volontaire, échapper à celle qu'ils avaient méritée pour leurs péchés (1) ». C'était là l'« oblation » dans le véritable sens du mot.

Le livre des serfs de Marmoutier abonde en contrats de ce genre et le cartulaire de Saint-Martin fournit d'intéressants détails sur la cérémonie symboli-

une servitude conventionnelle. « L'homme franc qui va demeurer en lieu de main morte et y prend meix et devient par convention homme de ladite condition, il demeure incontinent mainmortable pour luy et sa postérité à naistre. » Art. 5. Des mainmortes.

On pourrait même ne voir dans la résidence d'an et jour en terre mainmortable qu'une convention tacite de devenir serf.

(1) Aussi ces chartes s'appellent-elles par euphémisme : « *cartulæ libertatis* ».

que qui accompagnait d'ordinaire l'oblation : « Bal-donnet, issu de parents libres se fait serf de Marmoutier et afin que cette offrande de lui-même soit plus évidente, il entoure son cou des cordes des cloches de l'église, et en reconnaissance de son servage, dépose sur l'autel de Saint-Martin quatre deniers qu'ils portait sur sa tête (1). »

Nous n'avons retrouvé aucune trace dans les chartes nivernaises de ce cérémonial et de ces formules. On y mentionne simplement la donation de la personne et des biens sous la forme d'un acte notarié ordinaire. Du reste, l'oblation purement désintéressée ne se rencontre plus que très exceptionnellement à partir du xii^e siècle (2).

Les actes que nous donnons sont beaucoup plus récents et présentent plutôt le caractère de ces ventes de liberté dont parle Beaumanoir (3) et dont disserte encore Dunod dans son traité de la main-morte (4).

(1) « Ut autem hæc sui traditio certior et evidentior appareret, ipse signorum etiam cordas collo suo circumferens et pro recognitione servi IIII^{or} de capito proprio denarios super altare sancti martini ponens semet ipsum omnipotenti domini sic obtulit. »

(2) La dernière charte d'oblation en Touraine est de 1113.

(3) Beaumanoir, *Des désaveus et servitutes*.

(4) Dunod doute qu'un homme puisse disposer gratuitement de sa liberté et de celle de sa postérité, mais il admet parfaitement qu'il puisse la vendre. Et parce que la liberté n'a pas un prix certain et qu'elle ne doit être estimée qu'à ce à quoi l'estime

C'est ainsi que le 12 février 1294, Perellus dictus Bouloiz et Agnès son épouse, personnes libres, se font serfs de l'abbaye de Bellevaux dont les religieux leur concèdent et donnent *in perpetuum* ainsi qu'à leurs héritiers, « omnes res hereditarias inferius nominatas... domum et oschiam cum porprisio de retro ipsam dictam domum sitam... item quator hastas terre... etc ».

Le 16 septembre 1479, Guillaume Viseneuf et Jehannette sa femme, de leur bon gré et bonne volonté, se donnent hommes serfs au prieur de Fontaines eux et leurs hoirs, mais c'est « par le moyen lesdits dénommés joyront et useront de certains héritages (1) ».

Ces ventes de liberté paraissent elles-mêmes avoir été assez rares dans notre province après le moyen âge et la vraie source du servage y fut toujours l'hérédité. « En Nivernais, dit Guy-Coquille, ne sont aucuns serfs sinon par naissance. »

celui-là même qui y renonce, Dunod considère qu'une pareille vente est valable, pour peu que le vendeur ait reçu, « ne fût-ce que de jouir de quelques biens dont jouissent habituellement les sujets de main-morte. » Viollet, *Op. cit.*

(1) Nous donnons ces deux chartes in extenso dans l'Appendice.

CHAPITRE II

CONDITION DES SERFS

Puisque le servage n'est que l'esclavage amélioré et atténué, il serait rigoureusement logique, au point de vue historique, de considérer le serf comme un esclave et d'étudier un à un, comme autant de privilèges, les droits qui lui ont été accordés peu à peu. Au surplus cette manière de voir est indispensable pour expliquer l'origine et l'économie des règles fondamentales du servage et nous aurons souvent à y revenir.

Mais au point de vue de la méthode, il nous paraît plus conforme à la réalité des choses et à la définition générale que nous avons établie en débutant, de tenir le serf pour un homme libre, frappé de certaines incapacités et assujéti à certaines charges.

Ces charges et ces incapacités, la coutume les expose et on les retrouve énumérées dans la plupart des chartes de reconnaissance ou d'affranchissement.

Les charges du servage sont la taille et la corvée.

On peut y ajouter l'obligation de résider sur le tènement.

Les incapacités sont de deux sortes : Les unes sont relatives à la personne, les autres aux biens.

SECTION I. — Charges du servage.

§ 1^{er} Taille.

La taille (1) est un impôt direct levé par le seigneur sur les revenus et les économies des serfs. Elle ne constituait pas, en droit commun, une obligation particulière aux gens de mainmorte et les roturiers libres pouvaient y être soumis. La raison en est, qu'anciennement, presque tous les habitants des campagnes étaient serfs et qu'en affranchissant certains d'entre eux, qui formèrent la classe des vilains, les seigneurs se réservaient, le plus souvent, le droit de taille, qui était d'ailleurs un attribut de leur souveraineté territoriale.

Les coutumes d'Auvergne, de Bourbonnais et de Bourgogne admettaient 4 cas dans lesquels le seigneur levait la taille sur ses sujets « combien même qu'ils ne soient serfs, assavoir : quand il mariait sa fille pour la première fois, quand il est prison-

(1) Le mot taille viendrait des tailles ou morceaux de bois dont se servaient autrefois les collecteurs pour marquer les sommes qu'ils avaient reçues (Merlin).

nier de guerre, quand, par dévotion, il va outremer visiter la Terre-Sainte, quand il est fait chevalier. »

En Nivernais, on ne trouve pas d'exemple de taille franche (1), et la taille aux quatre cas paraît avoir été assez rare. Parmentier en signale l'existence dans la seigneurie de Marcy, mais Marcy dépendait de la coutume d'Auxerre.

Une charte de 1609, par laquelle les habitants de la seigneurie de Menesserre se reconnaissent serfs du seigneur, porte bien « que le baron jouissait du droit d'indire (2) dans les quatre cas ordinaires », mais il faut remarquer que la paroisse de Moux, d'où dépendait cette seigneurie, est située sur les confins nord-est du Nivernais, très près de la Bourgogne, et il n'y a rien d'étonnant à ce que la règle bourguignonne ait fait sentir son influence dans cette région.

Il pouvait donc ne s'agir ici que d'un cas exceptionnel.

On peut en dire autant de la charte d'affranchissement des habitants de Tannay (3), où apparaissent

(1) La coutume du Bourbonnais, au contraire, à côté de la taille serve, consacrait une taille franche personnelle et à volonté imposable comme la taille serve. (Articles 184 et 190.)

(2) Le droit d'indire consistait à payer double les cens, rentes, tailles, usages, coutumes et autres redevances seigneuriales.

(3) « Item ne porront demander l'indit seigneur et dames, ès diz habitanz ne avoir d'iceulx nulle chose pour cause de ost, de che-

les traces évidentes de la taille aux quatre cas. Tannay se trouvait sur les limites de la coutume d'Auxerre.

Si on ne recontre pas la taille franche en Nivernais, c'est probablement parce que, au fur et à mesure que l'affranchissement faisait disparaître la taille serve, elle était remplacée par la redevance bordelière, qui sous un autre nom, devait procurer au seigneur à peu près les mêmes profits.

Les premiers serfs, comme les esclaves, n'avaient rien à eux. Ils ne détenaient leurs biens meubles ou immeubles qu'à titre précaire, à titre de pécule. Le maître ou le seigneur pouvait donc, à sa volonté, reprendre tout ou partie de ces biens qui étaient sa propriété, soit à la mort du serf, soit même de son vivant. C'est la taille à volonté, que le seigneur percevait selon ses besoins (Beaumanoir *op. cit.*). Les serfs furent donc d'abord taillables et explectables à volonté, haut et bas. « Taillabiles et explectabiles, alto et basso, de capite et corpore. »

Puis, la taille cessa d'être tout à fait arbitraire. Elle devint périodique et il s'introduisit des tempéraments dans son mode de perception. En Nivernais, « les hommes et femmes de condition servile sont taillables à volonté raisonnable une fois l'an », à la

vauchie, de subvencion, de prest, de don, de queste, de mortailles, de noçailles, de chevalerie, de nouvelleté de seigneur ou dame et de toute autre aspièce ou manière de servitude. » 1352. (Archives de la Nièvre).

saint Barthélemy, c'est-à-dire le 24 août (1). Pour imposer cette taille, le seigneur ou son commis doivent prendre l'avis de deux ou trois prudhommes de la paroisse ou du village qui, sous forme judiciaire, leur feront connaître les « facultez » desdits hommes et femmes dont la taille sera augmentée ou diminuée en conséquence.

« Et pour imposer ladite taille, dit une charte de février 1456 (2), lesdits dames et seigneurs ou leurs commis appelleront troys ou quatre des plus cognoissans de leur dicte terre de Crux, lesquieulx ilz feront jurer solempnellement de dire et déposer au vray, au plus près de ce que ilz sauront des richesses et facultés d'un chascun, affin de plus également imposer lesdites tailles esdits hommes et femmes. »

Guy Coquille, se référant comme toujours à la loi romaine, estime que la taille doit être du dixième de l'épargne annuelle du serf, « qui est l'ancienne proportion du droit des Lévites sur le peuple d'Israël et dont les Romains ont usé sur leurs sujets conquis par droit de guerre, comme le témoigne Cicéron, in Verrem ».

Au reste, plus que l'autorité des prud'hommes et

(1) Article 1 et 2. Des serv. pers. — A cette époque, la moisson est terminée, on peut par conséquent, apprécier quelles seront les ressources du taillable.

(2) Sentence arbitrale rendue entre les habitants de Crux et leurs seigneurs (Archives de la Nièvre).

que l'opinion de Guy Coquille, l'intérêt même du seigneur garantissait le taillable contre des appels de fonds excessifs. « Car cil qui une fois escorche, comme dit Beaumanoir, deux, trois fois ne tont, et il apert ès païs où on prent çascun jor le lor, qu'il ne volent gaaignier fors tant comme il convient çascun jor à le soustenance d'aus et de lor mesnie. »

Seulement, la taille royale vint se superposer à la taille seigneuriale et Guy Coquille nous fait connaître que de son temps, les rois prenaient tant, qu'il n'y avait rien de reste pour les seigneurs.

Faut-il conclure de là que la totalité des économies du serf était absorbée par le cumul des deux tailles? Nous ne le pensons pas.

Guy Coquille paraît simplement avoir voulu dire que l'élévation de l'impôt royal obligeait, dans beaucoup de cas, le seigneur à renoncer à son droit de taille.

Le seigneur, si dur qu'il fût vis-à-vis de ses vassaux, avait en effet un intérêt évident à laisser à son serf une partie raisonnable de son épargne, afin de l'encourager à bien cultiver et même à améliorer sa tenure.

Quoi qu'il en soit, les charges serviles vont toujours s'atténuant de plus en plus, et les « taillables à merci », devenus d'abord taillables à volonté raisonnable une fois l'an, deviennent, pour la plupart, taillables abômés.

Bosme, en vieux langage Nivernais, signifie

borne, ou limite d'un héritage. « Devoirs abômez sont ceux qui ont une limitation certaine de deniers ou d'espèces (1) » : la taille abômée est celle qui a été fixée une fois pour toutes par convention, ou dont la quotité a été consacrée par un long usage, ou plus exactement par la prescription.

Parmentier qui a eu communication des archives de la Chambre des comptes, signale la plus ancienne charte d'abonnement qui soit à sa connaissance comme datant de 1297 (2).

En fait, la taille abômée ou abonnée a le caractère d'un véritable fermage, c'est une sorte de loyer du tènement. En droit, elle demeurerait l'impôt dû au souverain local, qui prélève une part de propriété en vertu de la directe dont il jouit sur les terres de sa seigneurie. La taille royale reposait sur le même principe. Le roi, seigneur féodal suprême, est censé posséder toutes les terres du royaume sur lesquelles il a la directe universelle.

Juridiquement, la propriété individuelle n'existe que depuis 1789.

Il est probable qu'à l'époque de la rédaction des coutumes, la taille à volonté se faisait déjà rare et que le système d'abonnement était à peu près universellement répandu.

(1) Guy Coquille, sous l'art. 5. Des serv. pers.

(2) Parmentier. *Archives de Nevers*.

La taille abonnée pouvait évidemment n'être pas annuelle, elle était quelquefois perçue tous les deux ans ou tous les trois ans (1). De même elle pouvait être exigée plus d'une fois par année. Cette dernière taille devait être peu fréquente et en dehors de ce qu'en dit d'une manière générale Parmentier (2), nous en avons seulement trouvé la trace dans une sentence arbitrale de 1456, laquelle du reste ne la mentionne que pour la rejeter.

La quête était une sorte de taille supplémentaire qui se percevait de deux ans en deux ans, ou de trois ans en trois ans. On pourrait croire, au premier abord, qu'on donnait ordinairement le nom de « queste » à la taille perçue tous les deux ou trois ans, mais l'ancienne coutume du Nivernais, ainsi que la coutume de Saint-Pierre le Moutier (3) établissent nettement la distinction entre la taille et la quête bisannuelles.

(1) Terrier de Château-Chinon. — Etienne Perrin, Jean Perrin, leurs femmes et leurs enfants reconnaissent être de taille corporelle servile de sept sols de trois ans en trois ans.

(2) « Le serf payait tous les ans la taille à son seigneur, au moins une fois, souvent jusqu'à trois. » (Parmentier, Mémoire pour prouver que les habitants de Marcy étaient anciennement serfs.)

(3) « L'ancienne coutume » est celle qui fut rédigée en 1490, après avoir été commencée en 1464 à Moulins-Engilbert. Neuf articles sur lesquels on n'avait pu se mettre d'accord étaient restés en blanc. Quant à la coutume de Saint-Pierre le Moutier, elle

La quête, dans certains pays du sud-ouest de la France (1), constituait la redevance unique des serfs. En Nivernais, elle peut être cumulée avec la taille ordinaire. Les deux coutumes précitées sont très formelles à cet égard (2).

Il n'est nulle part question, pour le Nivernais, du chevage. Le chevage, *cavagium*, ou *capitagium* était une redevance modique et surtout recognitive, comme le *census* dans la censive. Il se composait ordinairement de ces quatre deniers symboliques qui jouent un rôle important dans l'antique cérémonial des oblations et des affranchissements (3). Lorsque la taille devint périodique et qu'elle fut payée à une époque déterminée (le 24 août), cette redevance, qui n'avait plus sa raison d'être, dut disparaître.

avait été rédigée par les officiers du bailliage royal de cette ville, pour faire échec à l'autorité du comte de Nevers. La rédaction définitive de la coutume de Nivernais a eu lieu à Nevers en 1534.

(1) Dans ces pays les serfs étaient appelés « questaux ».

(2) Elles déclarent les serfs « taillables deux ou trois fois l'an et aussi questables ».

(3) *Cavagium* vient de *caput*, soit parce que la redevance était due par tête, soit parce que celui qui se donnait comme esclave plaçait sur sa tête quatre deniers.

Les quatre deniers se retrouvent dans la coutume de Bourbonnais où ils constituent une présomption de servitude : dans la seigneurie de Chantelle : « Tous ceux qui doivent quatre deniers de taille personnelle, que l'on appelle les quatre deniers de Chantelle, ils sont tous serfs et de serve condition, de poursuite et de mainmorte. » art. 203.

La taille était, suivant les coutumes, réelle ou personnelle. Elle était réelle quand elle était due par le fonds, personnelle quand elle était due du chef de la personne. En Nivernais, où la servitude est personnelle, la taille, comme toute les autres obligations serviles, est personnelle (1).

D'où il suit, qu'elle ne s'exerce pas seulement sur les revenus du tènement servile mais sur ceux de tous les biens appartenant en propre au serf, meubles ou immeubles. Et le taillable en est tenu en quelque lieu qu'il se rende et quoiqu'il fasse, même s'il délaisse le tènement, même s'il abandonne au seigneur tous ses autres biens.

La prescription, si longue qu'elle soit, est impuissante à le libérer. Elle ne peut s'exercer que sur la quotité. (Ce qui est l'origine de certaines tailles abômées).

Contrairement à ce qui avait lieu en droit commun, la taille en Nivernais s'arrérageait. La coutume

(1) Art. 3. Des serv. pers. — Le principe n'est cependant pas absolu. Ainsi la coutume du Bourbonnais, coutume de servitude personnelle, admet à côté de la taille due sur le chef et la personne, une taille réelle due sur, par raison et à cause des terres et héritages, et ensuivant la terre et héritage. Art. 488.

Exceptionnellement, la taille Nivernaise présente aussi un certain caractère réel, puisque dans le cas où le tènement est vendu à un serf d'une autre seigneurie ou à un homme libre, les arrérages de la taille, dus par le vendeur, peuvent être réclamés au détenteur.

le dit formellement pour le cas où le serf abandonne ou aliène sa tenure.

La sentence de Crux, déjà citée, parle des arrérages de la taille comme d'une chose reçue, et dans une charte d'affranchissement de 1525, les affranchis reconnaissent devoir la taille de plusieurs années écoulées.

Outre la taille, le serf était encore obligé à certaines redevances en nature appelées coutumes ou menues redevances et qui consistaient généralement en volailles (oies et poules) (1) et en avoine (2). On retrouve fréquemment dans les chartes la geline due au Karesme Prenant. Ces redevances faisaient quelquefois corps avec la taille (3). Elle variaient d'ailleurs suivant les seigneuries et les chartes

(1) Le traité du métayage de Méplain, intitulé encore « Servines », certaines redevances de poules et d'œufs stipulées dans les baux au profit du bailleur.

(2) 1368 (Charte portant reconnaissance de servitude au chapitre de Nevers). « Confessa est se esse feminam, servilis conditionis.... aboniatam ad summam duorum solidorum parisiensis monetæ curentis tempore solutionis et unius bicheti avenæ bonæ et mercabilis. — 1456 (Sentence de Crux). Lesdits hommes et femmes pour chascun feu seront tenus de rendre et paier audit terme de Karesme Prenant chascun an une geline de coutume et ung oyson en la saison, de ceulx qui norrissent des oyes. — La charte de Tannay (1352), parle d'une redevance d'avenne appelée « maréchaues ».

(3) Terrier de Lucenay : un serf reconnaît devoir chacun an dix sols tournois et une geline de taille.

locales. Ainsi les serfs de la seigneurie de Menes-serre en Morvan étaient tenus de porter au château, dans les vingt-quatre heures, la langue d'aumaille, c'est-à-dire la langue de toute pièce de gros bétail qu'on tuait dans l'étendue de la seigneurie (1).

Ils devaient également à leur seigneur en vertu du droit de « messerie » une gerbe de blé par feu.

La taille était-elle quérable ou portable ? Une charte de 1439 portant reconnaissance de servitude à l'Evêque de Nevers, après procès, la présente comme portable, ce qui était du reste la solution donnée par la coutume en matière de bordelage (2) ; et Guy Coquille, en commentant cet article, semble signaler comme une dérogation du droit commun « qu'en aucunes provinces les redevances sont quérables ».

On pourrait conclure de là que toutes les redevances nivernaises, censuelles, bordelières et serviles étaient portables sauf, comme le dit la coutume, si l'hôtel du seigneur est distant de plus de quatre lieues (3).

Cependant, un acte de 1437, relatif aussi au diffé-

(1) Aumaille, d'après Ducange, viendrait du latin *manuale*, désignant ainsi les animaux domestiques, ceux qui viennent manger quand on leur tend la main. D'après Ménage ce mot viendrait d'*almalia* : animaux destinés à être engraisés (du verbe alo).

(2) Nous verrons que le bordelage n'était autre chose que la servitude réelle en Nivernais.

(3) Article 10. Des bordelages.

rend qui s'était élevé entre le même Evêque de Nevers et ses serfs, réclame pour leur seigneur le droit de « cueillir et recevoir les tailles par ses sergens et officiers, et de gaiger ou faire gaiger et contraindre tant par lui comme par ses sergens et officiers les défailans à payer lesdites tailles... »

Ceci nous amène à nous demander quelle était la sanction en cas de défaut de paiement de la taille.

Quelques chartes édictent, à l'encontre du serf, une amende, mais la coutume ne dit rien à cet égard. Et comme le serf ne pouvait être détaché de sa tenure, nous pouvons supposer que le seigneur n'avait d'autre moyen efficace de contraindre ses taillables au paiement, que la saisie de leur mobilier, de leurs outils et de leurs récoltes. C'est bien ce que semble dire l'acte que nous citons et c'était d'ailleurs le moyen donné par la coutume en matière de censive (1).

Il nous reste à examiner quelle était la quotité des redevances serviles, quelle était la proportion des revenus du serf qu'elles absorbaient le plus habituellement.

M. Boucomont (2) indique qu'au xiii^e siècle, la taille variait de 2 à 50 sols, et qu'elle n'était ordinairement que de 4 à 12 sols. Mais il est impossible d'avoir, à cet égard, des données précises.

(1) Art. 16. Des cens, censives et droits d'iceux.

(2) Des mainmortes personnelle et réelle en Nivernais.

Pour la taille à volonté, nous ne pouvons naturellement rien savoir. Quant à la taille abômée, on ne pourrait en apporter une évaluation à peu près exacte qu'après avoir examiné un grand nombre de chartes ou de registres terriers, en relevant pour chaque taille due, la superficie du meix et la nature des terres qui le composent. Encore faudrait-il tenir compte des changements survenus au cours des siècles dans la valeur des monnaies et un pareil travail, fut-il matériellement possible, ne nous renseignerait pas d'une façon exacte sur le poids réel des charges serviles, puisque, outre leurs tènements, les serfs pouvaient avoir des biens particuliers, meubles ou immeubles, sur la valeur desquels on se basait pour fixer la quotité de la taille.

Nous en sommes donc réduits sur ce point capital à poser la question sans pouvoir la résoudre.

§ II. — Corvée.

Corvées (1), dit Guy Coquille, c'est ce que les latins disent « operas », l'œuvre d'un homme un

(1) « Corvée » est un dérivé de « œuvrée ». Il désignait aussi de grandes pièces de terre qu'on faisait cultiver habituellement par les serfs au moyen des corvées.

Œuvre ou œuvrée a subsisté dans le langage Nivernais. Il signifie, en matière de vignes, le travail d'un homme en un jour. C'est une mesure agraire locale.

Les paysans du Morvan disent encore « faire leurs œuvres »

jour durant pour le mesnagement du seigneur aux champs. C'étaient des journées de travail que le serf devait gratuitement au seigneur dans des conditions qui variaient suivant les lieux.

La corvée part du même principe que la taille ; elle est régie par des règles analogues et a suivi la même évolution. A l'origine, le serf est corvéable à merci, le seigneur dispose de son temps et de ses forces, comme de ses biens. Le serf devint ensuite corvéable à volonté raisonnable, sans préjudice des conventions particulières, car l'abonnement avait lieu pour la corvée comme pour la taille.

Pas plus que la taille, et pour les mêmes motifs, la corvée n'est un signe distinctif de la condition servile. De même qu'en droit romain le manumis était souvent obligé à des services, stipulés dans l'acte de manumission, de même les chartes d'affranchissement réservaient le droit à des corvées. Les hommes libres pouvaient donc y être astreints comme les serfs. Une charte d'affranchissement du 10 janvier 1525 nous montre les serfs affranchis tenus de faire à leur seigneur « en son chastel ou ailleurs pour ses affaires en sa dite baronie de Druy avec bœufz et charrettes et boyers hommes puissants pour les conduire un chascun an six corvées ».

« En Bourbonnais, homme sujet en Justice, failorsqu'ils descendent dans la plaine s'embaucher dans les exploitations agricoles au moment des foins ou de la moisson.

sant « feu », c'est-à-dire le roturier libre doit, pour cette raison de Haute justice, trois charrois l'an s'il a bœufs et charrette et s'il n'a bœufs ou bétail tirant il lui doit trois corvées là où il plait au seigneur de l'employer en sa justice, ou hors (1). »

L'ancienne coutume du Nivernais déclarait les serfs « corvéables à volonté raisonnable ». La rédaction définitive, loin de préciser, est muette sur la question. Elle se borne à indiquer, d'une façon incidente, que les seigneurs qui, par convenance ou prescription suffisante, ont le droit d'avoir sur leurs hommes des corvées, en useront ainsi qu'il est convenu et qu'ils sont accoutumés d'ancienneté (2). Il semble résulter de là, qu'en Nivernais au xvi^e siècle toutes les corvées étaient abonnées.

Guy Coquille dit qu'elles doivent être prises avec tempérament, en sorte que celui qui les fait ait du temps suffisant pour traiter sa personne et ses bêtes. « Et il lui semble qu'il est bon, si les corvées sont dues à la volonté du seigneur, de s'ayder de la coutume d'Auvergne ».

(1) Art. 334.

(2) La coutume du Bourbonnais était plus explicite : « celui qui doit la taille personnelle, doit quatre charrois à son seigneur s'il a bœufs et charrettes ou bête trainant. Sinon, il doit quatre corvées l'an, où il plait au seigneur l'employer à son service, du soleil levant au soleil couchant et tellement que, du levant, il puisse être en sa maison au couchant ; et est tenu ledit seigneur de nourrir ceux qui feront lesdits charrois ou corvées. (Art. 191).

La coutume d'Auvergne décidait, dans ce cas, qu'il ne devait être demandé que douze corvées par an, jamais plus de trois dans un mois, la journée étant prise du soleil levant au soleil couchant.

Nous voyons, dans la sentence de Crux de 1456, les arbitres réduire de 14 à 6 le nombre des corvées dues au seigneur « assavoir quatre en tieulx mois et telle saison que lesdits dames et seigneurs voudront eslire et les deux, c'est assavoir celle du Rost et celle des fauchaisons ».

C'est la seule charte qui nous fournisse quelques détails sur la corvée, ce qui est évidemment insuffisant pour nous donner une idée de la façon dont elle était organisée dans notre province.

En général, le seigneur y avait recours pour l'entretien de ses chemins et de ses bâtiments, et pour faire cultiver les terres qu'il faisait valoir lui-même, principalement au moment des travaux agricoles qui nécessitent un surcroît de travailleurs : à la fenaison, à la moisson, aux vendanges.

« Corvée, dit le commentateur de la coutume du Bourbonnais, est un service que le sujet doit à son seigneur, tel que l'obligation de faucher, faner ses foins, de labourer ses terres et vignes, de scier ses bleds, faire ses vendanges, battre ses grains, faire des voitures et charrois pour lui-même, lui fournir à cet effet des bœufs, chevaux et autres bêtes de somme ; des charrettes et autres arnois ; curer les

fossés du château, réparer les chemins et autres œuvres semblables. »

La charte d'affranchissement des habitants de Beaumont (1276) (1) nous montre que le seigneur avait sur ses serfs droit de plessieurs, de paiseleurs et de paiseaux (2).

En outre, vers Noël, avait lieu la corvée dite du Rost, qui consistait à charroyer ou à porter à bras, le bois de chauffage à l'hôtel du seigneur.

Le corvéable qui possédait charriot et bêtes de somme, les employait à charrier le foin, le blé, ou le bois. Il devait, durant sa corvée, se nourrir lui et ses animaux. Guy Coquille en donne la raison : « Il ne faut pas icy dire comme des vrayes serfs qui étoient du temps des Romains, qui n'avoient rien à eux, desquels se disoit que qui les employait à journées, les devoit nourrir. »

La corvée ne s'arréageait pas ; c'était le droit commun (3) et aucune indication contraire n'apparaît dans les chartes ni dans nos coutumes. Si on omettait une année de la demander, le corvéable en était tenu quitte. Il semble d'ailleurs qu'en cas de défaut il était susceptible d'amende (4).

La coutume d'Auvergne permettait aux seigneurs

(1) Bulletin de la Société nivernaise des Lettres, Sciences et Arts.

(2) Plessier : rabattre et refaire les haies. Paiseaux : échalas des vignes.

(3) La coutume du Bourbonnais le disait expressément.

(4) Sentence arbitrale de Crux : « Et pour chascun deffault de

de céder à un tiers leur droit aux corvées. Celle du Bourbonnais, au contraire, leur défendait de contraindre leurs sujets « à faire charrois pour autres que pour eux et leurs affaires ».

La nôtre ne dit rien à ce sujet, et aucun document ne nous fait savoir quelle y était la règle suivie.

La corvée était une des obligations qui pesait le plus aux serfs. On le conçoit aisément, puisqu'elle les « destorbait » lors des grands travaux de la campagne, le plus souvent urgents, comme la moisson et la fenaison, et pour lesquels précisément ils n'avaient pas trop de tout leur temps et de toutes leurs forces (1).

Cette situation fut encore aggravée par l'établissement de la corvée royale, calquée sur la corvée seigneuriale, et plus gênante encore. Elle consistait principalement dans la construction et l'entretien des chemins et des routes.

La prestation en est un souvenir.

De nos jours, dans les baux à métayage, on

non faire lesdites corvées, païer au nom d'amande ausdiz dame et seigneurs la somme de troys sols quatre deniers tournois. »

Charte de reconnaissance de la seigneurie de Menesserre (1609).
« Corvéables à peine de quatorze sous pour le premier défaut et de trois livres cinq sous pour le deuxième s'il n'y avait pas cause légitime. »

(1) Les corvées étaient appelées autrefois « condomines » et on dit encore dans le Morvan « condômer » pour blesser, frapper.

trouve, sous le nom de « liées », des charrois dus par les métayers à leurs bailleurs.

§ 3. — Obligation de résider sur le tènement.

Coutumes et chartes déclarent le serf Nivernais de poursuite. Littéralement cela signifie que celui qui abandonne la seigneurie peut être poursuivi, saisi et ramené de force sur son tènement. C'est ainsi qu'on procédait avec les esclaves fugitifs qu'on punissait comme « voleurs d'eux-mêmes » et avec les colons qui, une fois réintégrés dans leur tenure, tombaient en esclavage à titre de punition. Il est certain qu'on en usa de même avec les premiers serfs ; ceux que le seigneur pouvait tenir en prison sans avoir à en répondre, fors à Dieu, pouvaient bien, à plus forte raison, être ramenés sur leur tenure par la force.

« Tous hommes et femmes de corps, dit la coutume de Vitry, sont au bailliage de poursuite en quelque lieu qu'ils aillent demeurer, soit lieu franc ou non, et les peuvent les seigneurs réclamer et faire réclamer si bon leur semble ; car tels hommes et femmes de corps sont censés et réputés du pied et partie de la terre et se baillent en aveu et dénombrement par les vassaux avec leurs autres terres (1). »

L'ancienne coutume de Toulouse permettait même

(1) Art. 145.

au seigneur, pour faciliter les recherches, de marquer ses serfs, et son commentateur Casavète nous apprend que la marque se faisait « cum ferro sicut de animalibus (1) ».

Une charte de 1343 semble mentionner encore le droit de poursuite dans le sens primitif et rigoureux du mot (2).

Au xiii^e siècle, en Beauvaisis, « pourvu qu'ils paient lor cens et lor cavages, et qu'ils ne désavouent pas leur seigneur, les serfs peuvent aller servir au manoir hors de la juridiction de leur seigneur ».

Il n'y a que s'ils vont résider dans un lieu où on acquiert la franchise par le séjour, que leur seigneur peut dans l'an et jour les requérir et les ravoïr (3).

Mais de bonne heure la poursuite a uniquement consisté dans la faculté de réclamer au serf qui quittait la seigneurie la taille et la mainmorte (4).

En quelque endroit qu'il aille établir son domicile,

(1) Glasson, *Histoire du droit français*.

(2) « Nos in villa de Caritate super ligerim miseramus nuntios nostros ad capiendum seu vadiendum ipsas mulieres taille nostræ nobis debite... » (dans l'appendice)

(3) Il faut remarquer, en outre, que le serf n'est pas attaché à la terre mais à la seigneurie.

(4) Il faut tenir compte aussi des difficultés de toute nature que pouvait présenter à cette époque la recherche du serf. Les moyens d'investigation et les moyens de communication étaient des plus rudimentaires ; les villes libres, d'autre part, accueillaient

quelque long que soit le temps écoulé depuis son départ, le serf restait tenu de payer la taille.

A sa mort, le seigneur pouvait recueillir sa succession tout entière, à moins que le droit de mainmorte n'ait été prescrit, ce qui était possible, d'après la coutume (1).

Ce droit de poursuite dégénéré tomba lui-même peu à peu en désuétude et bientôt la jurisprudence refusa officiellement de l'admettre. En 1760, un seigneur Nivernais, le marquis de la Tournelle, ayant prétendu réclamer la succession des héritiers d'un nommé Pierre Truchot, décédé à Paris et ancien serf de sa seigneurie, le Parlement de Paris sur appel d'une sentence qui faisait mainlevée aux héritiers de l'opposition du marquis, débouta ce dernier de sa demande. La Cour déclara, sur les conclusions

les fugitifs et ne les rendaient pas facilement aux seigneurs poursuivants.

D'ailleurs, la preuve que les serfs quittaient quelquefois sans grande difficulté leur seigneur, se retrouve dans une charte de 1326, par laquelle le seigneur d'Apremont affranchit ses mainmortables parce que « plusieurs se sont allés et s'en vont de jour en jour en Bourbonnais qui est joignant ladite terre » (Bulletin de la Société Nivernaise).

(1) Article 7. Des serv. pers. : «... Sinon par privilège, convention ou prescription suffisante ils soient exemptés de ladite mainmorte. » D'après Guy Coquille, pour prescrire la mainmorte, il faudrait que le seigneur ait négligé volontairement et sciemment de prendre l'échute et qu'il se soit écoulé trente ans depuis.

de l'avocat général Séguier, que le droit invoqué par le marquis de la Tournelle ne devait plus exister. Cette jurisprudence fut consacrée quelques années plus tard par un édit royal du 10 août 1779, qui abolit le droit de poursuite dans toute la France.

Donc, bien avant les coutumes, le seigneur n'a plus le droit de retenir ou de ramener par la force son homme de corps ; il s'ensuit que l'obligation de résider sur le tènement est très platonique. Sans doute, la persistance des droits de taille et de main-morte, lorsque pratiquement ils pouvaient s'exercer, constituait un inconvénient sérieux à la fuite. Mais si le serf avait intérêt à rester sur sa tenure, si indirectement il y était quelquefois obligé, en droit il était complètement libre et rien ne pouvait l'empêcher de partir. La coutume est des plus explicites ; elle ne contient, à cet égard, aucune prohibition, et la seule sanction qu'elle édicte dans le cas d'abandon du tènement consiste en ceci : Quand le serf quitte son meix, le seigneur a le droit de « prendre en main l'héritage de servitude » et d'en percevoir les fruits. Ainsi le seigneur n'a pas le droit de reprendre purement et simplement la terre abandonnée, il en devient seulement possesseur et ce n'est qu'après 30 ans (1) qu'il en acquiert la propriété pleine et entière. Tant que ce délai de trente ans n'est pas

(1) L'ancienne coutume n'exigeait que quinze ans. (Art. 22., Des servitudes et droits d'icelles.

écoulé, il est loisible au serf de rentrer sur sa tenure et de reprendre la situation qu'il occupait auparavant. On lui déduira même sur les arrérages de sa taille la valeur des fruits perçus pendant son absence (1).

Cet article est très remarquable, en ce sens qu'il nous montre le serf traité en fait comme un véritable propriétaire du tènement qu'il occupe.

On voit que cette « attache à la glèbe » légendaire, qu'on a souvent dépeint comme la principale et la plus odieuse des charges serviles, au moins dès le xv^e siècle, en fait et en droit se réduisait à fort peu de chose et même à rien. Le serf n'était « fixé à la glèbe » qu'en ce sens que personne ne pouvait le détacher malgré lui de sa tenure et qu'il avait le droit, quoiqu'il arrive, d'y rester. C'était là, ce nous semble, un sérieux avantage, qu'apprécieraient sûrement de nos jours les fermiers malheureux qu'on expulse de leur domaine, faute de paiement de leurs loyers.

M. Boucomont relate encore, au nombre des obligations serviles, l'aveu à chaque mutation d'homme.

A notre avis, cette obligation incombait au seul vassal et le serf était simplement compris dans le dénombrement du fief, comme il appert de l'aveu de Bureau de la Rivière (2), fourni au duc de Bourgogne le 29 juin 1392, qui porte :

(1) Art. 27 et 28 des serv. pers.

(2) Parmentier, Mémoire cité.

».... Les villes dudit lieu de Marcy, de Cueurs, de Trinay et de Fley avec tous les hommes et femmes de corps, de serve condition, à volonté et de poursuite, manans ès appartenances desdites villes et environs : ensemble leurs mets et tènements.... Derechef les villages de Moërs et Vertenay en Varziois, appartenant à la maison-fort de Marcy, ensemble tous les hommes et femmes de corps, de serve condition, à volonté, de poursuite et de mainmorte ensemble tous leurs mets et tenemens....

» De rechef plusieurs hommes et femmes de corps, de serve condition, de poursuite et de mainmorte, taillables et exploitables de haut et de bas à volonté, qui sont manans et demorans au lieu de Vertenay et ès environs.... etc. »

On trouve bien dans les terriers des « reconnaissances (1) de servitude », mais elles étaient consenties une fois pour toutes, lorsqu'on refaisait les registres. Leur but était de renouveler et de fixer les titres de servitude, ou encore de déterminer la quotité des redevances.

Il va sans dire que les serfs étaient tenus de toutes les obligations qui incombaient aux manans en général : obligations royales d'abord, taille et corvée qui se surajoutaient, nous l'avons vu, à la taille et

(1) Nous donnons un exemple d'une de ces reconnaissances, tirée du Terrier de Lucenay-les-Aix.

à la corvée dues au seigneur local. Les serfs étaient en outre soumis à la dîme et aux banalités (four, moulin, pressoir) ainsi qu'à tous les autres impôts indirects ou monopoles seigneuriaux.

» Sujets à bannie de four, dit la coutume, sont sujets de venir cuire tout leur pain au four du seigneur et sujets à bannie de moulin sont tenus de venir moudre à son moulin tout leur bled destiné à manger. Et s'ils vont autre part cuire ou moudre, leurs pains et farines sont confisqués *ipso facto* au seigneur bannier, et le peut ledit seigneur faire prendre de son autorité où il les trouvera ; et avec ce sont amendables envers ledit seigneur bannier de sept sols (1) six deniers tournois pour chaque fois.

La sentence arbitrale de Crux reconnaît au seigneur le droit de banlieue de vignes : « Ceulx qui ont vigne audit vinoble ne peuvent vendenger leurs vignes jusques ad ce que lesdiz dames et seigneurs aient ouverte la banlieue ; et le droit de banlieue de prés, « par le moyen de laquelle banlieue lesdits hommes ne peuvent faucher leurs prez en ladite terre jusques ad ce que ladicte banlieue leur soit ouverte par lesdits dames et seigneurs. »

A côté de ces obligations traditionnelles et fondamentales, s'en trouvaient d'autres quelquefois bi-

(1) L'amende pouvait varier avec les conventions particulières. Dans la seigneurie de Crux elle est de soixante sols.

zarres, qui variaient suivant les seigneuries. Une charte de Beaumont (1276) énumère les droits « d'angarie, de parangarie, de cueillette... de poule houpée... de boisseaulx de chénevi ».

Celle de Crux nous montre les serfs tenus de « faire le guet et garde au chastel, chascun à son tour, en cas de éminent péril tant seulement, et de faire les aies au bois pour chasser et garder les aies le jour de la chasse ».

Au château d'Alligny en Morvand, ils ont à faire la réparation et le curement des fossés.

Enfin, dans le Bazoys, ils doivent pendant la nuit battre l'eau des fossés du château, pour empêcher les grenouilles de troubler par leurs chants le sommeil du seigneur (1).

Cependant, si les serfs sont tenus d'obligations nombreuses, ils jouissent souvent aussi de certains droits qu'il serait injuste de passer sous silence.

Droit de vaine pâture et droit d'usage, grâce auxquels ils pouvaient généralement mener leurs bêtes dans les prés non clos après la récolte, et prendre dans les forêts « le bois mort et le mort bois pour se chauffer, du chêne pour maisonner, du bran-

(1) *Souvenir du bon vieux temps dans le Nivernais*, Jaubert, aîné.

Le langage populaire a conservé la trace de cette obligation. On dit communément : « on lui ferait battre l'eau » en parlant d'une personne de grande complaisance.

chage de fol coupé à la serpe pour boucher leurs héritages, des pieds de chaussures pour leurs charrettes, charrues et autres engins nécessaires (1). »

On pouvait aussi mener les bêtes pâturer dans les bois, notamment les pores, qui s'y nourrissaient de glands et de fâines.

SECTION II. — Incapacités relatives à la personne.

Le serf est une personne et c'est là le trait essentiel qui distingue de l'esclave antique le serf de la pire condition dont parle Beaumanoir. Ce serf, si bas qu'il se trouve dans l'échelle sociale, peut se marier et avoir une famille légitime. Il ne peut être vendu, ni être hypothéqué et son maître n'a plus de droit de vie et de mort sur lui.

Déjà l'esclave romain, bien qu'il ne fut en droit qu'une *res Mancipi*, prenait part à certaines cérémonies de la religion domestique ; après sa mort, le lieu de sa sépulture était aussi sacré que celui d'un citoyen et les jurisconsultes eux-mêmes ne faisaient aucune difficulté de reconnaître que l'esclavage est une institution contraire à la nature.

L'avènement du christianisme précipita et acheva l'évolution en proclamant l'égalité entre tous les

(1) Baudiau, *Histoire du Morvan*.

hommes et en les conviant tous aux mêmes destinées : « Il n'y a, dit saint Paul, aucune différence entre le Juif et le Grec, l'homme et la femme, l'esclave et le libre. »

Le *servus*, admis aux mêmes sacrements que le libre, et notamment au même mariage, ne pouvait plus être la propriété absolue d'un autre homme. Aussi dès le xi^e siècle, il est devenu une personne et il jouit, en principe, de tous les droits qui résultent de cette qualité, sauf diverses exceptions spécifiées par les coutumes.

C'est ainsi qu'il ne peut être reçu en témoignage dans deux cas, que certaines fonctions lui sont interdites, et que ses droits de famille et de patrimoine subissent ordinairement de notables restrictions. Ces restrictions étaient connues sous le nom de formariage et de mainmorte.

Nous avons vu que le droit de poursuite n'était plus qu'un mot, que la taille et la corvée n'étaient pas spéciales aux serfs. Avec le formariage et la mainmorte, nous touchons aux incapacités essentielles du servage, à celles qui sont les restes les plus caractéristiques et les plus importants de l'esclavage antique.

§ I. — Incapacités concernant le témoignage.

En matière criminelle, le serf ne peut témoigner contre son seigneur « à cause de l'honneur et respect

qu'il lui doit ». Cependant son témoignage est reçu en cas de crime de lèse-majesté. Conformément aux règles de la hiérarchie féodale, l'intérêt du roi, seigneur féodal suprême, l'emporte sur celui du seigneur local.

La coutume rejette encore le témoignage du serf en matière de franchise contre le seigneur. On craignait « que les serfs ne soient enclins à s'aider l'un l'autre en témoignage pour la pareille ». Aussi leur témoignage était-il admis lorsqu'il était favorable au seigneur (1).

A part cette double restriction, le serf peut être témoin et ester en justice. Il peut plaider contre son seigneur et le désavouer (2). L'histoire du Nivernais en fournit des exemples :

Au milieu du xv^e siècle, les serfs de Château-Chalon déniaient leur qualité et refusent de payer la taille. Un procès s'ensuit, porté jusqu'au Parlement, et le 9 août 1467, nous voyons ces serfs « nommer des députés, procureurs généraux et certains messagers spéciaux, leur donnant plein pouvoir de traiter, accorder, transiger et mettre fin au dit procès ».

En 1437, à Nevers, cinquante-cinq serfs refusent

(1) Art. 21. Des serv. pers.

(2) De tout temps les non libres ont pu plaider pour la liberté, mais dans la première partie du moyen âge, le serf ne pouvait plaider que représenté par son seigneur, et le duel judiciaire lui fut toujours interdit, Glasson. *Op. cit.*

de payer la taille et plaident devant le Parlement contre l'Evêque leur seigneur.

La coutume ne donne aucune règle relative à la preuve de la qualité servile.

Elle se prouvait par titres. Elle se prouvait aussi par témoins, puisque nous venons de voir que le serf ne pouvait être reçu en témoignage, en matière de franchise contre son seigneur.

Les présomptions enfin devaient entrer en ligne de compte : la date du 24 août par exemple, qui était, dit Guy Coquille, la marque des redevances serviles.

§ 2. — Incapacité de remplir certaines fonctions.

« Serf ou homme de mainmorte, dit Loysel, ne peut être fait chevalier, ni prêtre sans le congé de son seigneur. Et l'estant, n'est pour ce déchargé de rien, fors des corvées de son corps ».

La coutume du Nivernais ne s'occupe que du cas où le serf est fait prêtre. Mais l'incapacité d'être fait chevalier étant de droit commun devait s'y rencontrer aussi. Pour la même raison, il y a lieu d'ajouter l'incapacité de remplir un office public, celui de juge ou arbitre par exemple.

Sous les Mérovingiens et sous les Carlovingiens, nul ne pouvait être ordonné prêtre sans la permission du roi. C'est qu'en effet l'Eglise défendant au clerc le service militaire, la cléricature enlevait à l'armée

des hommes de guerre. Il n'est plus question au moyen âge de cette autorisation pour les libres ; le serf seul est tenu de la demander.

La règle en Nivernais est ainsi conçue : « Gens de condition ne peuvent faire leurs enfants clercs sans l'express consentement de leur seigneur. Et s'ils le font, lesdits clercs demeurent serfs (1), sauf quant aux corvées. Et le seigneur a son recours pour son intérêt à l'encontre desdits gens de condition clercs et prêtres et autres qu'il appartiendra ».

Primitivement, le serf qui était promu aux ordres sacrés sans le consentement de son seigneur était déposé et rendu à ce dernier. A la rédaction des coutumes, cette sanction n'est en vigueur que pour les ordres mineurs (2). Le serf fait prêtre malgré son seigneur reste donc prêtre, mais il demeure soumis à la taille et à la mainmorte. Il n'est dispensé que des devoirs corporels, comme les corvées, qu'il est

(1) Art. 17 des serv. pers. On cite toujours l'exemple donné par Guy Coquille, qui déclare avoir vu en la Chambre des Comptes, à Nevers, la manumission de Messire Germain Clerc, évêque de Chaalon, par le seigneur de la Perrière, duquel il était serf de naissance, ladite manumission approuvée par le comte de Nevers, seigneur féodal de la Perrière, pour ce que le serf était tenu pour immeuble, faisant portion du fief auquel il était serf.

(2) Parmentier cite un arrêt du Parlement du 23 juillet 1390, qui détonsura les frères Chartier, serfs des abbé et couvent de Nelle, après quatre ans de cléricature.

autorisé à faire faire par substitut ou à racheter.

Ces règles étaient de droit commun.

Sous réserve de ces incapacités, le serf pouvait exercer n'importe quelle profession, se livrer au commerce, circuler librement et aller s'établir où il lui plaisait, puisqu'il ne lui était pas défendu de quitter sa tenure. Il y eut des serfs notaires royaux, intendants, maîtres de poste. Certains même jouissant d'un véritable état de liberté de fait purent parvenir à des fonctions qui, en droit, leur étaient interdites. C'est ainsi que le célèbre Nicolas de Baye, qui fut greffier du Parlement de Paris au commencement du xv^e siècle, et qui mourut conseiller à cette Cour, était demeuré serf. Ce fut seulement à sa mort que la question fut soulevée par le fisc à l'occasion de la dévolution de la succession (1).

Il est vraisemblable qu'en pratique la taille n'était guère réclamée au serf qui avait quitté son tènement et que la mainmorte seule était exercée lorsque s'ouvrait sa succession. Le serf, à ce point de vue, était dans la situation de l'affranchi romain, qui « *vivit ut liber, moritur ut servus* ».

§ 3. — Formariage.

En droit commun coutumier, le serf ne pouvait épouser une personne libre, ni une serve d'une

(1) Glasson, *Op. cit.*

autre seigneurie sans la permission de son maître, et cette autorisation du seigneur donnait lieu naturellement à la perception d'un droit, appelé droit de formariage (*foris-maritagium*). « Cil qui formarie, dit Beaumanoir, il faut qu'il fine. »

Le formariage n'existe pas en Nivernais et c'est là une des particularités les plus remarquables de notre coutume.

Une pareille prohibition y était en effet inutile. Qu'importait le mariage entre serf et libre, puisque de toutes façons, grâce à la règle « le pire emporte le bon », les enfants à naître étaient serfs au seigneur du non libre. Pour le cas de mariage entre serfs de seigneuries différentes, les enfants, nous le savons, naissaient serfs *pro rata* de chacun des seigneurs des époux. Il n'y avait donc pas grand intérêt à conserver dans notre coutume l'incapacité du formariage, et elle dut tomber rapidement en désuétude (1). Nous disons tomber en désuétude, car s'il n'est plus question de restriction à la liberté du mariage, ni dans la nouvelle, ni dans l'ancienne coutume, il n'est pas douteux que primitivement, les serfs Nivernais étaient soumis au formariage.

Nous en avons la preuve dans plusieurs documents : la charte d'affranchissement de Beaumont

(1) Il n'y a pas de droit de formariage non plus en Bourbonnais où la même règle sévère qu'en Nivernais est en vigueur, relativement à la condition des enfants nés d'un mariage mixte.

de 1276, porte en effet que « chaque habitant de ladite franchise pourra marier ses fils et filles partout où il voudra et leur donner tous les biens qui sont en sa possession, sans qu'il soit obligé d'en demander la liberté à son seigneur ».

« Concessimus insuper expresse, dit une charte d'affranchissement de 1225, quod filias suas natas et nascituras poterunt libere et sine contradictione qualibet ubicumque voluerunt maritare. » (1)

Et le 30 avril 1609, les habitants de la seigneurie de Menesserre « reconnaissent qu'ils sont serfs et de serve condition... que le baron jouissait du droit... de fors mariage ou la moitié de la dote de toute fille qui se mariait hors de sa juridiction ». Admettons qu'à Menesserre on suivit plutôt la coutume de Bourgogne que celle de Nivernais, les premiers documents semblent bien établir que le droit de formariage existait encore dans notre coutume vers le xiii^e siècle.

SECTION III. — Incapacités relatives aux biens ou Mainmorte.

On a discuté sur l'origine de ce mot. Voltaire a prétendu qu'il venait de ce qu'autrefois, lorsqu'un serf mourait sans laisser de biens, on apportait au seigneur la main droite du mort. Cette étymologie barbare, qu'aucun document ne justifie, paraît être

(1) (dans l'appendice.)

du genre de celles que donne Rabelais des mots « Beauce » et « Paris », et on ne saurait la prendre au sérieux.

Mainmorte signifie tout simplement main impuissante, main incapable de disposer. Le mot main est pris ici dans le sens qu'avait en droit romain « manus » : puissance juridique, et notre droit coutumier abonde en expressions de ce genre : main-forte, main-mise, main-garnie, main-bournie ; main-assise, main de justice, main-enfrainte. Main-ferme notamment, désignait dans les coutumes de Belgique et de Picardie une variété de censive (1).

Mainmorte, en matière de servage, signifie donc que le serf n'a pas entièrement le pouvoir de disposer de ses biens, et nous comprendrons sous ce titre toutes les incapacités dont il était frappé relativement au patrimoine : restrictions au droit de transmettre ses biens à ses héritiers, restrictions au droit de disposer entre vifs ou à cause de mort, à titre onéreux ou à titre gratuit.

De quoi était formé le patrimoine du serf ? L'esclave étant lui-même un objet de propriété, n'avait rien en propre. Ne possédant que par et pour son maître, il détenait seulement, à titre officieux et essentiellement précaire, le pécule qui lui était laissé. C'est bien encore une sorte de pécule que détient le

(1) Merlin. Répertoire de jurisprudence.

serf primitif, puisqu'à tout moment, son seigneur peut, selon son bon plaisir, lui prendre ce qu'il a en tout ou en partie. Néanmoins pendant sa vie on ne peut lui reprendre son tènement, puisqu'il ne peut en être séparé sous aucun prétexte.

Peu à peu le droit de patrimoine du serf prend corps et se consolide. Tant qu'il vit on ne peut lui demander de son travail et de ses économies qu'une part « raisonnable », puis une part fixe et déterminée. Ses redevances payées, sa corvée accomplie, il reste en possession de tout ce qu'il a acquis jusqu'à sa mort. Alors seulement, le seigneur peut se saisir des biens de son serf. Il ne subsiste ainsi d'intacte que la « mortaille » ou mainmorte (1). Et ce droit du seigneur est si capital et si caractéristique que mainmorte et servage deviennent synonymes et que dans un grand nombre de coutumes le serf est désigné sous le nom de mainmortable ou mortailable.

Cependant le droit de mainmorte n'était pas un attribut nécessaire de la condition servile.

La coutume de Troyes dit que les « serfs succèdent en tous cas les uns aux autres et peuvent disposer par testament ou autrement de leurs biens comme font et peuvent faire les franchises personnes s'il ne sont de mainmorte (2) ».

(1) « Manum mortuam sicut vulgo solet dici », dit la charte d'affranchissement de 1225.

(2) Art. 3.

L'ancienne coutume du Nivernais, parlant du droit de mainmorte, réserve le cas « où en aucuns lieux gens de condition ne sont pas mainmortables et eschoient les ungs aux autres par privilège ou autrement (1) ».

Tous les serfs n'étaient donc pas mainmortables.

Du reste, la mainmorte était prescriptible, nous l'avons déjà vu.

Le patrimoine du serf comprend deux sortes de biens : d'une part ses biens personnels, meubles ou immeubles, ceux qu'il a acquis à titre gratuit au moyen de ses économies ; d'un autre côté, le tènement, constitué par les immeubles d'origine servile, qui appartiennent en droit au seigneur, ceux qui ont fait, ou sont censés avoir fait primitivement de sa part l'objet d'une concession viagère au profit du mainmortable.

Les restrictions au droit du serf de disposer variaient suivant que ses biens appartenaient à l'une ou à l'autre de ces catégories, mais l'idée dominante est toujours la même : ménager le droit éventuel de mortaille du seigneur.

En thèse générale, le serf Nivernais peut contracter, vendre, acheter, donner, recevoir, à titre gratuit, être propriétaire de meubles et d'immeubles. Il a, comme le dit Guy Coquille, « la libre disposi-

(1) Art. 3. Des servitudes et droits d'icelles.

tion et maniement de son bien, sauf en quelques articles », que nous allons maintenant examiner.

§ 1. — Droit de disposer à titre onéreux.

Dans notre coutume, « le franc acquiert du serf et le serf du franc (1) ». C'est là une disposition spéciale qu'on ne rencontrait nulle part ailleurs qu'à Chaumont. Elle n'existait pas plus dans les coutumes de mainmorte réelle, comme la Bourgogne, que dans les coutumes de servitude personnelle comme celle de Bourbonnais. Cette règle particulière au Nivernais paraît avoir pris naissance dans la coutume locale de Château-Chinon. On ne sait rien sur son origine. Peut-être fut-elle une faveur concédée par charte aux habitants de cette châtellenie. Toujours est-il qu'elle y était suivie depuis un temps immémorial. Le passage suivant d'un vieil acte cité par Bogros (2) en fait foi : « Par coutume légitimement prescrite et observée, les héritages des gens serfs peuvent être aliénés à personnes franches, lequel droit ne se trouve en aucune autre seigneurie du royaume de France et revient infiniment à plus grand prix et revenu que ne le ferait la mainmorte. »

(1) Art. 18. Des serv. pers.

(2) *Histoire de Château-Chinon*.

En vertu de cette règle, le serf peut vendre à qui il lui plaît ses biens personnels, meubles ou immeubles. Il devait seulement au seigneur, en cas de vente d'immeubles, une sorte de droit de mutation appelé tiers denier (1), qui était le douzième du prix payé par l'acquéreur. (Un peu plus de 8 0/0.) Le seigneur n'y perdait rien ; au contraire. D'abord il pouvait retrouver plus tard, l'argent représentant les choses vendues dans le patrimoine du serf. Et le tiers denier, qu'il encaissait immédiatement, lui était beaucoup plus avantageux que son droit incertain de mainmorte, la plupart du temps écarté par l'existence des communautés taisibles.

Quant au tènement, la coutume n'admet pas qu'il puisse sortir de la seigneurie. Le serf ne peut l'aliéner qu'au profit d'un serf de sa servitude. S'il le vendait à un homme libre ou à un serf d'une autre seigneurie, le seigneur avait une action en vide main contre l'acquéreur. Ce dernier, dans l'an et jour, était contraint à revendre à un serf de la seigneurie du vendeur. Si dans le délai prescrit, le bien acheté n'est pas remis en main « habile », comme dit la coutume, le vendeur en est dessaisi *ipso facto* au profit du seigneur qui peut même le poursuivre par action personnelle pour le paiement des arrérages de la taille échue. Naturellement, il

(1) Guy Coquille. Questions et réponses. CCLXXXI.

était loisible au seigneur d'autoriser la vente du meix à une personne étrangère. Il percevait, dans ce cas, le tiers denier ou telle autre somme convenue suivant les cas, pour prix de son autorisation (1).

Les mêmes principes devaient recevoir leur application en cas d'échange.

Pour les acquisitions, le serf était libre à condition que le bien acheté put à sa mort demeurer dans son patrimoine et faire retour, le cas échéant, à son seigneur ; ce devait donc être un alleu ou une terre dépendant déjà de la seigneurie. Le serf pouvait même acquérir valablement un fief, si ce fief était compris dans la mouvance de son seigneur. S'il en eut été autrement, le patrimoine du serf, et, par suite, le droit éventuel du seigneur à la mainmorte eut été amoindri sans compensation.

§ 2. — Droit de disposer à titre gratuit.

La coutume n'en dit rien. Faut-il conclure de ce silence que le serf était libre, sans restriction de donner tous ses biens ?

En ce qui concerne le tènement, Guy Coquille estime que la règle en vigueur pour la vente doit être appliquée ; il accorde au seigneur l'action en vide main contre l'acquéreur à titre gratuit, de même que contre l'acquéreur à titre onéreux.

(1) Art. 19. Des serv. pers.

Quant aux autres biens, Guy Coquille prend un moyen terme ; comparant le serf à l'affranchi romain, il permet la donation dans une certaine mesure, lorsqu'elle n'apparaît pas par son importance, faite en fraude des droits du seigneur : « Parce que nos serfs ne sont vrais serfs, il me semble, que si le serf n'a aucuns hoirs communs avec lui habile à succéder, donne tous ses biens ou la plupart d'iceux par donation entre vifs, *eo ipso videtur donare in fraudem domini*. Mais s'il donne entre vifs particulièrement aucun de ses biens ou par cotité qui n'excède la moitié, même s'il donne pour cause favorable, je crois que la donation vaut par la raison de la loi « si quid in fraudem patroni (1) ».

Guy Coquille décide en outre que la donation de tous ses biens ou de la plus grande partie, faite sans grande et urgente cause, même à un homme de la même servitude, pouvait être débattue par le seigneur comme faite en fraude de ses droits et il n'admet pas que le serf puisse instituer un héritier par mariage si ce dernier n'est pas son successeur à un titre ou un degré quelconque.

Ce qui revient à ceci : la donation est permise à condition que sa quotité ne soit pas exagérée et que le donataire vive en communauté, parce qu'alors le droit de mainmorte ne s'exerce plus.

(1) Guy Coquille. Questions et réponses, LXXII.

La faculté de donner sans restriction est en effet bien difficile à admettre. Elle est en opposition avec l'esprit de la coutume, qui s'efforce toujours de maintenir les immeubles du serf dans la seigneurie et trouve tout au moins, quand elle en permet la vente, une compensation éventuelle dans le prix payé, un bénéfice immédiat dans le profit perçu.

A l'appui de cette opinion on peut citer une charte de 1501 qui donne aux affranchis « permission et congé de disposer et ordonner de leurs biens tant meubles que immeubles, de leur bonne volonté iceux vendre, donner, aliéner, faire et passer tous contrats (1) ».

La même permission de « vendre, donner et aliéner » se retrouve dans une charte d'affranchissement de 1525. Anciennement du reste, on interdisait les donations comme les testaments, afin que le serf n'arrive à se soustraire à la mainmorte.

Notre coutume, dans ce but, lui interdit de disposer, par testament, pour plus de soixante sous. Comment aurait-il pu entre vifs se dépouiller, à titre gratuit, de toute sa fortune et faire échec au droit de mainmorte du seigneur ? Les deux dispositions sont inconciliables.

Et n'y a-t-il pas tout lieu de supposer qu'en Nivernais on suivait la même règle qu'en Bourbonnais,

(1) Girard. *Histoire de Decize*

laquelle prohibe toute espèce d'aliénation aux personnes étrangères à la seigneurie (1).

La prohibition était-elle si logique et si évidente qu'on n'ait pas cru devoir l'énoncer, ou bien les donations de cette espèce étaient-elles en fait tellement rares qu'on n'ait pas jugé utile de formuler leur interdiction ?

Mais nous ne pouvons ici qu'émettre des suppositions. Comment trancher en effet avec certitude une question sur laquelle Guy Coquille lui-même, contemporain du servage, ne nous a transmis que des données purement théoriques et personnelles.

Le serf pouvait-il hypothéquer et arrenter ses biens ? Plusieurs coutumes, parmi lesquelles celle du Bourbonnais, lui interdisaient formellement pour l'héritage de mainmorte. La nôtre ne dit rien à cet égard et nous n'avons ici encore, comme documents, que l'interprétation purement doctrinale de Guy Coquille. Admettant d'après le droit romain que les serfs peuvent faire des donations entre vifs, pourvu que par les circonstances elles n'apparaissent pas faites en fraude de la mainmorte, il en tire cette conséquence qu'ils peuvent faire des dettes et y obliger leurs biens, meubles ou immeubles. Seulement il lui semble que le fènement doit retourner au seigneur de la servitude sans aucune charge de dettes ou

(1) Art. 204.

hypothèques, « parce que lors de la concession première, le seigneur en a fait bail à son homme pour lui et sa postérité avec tacite condition que si la postérité vient à défaillir, l'héritage retournera au seigneur (1) ».

Comme l'hypothèque aboutit, en dernier terme, à la vente de l'immeuble engagé, peut-être eût-on pu l'assimiler à la vente elle-même et l'autoriser dans des conditions analogues.

D'ailleurs, pour ce qui est du tènement, puisqu'à la mort du serf le seigneur le reprend quitte de toutes dettes et de toutes charges, l'hypothèque dans ce cas n'offrait pour le seigneur aucun inconvénient.

En ce qui concerne la faculté pour le serf de vendre une rente sur ses biens ou de les bailler à rente, Guy Coquille ne nous dit rien. Il la refuse toutefois au bordelier (2).

Faut-il assimiler les deux cas ? Cela ne nous paraît pas possible car le serf avait sur sa tenure des droits plus étendus que le bordelier. Mais le bail à rente ayant lui aussi les effets de la vente, on peut ici tenir le même raisonnement que pour l'hypothèque.

En résumé, sur les donations, l'hypothèque et le bail à rente consentis par les serfs, nous ne savons

(1) Guy Coquille. Questions et réponses. CCLXXX.

(2) Guy Coquille. Sous l'art. 25. Des bordelages.

rien de précis. Ce qui paraît certain, et cela résulte du caractère purement théorique de l'argumentation à laquelle s'est livré Guy Coquille, c'est que dans la pratique, les serfs usaient fort peu souvent de ces trois contrats.

§ 3. — Successions ab intestat et testaments.

En principe, à la mort du serf, le seigneur recueille la totalité de ses biens (1). Le serf est incapable de transmettre à cause de mort, soit par testament soit « ab intestat (2) ». « Le franc ne succède pas au serf ni le serf au franc. » C'est la règle générale donnée par Loysel (3).

Pour le tènement, le seigneur reprend le bien qu'il a baillé à titre viager à son homme.

Quant au droit de succession aux meubles et aux

(1) Il en est de même lorsque le serf est exécuté ou banni.

« Si l'homme de condition servile est exécuté ou banni par la justice d'autre seigneur que celui dont il est homme, il ne confisque rien au seigneur qui l'a condamné. Tous ses biens, meubles ou immeubles, appartiennent au seigneur duquel il est homme, à charge par ce dernier de payer soixante sols, les frais de procès et procédure d'icelui. Art. 5. » Des confiscations.

(2) Art. 2. Des successions.

En Bourbonnais (art. 200) le franc ne succède pas au serf, mais le serf succède à ses parents francs.

(3) Sauf (d'après l'art. 4 de la coutume de Saint-Pierre le Moutier), ès seigneuries de Châtel-Chinon et de Lorme, là où les serfs succèdent à leurs lignagiers francs, et non pas e contra.

immeubles personnels, il ne s'explique que si on remonte aux règles de l'esclavage, et c'en est un des restes les plus significatifs. Le serf primitif, comme l'esclave, nous l'avons déjà dit, n'a pas de patrimoine, le seigneur peut lui reprendre à volonté tout ce qu'il a. Si le serf au cours des siècles est devenu pendant sa vie possesseur des biens qu'il détient, l'antique droit de mortaille subsiste et à sa mort le seigneur se saisit de son pécule. C'est ce qu'on appelle « prendre l'échute ».

Les jurisconsultes expliquaient ce droit d'échute en assimilant le mainmortable à l'affranchi romain, lequel n'avait d'autre héritier que son maître. Aussi concluaient-ils que dans ce cas, le seigneur, comme tous les héritiers, devrait respecter les charges (rentes, hypothèques) dont étaient grevés les biens et payer les dettes du défunt jusqu'à concurrence de la valeur de la succession recueillie. C'est ce que décidait expressément l'ancienne coutume, laquelle déclarait le seigneur tenu « de payer les debtes tant comme les meubles et conquêts se pourront entendre ».

Si le serf tenait des biens à cens ou à rente d'autres seigneurs, son maître ne les pouvait garder plus de l'an et jour et devait dans ce délai les mettre en main habile, c'est-à-dire les céder à un autre serf ou à un vilain. Cette obligation, qui était nécessitée par les règles de la hiérarchie féodale, avait comme sanction la commise au profit du sei-

gneur à qui étaient dus la rente ou le cens (1).

Le tènement devait faire retour à son propriétaire libre et quitte de toutes charges. Il y avait « réversion » et le seigneur n'était tenu de respecter que le droit du laboureur à champart, qui constituait une charge légale (2).

Lorsque le défunt appartenait à plusieurs seigneuries chaque seigneur exerçait l'échute sur les meubles *pro rata*. Quant aux immeubles, il fallait distinguer : ceux qui étaient situés dans la seigneurie sur laquelle habitait le serf appartenaient au seigneur de la mouvance, ceux qui se trouvaient en dehors étaient partagés comme les meubles proportionnellement au droit de chaque seigneur (3).

Il y avait à ces règles plusieurs exceptions :

1° Le serf pouvait tester dans une certaine mesure. Il obtint d'abord le droit de faire des libéralités testamentaires modiques pour le repos de son âme. En Nivernais au xvi^e siècle, on lui per-

(1) Art. 8. Des serv. pers.

(2) En Nivernais « chacun peut labourer terres ou vignes d'autrui, non labourées par le propriétaire, sans autre réquisition, en payant les droits de champart, jusques à ce que par le propriétaire lui soit défendu ». « Cette coutume, dit Guy Coquille, a été introduite pour le bien public, à ce que la cueillette des bleds abondast plus et pour suppléer la négligence ou impuissance des propriétaires des terres. »

(3) Art. 25 Des serv. pers.

met de tester jusqu'à concurrence de 60 sols (1).

Quelle pouvait être l'importance du legs de 60 sols admis par notre coutume ?

Le cours des monnaies et la signification du mot sol ont trop souvent varié pour qu'on puisse donner à ce sujet des indications précises. On ne peut même pas s'en faire une idée approximative d'après les évaluations du chapitre de la coutume intitulé « d'assiette de terre » (2), car Guy Coquille nous apprend que ces évaluations étaient très au-dessous de la réalité et ne correspondaient plus aux prix en vigueur de son temps. Cette somme de 60 sols, qui dans la coutume et dans les chartes est le taux de plusieurs amendes, représentait sans doute une valeur assez modique (3).

2° La veuve du serf pouvait prendre, à titre de douaire, la moitié des héritages de servitude de son mari.

(1) Art. 32. Des serv. pers. — L'ancienne coutume (art. 16) refusait au serf, d'une façon absolue, le droit de disposer de ses biens par ordonnance de dernière volonté, mais déclarait les seigneurs héritiers « tenus de payer les funérailles selon la faculté et estat du trépassé ».

(2) L'arpent de vigne y est prisé 40 sols, un tonneau de vin, 60 sols tournois, le boisseau de bled, 3 sols, un mouton, 10 sols, un veau 15 sols, une oie, 3 sols.

(3) Lorsque le serf a des hoirs communs, qui lui doivent succéder à l'exclusion du seigneur, dit Guy Coquille, il peut disposer par testament comme une autre personne franche.

Elle devait seulement payer la taille *pro rata*, sous peine de commise. Mais elle était saisie de plein droit « etiam contre le seigneur » (art. 20).

3° D'après Guy Coquille le père ou la mère survivants, serfs ou francs, pouvaient recueillir les meubles de leur fils serf, décédé sans hoir commun (1).

4° Enfin, et c'était là une exception qui dominait la règle et l'annihilait en fait : le droit de mainmorte ne s'exerçait pas lorsque les serfs vivaient en communauté (2).

La vie en commun étant l'état habituel des familles serves, la mainmorte se réduisait, la plupart du temps, à une contrainte morale, à une obligation pour les serfs de vivre en communauté sur leur tènement.

(1) Guy Coquille sous l'article 24. Des serv. pers.

(2) A la mort d'un serf commun, il n'y avait pas succession dans le sens ordinaire du mot. Il y avait simplement continuation de l'indivision et augmentation de la part éventuelle de chacun des survivants dans les biens de la communauté. Aussi entre gens de condition servile le retrait lignager n'a point lieu (art. 20. Du retrait lignager).

CHAPITRE III

LES COMMUNAUTÉS (1)

« La quarte manière par quoi compaignie se fet, dit Beaumanoir, si est la plus périlleuse et dont j'ai veu plus de gens deceus, car compaignie se fait par nostre coustume par solement manoir ensamble à un pot un an et un jour, puis que li meubles de l'un et de l'autre sont mellé ensamble. »

C'est cette communauté que vise la coutume de Nivernais, lorsqu'elle décide que la succession des hommes et femmes serfs compète et appartient à leur seigneur s'ils décèdent sans hoirs (2) communs. Elle se formait donc sans écrit, tacitement, d'où le nom de taisible qu'elle porte quelquefois.

A la première vue, la communauté taisible semble incompatible aussi bien avec le droit commun qu'avec notre coutume. La règle que donne à cet égard

(1) Etant donné la relation intime qui existe entre la main-morte et les communautés, nous avons cru pouvoir placer ici ce chapitre.

(2) Art. 7. Des serv. pers. — Hoir est pris ici dans le sens général du mot latin *hæres*.

Loysel est des plus précises : « Communauté n'a lieu si elle n'est convenue par exprès ou si la loi et la coutume ne l'ordonnent, quelque demeure qu'on fasse ensemble. » La coutume du Nivernais, au début du chapitre des Communautés et associations, n'est pas moins formelle : « Communauté de biens ne se contracte taisiblement entre gens demeurant ensemble, par quelque temps que ce soit, s'il n'y a convention expresse. » Et la rigueur du principe est encore soulignée par les articles suivants qui traitent, à titre d'exception, de quelques cas de « communauté taisible » : entre deux frères majeurs de 20 ans après le décès de leur père (art. 2.), entre des enfants d'un certain âge (1) et le survivant de leur père ou mère (art. 4).

A la vérité, la coutume s'occupe incidemment de nos communautés taisibles aux chapitres « des Servitudes personnelles et des Bordelages » (2), elle en explique l'organisation et le fonctionnement, mais elle n'en dit rien qui fasse échec en leur faveur au principe si nettement posé dans l'article I des « Communautés et associations ». Et si nous n'avions sur ce sujet le commentaire de Guy Coquille, il serait peut-être difficile, et en tout cas téméraire, d'induire l'existence des communautés taisibles de

(1) Quatorze ans pour les garçons et douze pour les filles.

(2) Le chapitre « des Communautés et associations » n'existe pas dans l'ancienne coutume.

l'art. 8 « des Bordelages », le seul qui en traite directement, article ainsi conçu : « Pour succéder en bordelage, sont requises deux qualités à la personne de celui qui veut y succéder. La première, qu'il soit héritier du défunt bordelier ; la seconde, qu'il ait été, au temps de son décès, commun avec lui. Et s'entend commun, par communauté coutumière ou convenue..... »

L'expression vague de « coutumière » aurait pu s'entendre en effet tout aussi bien dans le sens d'« expresse » que dans le sens de « tacite ».

Quoiqu'il en soit, les communautés taisibles étaient nombreuses et prospères en Nivernais du temps de Guy Coquille.

D'où provenaient-elles ?

M. Garsonnet (1) y voit un souvenir de la vie patriarcale et de la propriété collective primitives, « une forme d'existence sociale et de possession du sol dont l'origine se perd dans la nuit des temps, par laquelle ont peut-être passé tous les peuples, et qui s'est d'autant mieux conservée chez quelques-uns d'entre eux qu'ils sont restés plus longtemps étrangers à la civilisation moderne ».

Rien ne contredit à cette hypothèse.

En ce qui concerne spécialement les serfs, on peut aussi reconnaître dans leurs communautés un reste

(1) *Histoire des locations perpétuelles.*

de l'esclavage. C'est toujours le même point de départ et le même raisonnement : Des individus qui étaient en quelque sorte un troupeau attaché à une terre et qui ne possédaient rien par eux-mêmes, n'avaient évidemment aucun droit particulier sur les choses dont on leur laissait l'usage, lesquelles étaient indivises et communes entre eux.

Les esclaves ruraux vivaient donc nécessairement en communauté, et certains textes nous révèlent l'existence de messiers (*majores villici*), sortes de directeurs des travaux agricoles, qui semblent bien être les ancêtres de nos maîtres de communauté.

Cet usage de vivre en commun dut persister d'autant mieux chez les serfs, successeurs en ligne directe des esclaves ruraux, qu'il avait une sérieuse raison d'être et pour eux et pour leurs seigneurs.

Groupés, unissant toutes leurs forces, les mainmortables cultivaient mieux leur tenure, en augmentaient le rendement et supportaient plus aisément leurs charges. La vie en commun évitait en outre le fractionnement des tènements et la confusion des redevances qui n'auraient pas manqué de se produire si les héritages avaient été démembrés.

On a conclu de là que les seigneurs, désireux de maintenir cet état de choses avantageux pour eux, consentirent en faveur des serfs qui vivaient en commun, une exception au droit de mainmorte.

A quelle époque cette exception fit-elle son appa-

rition dans nos coutumes ? Elle est certainement très ancienne (1). Cependant, primitivement on ne voit pas très bien l'utilité qu'elle pouvait avoir. Les serfs ne pouvant être détachés de leur tenure, étant dans l'indivision, vivent et meurent sur leur tènement sans qu'il puisse être question entre eux de succession. On ne dut exercer la mainmorte que lorsque le droit de patrimoine des serfs prit consistance, lorsque la taille cessa d'être purement arbitraire et que les serfs eurent la faculté de posséder des biens personnels. Sans quoi, comment à la mort de l'un d'eux, le seigneur eut-il pu recueillir un droit indéterminé sur un ensemble de bien indivis entre plusieurs personnes.

Ce n'est donc que du moment où on fit la distinction entre les biens personnels et le tènement, que le seigneur exerça son droit de mainmorte et qu'il put y renoncer lorsque ses serfs vivaient en commun, s'efforçant ainsi indirectement de maintenir une situation qui lui était favorable.

L'origine de nos communautés, sans remonter si haut, peut d'ailleurs s'expliquer de la façon la plus simple et la plus naturelle ; c'est un produit des mœurs et de l'état économique du temps.

Au Moyen Age, l'association était partout, comme à toutes les époques où le pouvoir central est faible et l'individu isolé.

(1) Il n'en est toutefois pas question dans Beaumanoir.

La communauté entre gens de la même famille, vivant sous le même toit, « au même pot », était la première et la plus naturelle de toutes les associations. On vivait ainsi parce que cela était conforme à la nature et à l'esprit de famille, « parce que les partages sont la ruine des maisons de village », et que le « ménage des champs » exige un grand nombre de bras sous une direction unique.

Cette opinion était celle de Guy Coquille (1).

SECTION I. — Formation et organisation de la communauté.

La communauté se forme entre parents et alliés par le séjour sous le même toit et au même pain pendant l'an et jour, temps exigé, dit Guy Coquille, pour connaître la persévérance et certitude de propos. L'habitation sous le même toit, à elle seule, était insuffisante, il fallait manger à la même table, « au même chateau ». C'est de là que viennent les mots compagnie (*cum panis*) et compagnon qui se disait autrefois compaing.

« Compain, » dit Pasquier (2), « par lequel nos ancêtres voulurent représenter celui avec lequel ils vivaient ou (si ainsi voulez-vous que je le dise) mangeaient le pain d'ordinaire, et nous du mot com-

(1) Guy Coquille. Questions et réponses. LVIII.

(2) Cité par Troplong, *Du contrat de société*.

pain fines celui de compagnie pour ceux qui mangeaient leur pain ensemblement ».

Le pain était en effet le signe de la communauté, et quand les parsonniers de condition servile voulaient rompre leur association, le plus vieux d'entre eux, suivant une antique cérémonie, prenait un couteau et partageait le grand pain en divers chanteaux, d'où le proverbe juridique : « Le chanteau part le villain (1). »

La communauté se formait de la même manière chez les roturiers libres, mais elle ne pouvait avoir lieu entre serfs et libres sans le consentement du seigneur.

La coutume, d'ailleurs, dit peu de chose sur la formation des sociétés taisibles, elle traite beaucoup plus en détail de leur dissolution.

De quoi se composait le patrimoine commun ?

Primitivement, la communauté qui n'est que l'indivision familiale prolongée, dut comprendre tous les biens quels qu'ils soient, qui étaient entre les mains des parsonniers (2).

A l'époque de la coutume, on fait une distinction

(1) Chanteaul est souvent pris comme synonyme de famille ou communauté.

(2) Parsonnier. « Ce mot est dit et tiré de l'ancien mot français parçon, qui est diminutif de la diction part, comme de gars on dit garson ; ou bien est déduit de portion et n'est pas déduit du mot personne » (Guy Coquille).

entre le patrimoine commun et les biens particuliers de chacun des associés.

C'est le même principe que pour la communauté conjugale. Sont communs :

1° Les meubles et droits mobiliers quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent.

2° Les conquêts, c'est-à-dire les immeubles acquis durant la communauté.

Les immeubles que les parsonniers possédaient au moment de la formation de la communauté et ceux qu'ils acquièrent à titre gratuit (donation, legs, succession), restent propres à chacun.

La coutume, au titre des Communautés et Associations, prévoit et résoud les différentes questions qui peuvent se présenter à ce sujet.

L'article 6 prévoit le cas où un bâtiment est fait en conquêt de la communauté en l'héritage ancien de l'un des communs ; il est propre à ce dernier comme ledit héritage, à charge de remboursement aux autres parsonniers de la valeur dudit bâtiment, qui sera estimé lors de la dissolution de la communauté. Si l'héritage est seulement réparé, le parsonnier auquel il appartient en propre bénéficie de la réparation faite aux frais de la communauté, sans qu'il y ait lieu à récompense.

L'article 7 dispose que « si durant la communauté est acquis un héritage mouvant de l'estoc et branche d'un des communs, ledit héritage lui appartient et

qu'il en est saisi après remboursement par lui à ses comparsonniers comme dessus ». Ce remboursement doit être opéré dans l'année qui suit la dissolution de la communauté ; jusque-là, elle perçoit les fruits. L'article ajoute que cette sorte de rachat ne donne lieu à aucun profit pour les seigneurs féodaux ou censiers desquels sont tenus lesdits héritages.

Est encore propre l'héritage que le parsonnier recouvre pendant la communauté, après l'avoir vendu et hypothéqué (art. 11). Au contraire, est commun l'héritage pris à rente ou autre charge perpétuelle ou rachetable par l'un des communs, d'autres personnes qui ne sont de son estoc et branche (art. 10).

Avant ou pendant la communauté, si un acquêt fait à rachat par l'un des parsonniers est racheté pendant icelle, les deniers provenant dudit rachat sont communs. Les deniers sont meubles de quelque part qu'ils adviennent.

Il en est de même si le rachat est fait après la dissolution de la communauté : l'héritage étant une fois fait conquest de communauté, le profit qui en revient doit en tout cas appartenir à ladite communauté et à ceux qui y auraient part. Il n'y a que si les héritages acquis par l'un des communs avant la communauté à charge de rachat sont rachetés après la communauté dissolue. Auquel cas, les deniers appartiennent à l'acquéreur ou à ses héritiers (art. 12). L'acquisition a été faite avant la communauté, le rachat après,

ces deux opérations lui sont étrangères et les parsonniers n'ont rien à y voir (art. 13).

Ces règles relatives aux propres concernaient surtout les communautés de roturiers libres expresses ou taïsibles, et il y a tout lieu de croire qu'elles n'avaient pas souvent l'occasion de s'appliquer dans les communautés de serfs où les immeubles propres devaient être très rares.

En effet, comment les parsonniers serfs pouvaient-ils acquérir des immeubles à titre gratuit ?

Par succession d'un homme libre ? Non : le serf ne succède pas au franc.

Par succession d'un autre serf ? Non encore, car si le *de cujus* est décédé sans hoirs communs, c'est le seigneur qui hérite de tous ses biens. Si, au contraire, il se trouve, au moment du décès, des héritiers communs, la part indéterminée du défunt profite à ceux qui restent et l'indivision continue.

Des immeubles ne pouvaient donc advenir à titre gratuit au serf que par le moyen d'une donation entre vifs, ou à la suite de la dissolution et du partage d'une communauté dont il faisait partie, éventualités extraordinaires et qui ne devaient pas bien fréquemment se produire.

Restait la possibilité d'un apport d'immeuble en mariage, par la femme du serf. Mais ce cas devait être aussi excessivement rare et les dots des femmes qui épousaient des serfs devaient généralement être

du même genre que celle que nous révèle ce contrat de mariage du 23 mai 1322 où la future reçoit : « la somme de huit livres tournoys, ung liect garny de couette cuissin couverture et de quatre linceulx, une arche fermant à clef, une vache de troys ans ou sinon pour icelle soixante solz tournoys, deux berbis garnies, une tore dung an, une chievre dung an. Une robbe de drap bureau, une paire de chausses, ung chapperon et une paire de manchérons outre les habillemens quelle a de present. »

Aussi est-il à supposer qu'en fait, sauf à chacun son lit, son arche et quelques autres objets du même genre, tous les biens dans les communautés : meubles, immeubles, bestiaux, instruments agricoles, étaient communs entre tous.

Il résulte de là, qu'à l'inverse, la communauté supportait toutes les dettes et toutes les dépenses.

Elle pourvoit à l'établissement des enfants et dote les filles.

Elle est même obligée, dit Guy Coquille, lorsque l'un de ses membres est en voyageant dévalisé, blessé ou rançonné par brigands.

En un mot, elle est tenue, dans la mesure consacrée par l'usage, de toutes les obligations naturelles qui incombent normalement à chaque parsonnier.

Ainsi on admettait que la communauté n'aurait pas été obligée de payer les folles dépenses d'un des associés, ni l'amende ou les dommages-intérêts aux-

quels il aurait pu être condamné pour quelque délit.

Guy Coquille nous fait connaître quelle était la disposition des bâtiments habités par les communautés : « En chacune famille et communauté, ores qu'ils soient plusieurs mariés, tous n'ont qu'un foyer ou s'appreste à manger pour tous, auprès duquel tous disnent et soupent, auprès duquel les femmes accouchent de leurs enfants et n'y a cheminées ès chambres particulières de chacun marié (1). »

Aussi, dit Coquille, le feu est la marque d'un ménage et famille ès villages. De là vient qu'anciennement on appelait les tailles « fuaiges » pour ce qu'elles sont imposées par feu et ménage et sont encore ainsi nommées au duché de Bourgogne. Ainsi la vulgaire usance en ce pays est quand quelqu'un veut changer de domicile il esteint son feu en présence de personnes publiques au lieu qu'il délaisse et va l'allumer en son nouveau domicile où il va planter la crémaillère. »

« Aux Jault (2), en 1840, cette disposition est encore la même : Il y a une chambre particulière pour chaque ménage et une vaste salle ayant à chaque bout une grande cheminée dont le manteau comporte

(1) Guy Coquille sous l'art. 13. Des serv. pers.

(2) La communauté des Jault est une ancienne communauté faisible qui a survécu à l'ancien droit. Elle ne s'est dissoute qu'en 1847. Dupin lui a consacré une étude, sous forme d'une lettre à un de ses collègues de l'Académie française.

environ neuf pieds de développement. A côté de l'une de ces cheminées est l'ouverture d'un large four à cuire le pain, de l'autre côté un tonneau à lessive. C'est la grand'chambre où les hommes prennent leurs repas en commun, où le soir à la veillée la famille s'assemble autour du foyer pour écouter tout en travaillant les récits des anciens.

La communauté est dirigée par l'un des parsonniers appelé maître. Le maître fut autrefois le chef de famille et la maîtrise dut se transmettre par l'hérédité. A l'époque de la Coutume, le maître est établi par les parsonniers expressément ou tacitement. Il y a mandat tacite « lorsqu'on le souffre gouverner et administrer ».

Le pouvoir du maître (1) est général, il est procureur de ses parsonniers *cum libera* et les oblige en contractant sur meubles et sur affaires mobilières. Ses pouvoirs sont très étendus, il va aux foires, vend les produits, dirige les travaux et assigne à chacun l'ouvrage, achète et distribue les objets nécessaires, emprunte, contracte. C'est lui qui tient la bourse commune. C'est en son nom que les taxes, impôts et redevances sont inscrits et que se passent les contrats.

Et il oblige les parsonniers par ses actes, non seulement jusqu'à concurrence des meubles et conquêts communs, mais « absolument et précisément comme par mandement ».

(1) Guy Coquille sous l'art. 3. Des communautés et associations.

Mais pour cela, il faut qu'il agisse expressément en qualité de maître, ou que l'acte qu'il accomplit soit de telle nature qu'il implique vraisemblablement l'engagement de la communauté. Sinon, le maître s'obligerait seul, sauf au créancier à démontrer que l'affaire a profité à la communauté.

Le maître ne peut disposer des immeubles communs ni directement ni indirectement, il ne doit faire de contrat qui sonne en donation ou mauvaise administration, et il doit négocier et traiter comme il est accoutumé de faire dans la communauté. « Car c'est un argument de bon ménage quand on s'accommode à l'usage et c'est mauvais ménage quand on entreprend avec nouveauté ou autrement qu'il n'est accoutumé. »

Guy Coquille estime, malgré un arrêt du Parlement condamnant une communauté du Bourbonnais à payer la dette d'un parsonnier qui n'était pas maître, qu'un parsonnier quelconque, sans mandat du maître ou de ses autres associés, ne peut, par ses actes, obliger la communauté. Excepté, bien entendu, le cas où la négociation aurait tourné au profit de cette dernière.

Cette opinion est des plus raisonnables, et si l'on avait admis que chaque parsonnier put obliger la communauté selon sa fantaisie, on eut bientôt détruit l'autorité et l'utilité du maître, et la communauté elle-même. Guy Coquille pense que l'arrêt précité

devait être basé sur des circonstances particulières connues des seuls juges (les jugements alors n'étaient pas motivés). Peut-être faut-il y voir une application systématique des principes du droit romain venant à l'appui d'une tendance déjà hostile à la communauté coutumière.

Les parsonniers peuvent demander compte « en gros » à leur maître de son administration et le contraindre à supporter sur sa part le mauvais mesnage. C'est la règle générale pour tous ceux qui administrent les affaires d'autrui « et mesmement parce que tous vivans d'un pain, couchans sous une couverture, et se voyans tous les jours, le maître est mal advisé ou trop superbe s'il ne communique et prend l'avis de ses parsonniers sur les affaires importantes ».

Les parsonniers peuvent d'ailleurs modifier les pouvoirs du maître et même lui ôter la maîtrise. Dans ce cas, on le fait savoir au public à la tenue des Jours, ou au prône de la messe paroissiale.

SECTION II. — Dissolution de la communauté.

Ainsi que le fait observer Guy Coquille, les communautés des maisons de village sont comme familles et fraternités, laquelle communauté une fois établie se continue et se conserve par subrogation de personnes, *etiam* après la mort d'aucuns parson-

niers, jusqu'à ce qu'il y ait partage ou renonciation ou dissolution expresse ou tacite.

La communauté servile est dissoute lorsqu'un seul des associés reçoit sa part des biens qui la composent. C'est ce qu'exprime le brocard : « Entre gens de condition, un parti tout est parti. »

Et non seulement la dissolution doit se produire lorsqu'un des parsonniers est réellement pourvu de sa part. La coutume répute « partis » ceux qui, pendant un an et un jour, ont tenu feu et lieu séparément et divisément d'avec les autres et ont départi le pain et le sel. Peu importe qu'en réalité ils n'aient rien partagé de la masse commune, et même qu'ils vivent sous le même toit (1).

Mais on peut se réassembler dans l'année courante. « Parce que parfois interviennent quelques courroux et fâcheries qui font la séparation, la loi n'a pas voulu présumer le partage sinon après l'an et jour ».

Aussi, quand il y a dissolution par convenance bien expresse, ou qu'il y a partage de biens, il n'est pas besoin d'attendre l'an et jour : « ès choses certaines les conjectures ne sont nécessaires. »

Il semble qu'une disposition aussi rigoureuse eut dû rendre sinon impossible, tout au moins bien précaire et bien fragile, l'existence des communautés

(1) Articles 9 et 13. Des serv. pers.

serviles. Mais la règle comportait de si graves exceptions, qu'il n'en était rien.

Ces exceptions étaient au nombre de quatre :
1° Le partage ne préjudicie qu'à ceux d'une même branche et en pareil degré ou considération de lignage. Ainsi quand il y avait dans la communauté des enfants de différents lits, le départ d'un ou de quelques-uns de ces enfants n'avait d'effet qu'à l'égard de leurs frères germains (art. 10. Des serv. pers).

2° Il en est de même si celui qui se départ est d'autre servitude, exemple : une femme d'une autre seigneurie qui, après le décès de son mari, quitte la communauté.

3° Pareillement si la fille ayant droit acquis est mariée femme serve par ses parsonniers meubles portant : elle ne départ point ses parsonniers desquels elle départ (art. 11). C'est-à-dire que la fille orpheline, ayant une part indivise dans la communauté de biens, peut, si elle renonce à sa part, se marier en dehors de la seigneurie sans entraîner la dissolution de la communauté.

4° La communauté n'est pas non plus dissoute lorsque les époux serfs, durant leur mariage, font quitter la communauté à un ou plusieurs de leurs enfants, soit pour les marier, soit pour leur faire faire des études ou pour tout autre motif légitime (service du roi par exemple). Cependant tous les

enfants ne peuvent ainsi quitter la communauté et si l'article 12 permet aux parents serfs de séparer « l'un ou aucuns de leurs enfants, c'est à condition qu'il en demeure d'autres avec eux ».

Enfin Guy Coquille va plus loin, il admet qu'il n'y a pas dissolution « si celui qui se départ est homme mal gisant et fâcheux, fainéant, querelleur, tavernier, ou par mauvais ménage, sans avoir reçu mauvais traitements de ses parsonniers se retire et absente de la communauté, en sorte qu'on soit contraint de lui donner sa part ». La faute de l'un ne peut nuire à tous les autres qui n'ont failli, et la dissolution ne doit avoir lieu que dans le cas où tous les parsonniers seraient d'accord pour se départir, ou dans le cas où ils feraient si mauvais traitements à l'un d'eux qu'il soit contraint de se départir. Etant alors cause du partage, c'est comme s'ils le demandaient (1).

Le raisonnement de Guy Coquille est le suivant : les articles 11 et 12 écartent la règle de l'art. 9 (un party, etc.) dans des cas où la séparation se fait par bon, honneste et accoustumé mesnage, doncques l'article 9 présuppose ou le consentement ou la faute de tous les parsonniers ou de ceux qui demeurent ensemble, et il ne doit pas recevoir son application lorsque la séparation est justifiée et

(1) Guy Coquille. Sous l'art. 9. Des serv. pers.

qu'elle est de celles qui ont lieu habituellement. Il invoque aussi l'art. 90 de la coutume de Bourgogne, proche voisine, qui en semblable cas, ne prononce la dissolution que lorsque tous se séparent de commun consentement. Il est certain que ce tempérament était suivi dans la pratique, car si le caprice ou le mauvais vouloir d'un seul eût pu sans juste motif provoquer la dissolution de l'association, c'eût été la disparition à brève échéance d'un grand nombre de communautés taisibles, pour ne pas dire de toutes.

En résumé, le partage n'a lieu que si tous les parsonniers se départent ou s'ils rendent la vie tellement insupportable à l'un d'eux qu'il soit contraint de se retirer.

Les parsonniers peuvent donc se débarrasser de ceux d'entre eux qui sont « paresseux, querelleurs, mauvais ménagers ou taverniers », faculté qui constituait pour la communauté une garantie précieuse de solidité et de durée.

Ils peuvent également établir leurs enfants et les marier hors de la communauté, pourvu qu'il en reste quelques-uns avec eux. Loysel même n'en exigeait qu'un : « Un seul enfant restant en celle (1) requiest le droit des autres ».

A la vérité, la règle « Un party » apparaît surtout

(1) Celle est synonyme de communauté.

comme un moyen pour le seigneur d'empêcher les départs trop fréquents ou frauduleux. Il pouvait ainsi, au mieux de ses intérêts, laisser à ses mainmortables une certaine liberté de mouvement et conserver le nombre de cultivateurs nécessaire à la bonne administration de ses domaines (1).

Lorsque la communauté a été dissoute, elle ne peut se reformer qu'avec l'agrément du seigneur (art. 15), qui sans doute n'était pas toujours gratuit.

Une charte du 29 novembre 1443, nous offre un exemple de demande de réunion d'une communauté dissoute. Le consentement du seigneur est accordé moyennant la somme de 6 salus d'or (2).

Quelle était dans la communauté la situation des femmes et des enfants ?

Dans la communauté des Jault, les hommes seuls comptent dans l'association. Les femmes n'y font pas tête et elles ne mêlent pas leurs biens à ceux des parsonniers.

Tant qu'elles veulent rester dans la communauté en travaillant, elles sont nourries et entretenues tant en santé qu'en maladie. Si elles se marient au de-

(1) On peut conclure de tout ceci que les dissolutions de communautés devaient être extrêmement rares et que dans la plupart des cas la dissolution aboutissait plutôt au paiement d'un droit de continuer une association fictivement rompue, qu'à un partage effectif du patrimoine commun.

(2) (Dans l'Appendice).

hors, elles reçoivent une dot (en dernier lieu 1350 fr.), moyennant quoi elles n'ont plus rien à prétendre. Cependant, si elles deviennent veuves, elles peuvent revenir dans la communauté et reprendre la place qu'elles y avaient avant leur mariage.

Quant aux femmes étrangères qui épousent un parsonnier, elles conservent leur dot et versent seulement à la communauté 200 francs, qui représentent la valeur du mobilier livré à leur usage.

Si elles deviennent veuves, il leur est loisible de rester dans la communauté avec leurs enfants, ou de se retirer en reprenant les 200 francs qu'elles ont versés.

Quant aux enfants, ils deviennent membres de la communauté par ce fait seul qu'ils y sont nés et qu'ils y travaillent.

Les filles n'ont droit qu'à leur dot et à une part de succession dans le « pécule » de leur père.

Ce « pécule » de chaque parsonnier se composait de la dot de sa femme, et des biens qu'il avait recueillis dans la succession de sa mère ou qui lui étaient advenus à titre gratuit (1).

Mais telles n'étaient pas les règles suivies du temps de Guy Coquille en ce qui concerne les femmes.

En effet, d'une part, nous avons vu que les enfants établis par l'homme et la femme serfs constant

(1) Dupin. *La communauté des Jault*.

leur mariage, perdent tout droit dans la communauté de leurs parents.

D'un autre côté, l'article 21 (Droit des gens mariés,) dit très nettement que « le gendre ou la femme du fils venant demeurer avec leurs beaux père et mère, ou l'un d'eux, après l'an et jour de leur demeure avec eux, acquièrent communauté *par tête* avec leursdits beaux père et mère, l'un d'eux et leurs parsonniers en meubles et conquêts à faire, en apportant leurs droits en la communauté, s'il n'y a convenance contraire. »

Les chartes disent de même ; dans un contrat de mariage de 1522 (1), nous voyons que « ladite future épouse yra sera et demourra en lostel compaignie et communauté de sondit futeur espoux et aultres leurs commungs personniers en tous biens meubles faiz meubles et conquestz affaire pour une teste et autant comme l'une des autres femmes de ladite communauté. »

Dans une charte de communauté expresse de la même année, les femmes des contractants sont présentées comme devant être communes « chacune pour une teste ».

Cette institution du pécule, qui dut être assez récente, fut le ferment de dissolution le plus actif des sociétés taisesbles.

(1) (Dans l'Appendice).

La distinction entre les biens propres et le patrimoine commun était contraire au véritable esprit de la communauté, qui était l'indivision familiale absolue. Et du jour où chacun eut son bien à lui, il ne songea qu'à l'augmenter, il lui donna tous ses soins au détriment de la communauté et s'efforça de faire supporter à l'actif commun, le plus qu'il put de ses dettes et de ses charges particulières.

Les critiques, qui au XVIII^e siècle furent dirigées contre les communautés en font foi, et tous les inconvénients qu'elles signalent dérivent de la façon la plus évidente de cette séparation des biens communs et du pécule.

A l'institution des communautés, se rattache le « mariage par échange. »

On le trouve déjà en germe dans les Assises de Jérusalem : « Se aucun vilain de que que ce soit se marie avec vilaine d'autre leu sans le commandement du seignor de la vilaine, le seignor dou vilain à qui sera mariée la vilaine étrange, rendra au seignor de la vilaine une autre en échange. »

Le mariage par échange consiste en ce que les enfants ainsi mariés ont le même droit que ceux qu'ils viennent remplacer, quant à la succession des ascendants seulement ; et si l'un desdits échangés décède, sa succession appartiendra à ses propres parens, selon la disposition de la coutume (1).

1) Art. 25. Droit des gens mariés.

Si, par exemple, deux familles de serfs avaient chacune deux fils et deux filles, elles pouvaient, par une convention expresse, décider que des garçons resteraient chacun dans leur famille. Les filles seules changeraient de communauté et prendraient la place l'une de l'autre au point de vue du droit de succession à leurs ascendants.

Il y avait là une véritable adoption, et de même que l'enfant adoptif, l'enfant « échangé » ne devait pas succéder aux collatéraux, qui n'étant pas intervenus dans le mariage, ne pouvaient avoir d'héritiers malgré eux.

La coutume de Bourbonnais poussait encore plus loin la rigueur du principe et comme les enfants échangés étaient appelés à la succession, non seulement des père et mère, mais de tous les ascendants, elle exigeait le consentement de ces derniers (1).

Il va de soi que les échangés étaient appelés, suivant le mode ordinaire, à la succession de leurs collatéraux respectifs.

Le mariage par échange était usité aussi bien parmi les familles franches que parmi les familles serves. Seulement lorsqu'il s'agit de serfs et qu'ils sont de seigneuries différentes, l'enfant échangé ne peut acquérir aucun droit sur le tènement servile sans le consentement du seigneur. Sauf autorisation

(1) Art. 265.

de ce dernier, ils ne succédaient qu'aux meubles et acquêts (1).

Quelle pouvait être l'utilité du mariage par échange ? Servait-il à éluder le formariage ? Nous avons vu que le formariage n'existait plus à l'époque de la coutume, mais il a sûrement existé autrefois, et peut-être la fréquence du mariage par échange a-t-elle contribué à le faire disparaître.

Au temps de Guy Coquille le mariage par échange servait à assurer une meilleure répartition des travailleurs mâles dans les exploitations agricoles, et empêchait la dissolution des communautés où il n'y avait que des filles.

« Ces sortes de pactes de famille, écrivait Dupin en 1864, ont été trouvés si avantageux pour éviter le morcellement des héritages, que malgré l'abrogation de la coutume, ils se pratiquent encore aujourd'hui dans quelques parties du Nivernais. Et je n'ai jamais ouï dire qu'aucun des contractants ait excipé du droit nouveau pour revenir sur ces arrangements. C'est une affaire d'honneur entre les deux familles. » Dupin ajoute qu'en 1839 il a lui-même, en qualité de maire de Gâcogne, célébré un de ces mariages (2).

(1) Art. 31 Des serv. pers.

(2) Dupin. La communauté des Jault. — On trouve la mention d'un mariage par échange dans une charte de communauté expresse du 12 mai 1522 : «... Et pour ce que Antoinette Maillet, femme dudit Jehan Robert, a esté *mariée par eschange* à l'en-

Les communautés taisibles se rencontraient avec une égale fréquence chez les libres autant que chez les serfs. Il n'y a rien là qui doive surprendre si on admet que la communauté taisible était le produit naturel des mœurs et des nécessités économiques du temps. Aussi ne faut-il pas voir dans la vie en commun des roturiers libres une habitude conservée du temps où ils étaient serfs, non plus qu'une imitation des associations de mainmortables qu'ils pouvaient voir prospérer autour d'eux.

On a dit aussi qu'en Nivernais, la servitude personnelle ne disparut généralement que pour faire place à une servitude réelle appelée bordelage, laquelle comportait droit de mainmorte lorsque le tenancier décédait sans hoir commun. Seulement il convient de remarquer que ce droit de mainmorte était très atténué ; il ne s'appliquait qu'au tènement et ne concernait pas les enfants. Ces derniers, même non communs, succédaient à la tenure et peut-être même que le plus souvent, par une clause que la coutume autorisait dans les baux à bordelage, (Party et non party), les bordeliers étaient dispensés de l'obligation de vivre en commun (1).

contre du droit de ladicte Katherine Laurent..... » (Archives de la Nièvre).

(1) Articles 19 et 20. Des bordelages.

Il ne faut donc pas s'exagérer l'influence de la mainmorte bordelière sur l'existence des communautés chez les roturiers libres. Encore une fois, leur vraie raison d'être était dans l'esprit de famille et dans les nécessités du ménage des champs.

Lorsque cet esprit se modifia, les communautés furent gravement atteintes et là se place le point de départ de leur déclin.

Le mouvement se dessine dès le xvi^e siècle. Dès ce moment les communautés sont attaquées de toutes parts : on commence à ne plus voir que leurs inconvénients, on se préoccupe des discordes de la vie commune, on craint pour les créanciers qu'elles pouvaient frustrer, on leur reproche de reposer sur les bases fugitives d'un contrat non écrit et d'être une source de procès. Comme le dit Dunod, les jurisconsultes eurent égard à la contrainte de vivre dans une même maison avec des personnes de tout âge et de tout sexe, d'humeurs différentes, les unes laborieuses et industrieuses, d'autres fainéantes et sans aptitude, celles-ci entrées comme gendres ou brus et vues d'un mauvais œil, celles-là faibles, valétudinaires, âgées et enviées par leurs consorts pour leur repos forcé.

Alors on propage la règle tirée du droit romain que toute société doit naître d'une convention expresse. « Communauté de biens ne se contracte tacitement entre gens demeurans ensemble par

quelque temps que ce soit, s'il n'y a convention expresse (1). »

On chercha à appliquer les règles romaines du contrat de société : dissolution à la mort d'un des associés, impossibilité pour les mineurs de contracter communauté. Les mots « communauté convenue ou coutumière, dit Guy Coquille, ont donné occasion de beaucoup troubler les maisons de village de ce pays, quand on a voulu mesurer ces communautés par les mêmes règles de la société dont est parlé au droit des Romains. »

La jurisprudence admit que les parsonniers pouvaient, par leurs actes, obliger la communauté, ce qui détruisit l'autorité du maître et l'unité de direction, qui étaient une des bases de l'institution.

Puis l'ordonnance de 1566 exigea un acte notarié pour prouver l'existence d'un contrat excédant la valeur de cent livres. Ce fut le coup le plus terrible qui fut porté à notre vieille institution coutumière.

Enfin en 1673, une seconde ordonnance exigea expressément un acte écrit pour la fondation d'une société, encore qu'il s'agisse d'une somme d'une valeur moindre de cent livres.

Les coutumes, de leur côté, restreignaient la faculté de former des sociétés taisibles. La coutume

(1) La même défense expresse se retrouve en Bourbonnais. (Art. 267).

de la Marche ne l'accorde qu'aux personnes de condition serve et mortuaire. Celle d'Orléans les défendait expressément : Article 213. « Société ne se contracte entre aucuns, qu'ils ne soient conjoints par mariage, sinon qu'il n'y ait entre eux convention expresse passée par écrit présens notaires ou sous leurs signatures. »

En somme, après l'ordonnance de Moulins les sociétés taisibles furent une anomalie qui ne reposait plus que sur la force des traditions et le bon accord des parsonniers (1).

(1) Au XVIII^e siècle, elles sont l'objet des plus vives critiques de la part des économistes, et en 1783, le rapporteur de l'Assemblée provinciale du Berry en fait un tableau des moins enchanteurs. « On voit, dit-il, un des associés acheter pour son compte et placer du bétail pendant que le maître de la communauté n'a pas d'argent pour remplacer un bœuf mort ou estropié, les parsonniers conservent de l'argent à l'insu les uns des autres ; aucun des communs ne met en évidence les profits particuliers qu'il fait, aucun n'achète d'immeubles et où ils ont des ruches, des bêtes à laine, il suffit qu'ils voient les affaires communes dans le délabrement pour qu'ils cachent leurs effets mobiliers. Le propriétaire, cependant, n'exerce de contrainte personnelle que contre le maître, et quand il y aurait dans la bourse commune deux fois plus d'argent qu'il n'en faudrait pour le payer, aucun n'en aiderait le maître, et lui-même ne s'aiderait pas de sa bourse particulière, quand elle serait suffisante pour l'acquitter, parce qu'il serait bien sûr de n'être pas indemnisé par les communs. L'action du propriétaire ne s'éteint cependant qu'au bout d'un long temps contre le maître et ses communs. Ainsi ce sont plusieurs personnes qui pendant tout ce temps, cachent ce qu'elles peuvent

Evidemment l'article 1834 du Code civil, rappelant le principe général d'après lequel toute convention dont l'objet dépasse 150 francs doit être prouvée par écrit, a consacré la disparition des sociétés *taissibles*, ce débris de nos institutions gothiques, comme les appelait dédaigneusement le tribunal de Paris au commencement de ce siècle (1). Il reste toutefois un vestige des communautés coutumières dans nos sociétés universelles.

On pourrait donc encore en droit, former entre cultivateurs des communautés ayant une certaine analogie avec celles que nous venons de décrire. En fait, elles seraient incompatibles avec nos mœurs actuelles et l'esprit d'indépendance qui les caractérise et les articles du Code civil relatifs aux sociétés uni-

avoir, n'achètent aucun fonds et prennent l'habitude de ne rien posséder. Chacun voulant profiter des avantages offerts par l'association sans prendre sa part des charges, avec beaucoup de bras fait très peu d'ouvrage, le maître administre et ne travaille pas, il ne produit donc rien et n'en consomme pas moins. »

(1) Observation du Tribunal de Paris, consulté sur le projet du Code civil et approuvant la suppression des sociétés *taissibles*. — Le Tribunal de Besançon, au contraire, en demandait le maintien : « Ce serait un bien de favoriser cette espèce de société qui se forme pour ainsi dire mutuellement entre personnes liées par le sang, par le besoin de réunir leurs travaux pour leur avantage commun et qui ont peu l'usage des lettres : une exception en leur faveur paraîtrait juste ; l'intérêt même de l'agriculture la solliciterait. »

verselles ne reçoivent jamais dans la pratique d'application.

Les communautés serviles étant par essence faisibles, se formant et subsistant sans contrat, on trouve peu de chartes qui s'y rapportent.

Le commentaire de Guy Coquille supplée heureusement à cette pénurie de documents et nous pouvons, par ce qu'il nous rapporte, nous faire une idée de ce qu'étaient dans la pratique ces associations, dont l'organisation s'adaptait si parfaitement aux mœurs sédentaires et patriarcales des cultivateurs d'autrefois.

Sous l'autorité paternelle et respectée du maître, la famille, solidement groupée, vivait dans une union parfaite ; petite république idéale où personne n'était inutile, où aucune force n'était perdue, où chacun était employé selon son âge, son sexe et ses moyens ; où la veuve et l'orphelin trouvaient un refuge, le vieillard une retraite..... « En ces communautés, dit Guy Coquille, on fait compte des enfants qui ne savent encore rien faire, pour l'espérance qu'on a qu'à l'avenir ils feront ; on fait compte de ceux qui sont en vigueur d'âge pour ce qu'ils font ; on fait compte des vieux et pour le conseil, et pour la souvenance qu'on a qu'ils ont bien fait (1). »

Et ce témoignage ne saurait être suspect, car Guy

(1) Guy Coquille. Questions et réponses. LVIII.

Coquille n'a jamais hésité, par ailleurs, à critiquer les dispositions de la coutume qui lui paraissaient injustes, ni à signaler les maux de son époque qu'il a eus sous les yeux. Le langage qu'il tient, à l'endroit des communautés, doit donc être considéré comme l'exacte vérité.

Au reste, une preuve vivante de ce qu'il nous en dit est parvenue jusqu'à nous dans la célèbre communauté des Jault.

Cette communauté était-elle, à l'origine, une association de libres ou de serfs ? Il est impossible de le savoir et peu importe, puisque, dans les deux cas, les règles suivies étaient semblables. Ce qu'on peut dire, c'est que la communauté des Jault, par l'importance des bâtiments et des terres qu'elle possédait, fut une communauté exceptionnelle (1). Evidemment, il ne faudrait pas se représenter toutes nos anciennes communautés aussi riches et aussi puissantes. Mais mettant cette question secondaire à part, tout ce qu'on voit dans les Jault touchant la vie intérieure et les mœurs des parsonniers, nous offre une image fidèle de ce que devaient être ces associations familiales d'autrefois.

Dupin qui a visité cette communauté le 15 août 1840,

(1) Au moment de la dissolution en 1847, l'actif en bâtiments et en terres est évalué à la somme de 250.338 francs. (*Sentence arbitrale portant partage et liquidation de la communauté des Jault.*)

fut émerveillé de la prospérité matérielle et morale qu'il y rencontra.

Le Nivernais fut sans doute le pays où il y eut le plus de communautés taisibles et où elles se conservèrent le plus longtemps (1).

Quand et comment disparurent-elles ? Nous ne savons rien de précis à cet égard. Les communautés serviles suivirent naturellement le sort du servage. Les autres durèrent probablement jusqu'à la Révolution et elles prirent fin beaucoup moins à cause de la législation nouvelle (elles étaient déjà incompatibles avec les ordonnances royales au xvii^e siècle) que par suite du changement des mœurs et du développement de l'esprit individuel.

C'est ainsi que finit en 1847, après cinq cents ans d'existence, la communauté des Jault (2).

(1) On ne retrouve pas trace pour les communautés nivernaises de critiques et de réclamations analogues à celles formulées en 1783 par l'Assemblée provinciale du Berry.

(2) Les bâtiments existent toujours et sont occupés, à l'heure actuelle, par les descendants des anciens parsonniers. Le groupe formé par leurs habitations s'appelle encore « la communauté des Jault ».

CHAPITRE IV

FIN DU SERVAGE

La servitude pouvait prendre fin de deux manières : par la loi et par la convention.

Certaines coutumes organisaient un mode légal de sortir du servage. La convention, c'est-à-dire l'affranchissement, se rencontrait dans toutes et fut toujours le moyen le plus usité et le plus efficace d'acquérir la liberté.

On acquérait la liberté par la résidence sur certains territoires, si dans l'an et jour on n'était pas réclamé par son seigneur.

Dans les pays de mainmorte réelle, de même qu'on devenait serf par prise de meix, de même on recouvrait la liberté en délaissant ses biens au seigneur. Aussi disait-on qu'en ces pays « nul n'était serf qui ne voulait ».

En Bourgogne par exemple (1), il est loisible au serf « de désavouer son seigneur en renonçant à son meix et autres biens meubles et héritages qu'il a

(1) Art. 9 Des mainmortes.

sous son seigneur, lesquels demeurent au seigneur de la mainmorte ».

En Nivernais, la coutume spéciale du Val de Lurey organisait bien aussi une sorte de délaissement. Mais nous avons vu qu'il ne profitait qu'à une partie des enfants du serf et que le ressort de la coutume comprenait un territoire assez restreint.

Par la même coutume locale, les hommes serfs peuvent « tenir leurs femmes franches en les avouant bourgeois de M. le Comte ». L'aveu devait être fait en justice, le seigneur de la servitude ou son procureur appelé.

Les enfants qui optaient pour la liberté devenaient aussi bourgeois de M. le Comte et devaient lui payer à ce titre, comme les femmes franches, 12 deniers tournois par chacun an à la Saint-Rémy (1).

Il y avait encore en Nivernais un autre mode légal de sortir du servage : « Les serfs peuvent marier leurs filles franchement. » Ce privilège consacré par la coutume générale avait été octroyé au ^{xiii}e siècle (2) par la comtesse Mathilde en Mahaut et voici en quoi il consistait : Si des gens de condi-

(1) Articles 6 et 7 de la Coutume locale.

(2) Inscrit au mois d'avril 1235 sur les registres de la Chambre des comptes de Nevers.

Mariage franc, « meubles portans la somme de huit livres tournois, ung lit garni de deux linceulx » du 24 novembre 1452 (Dans l'Appendice).

tion père et mère vivans, ou l'un d'eux, mariaient leur fille à un homme franc, meubles portant, hors la communauté sans retour, c'est-à-dire dotée seulement de meubles, et dès lors exclue de tout droit sur la communauté, elle devenait franche à tout jamais. La fille ainsi mariée à un serf, devenait serve du seigneur de son mari, mais si ce dernier décédait, dans l'an et jour, elle pouvait quitter la servitude et redevenir franche (1).

Il y a bien encore ici une sorte de délaissement puisque la fille mariée franchement ne reçoit que des meubles et abandonne son droit indivis sur les biens de la communauté. C'est du reste le principe général pour tous les modes d'acquérir la liberté, y compris l'affranchissement : « Si l'homme ou femme de condition deviennent francs par privilège, manumission ou autrement leurs héritages mouvans de la servitude, *ipso facto* aviennent à leur seigneur et en est saisi; sinon qu'autrement fût convenu entre le seigneur et son homme. » (2)

Pouvait-on, en Nivernais, acquérir la liberté au moyen de la prescription ? Guy Coquille l'admet dans une certaine mesure en s'appuyant sur la loi romaine : « Si le serf étant allé se marier au loin à femme franche d'honneste lien et eut des enfans, je

(1) Art. 16 Des serv. pers.

L'Etat de noblesse avait fait opposition à cette disposition.

(2) Art. 26 Des serv. pers.

croy que par le temps de 20 ans, au plus de 30 ans de quasi possession [de liberté, que la servitude serait éteinte. Ores qu'il semble que la bonne foy ne peut être au père qui s'est marié cédant sa servitude, il peut avoir erré en droit, croyant qu'en quittant tous ses biens il quittait la servitude. En tout cas la bonne foi étant du côté de la mère et nul ne pouvant être serf et libre par moitié, les enfants au moins sont libres. » Guy Coquille pense que le droit de poursuite négligé pendant un si long temps doit s'éteindre comme toutes les actions, par la prescription(1). Raisonement sans doute équitable et généreux, mais manifestement contraire au texte et à l'esprit de la coutume où le droit de réclamer la taille est imprescriptible d'une façon absolue.

En Bourbonnais, la servitude fait corps aussi avec la personne, et ne peut se prescrire par quelque temps que ce soit (art. 23).

L'affranchissement était individuel ou collectif, rarement gratuit, et il avait lieu par acte authentique, sans formes spéciales (2).

Souvent les affranchissements débutent par une

(1) Guy Coquille sous l'art. 6 Des serv. pers.

(2) Très anciennement, l'affranchissement se fait avec un cérémonial analogue à celui qui accompagnait l'oblation volontaire. Une charte de Marmoutier nous montre le manumissor faisant tomber un denier de la main du serf « à qui les chemins du monde carré sont ouverts (1056) ».

pensée pieuse qui se ramène toujours à la même idée : l'homme est né libre, le Christ l'a racheté et celui qui délivre de la servitude son semblable aura sa récompense dans le ciel :

« Voulants et cherchants les moyens de semer une paix et concorde perpétuelle, entre nous, Guillaume et Margueritte et nos hommes de toute la terre de Beaumont, en l'honneur seulement et pour l'amour de Celuy qui seul peut tout et qui a créé tout pour qu'en considération de la même paix, il récompense nous Guillaume et Margueritte dans les siècles des siècles, où quelques-uns n'auront pas audience devant le tribunal d'un si redoutable juge que par le secours de la grâce divine..... » (Beaumont, 1276.)

« Pour considération que au commencement du monde et de la création d'humaine nature, Dieu notre créateur, forma et créa homme et femme en vraie liberté et franchise étant et usant de leur franc et libéral arbitre et que nostre benoist créateur et rédempteur Jésus-Christ prinst chair humaine en la très glorieuse sacrée et benoiste vierge Marie, souffrit mort et passion en l'arbre de la croix et répandit son digne et précieux sang pour nous racheter et deslier de la mauvaise servitude d'enfer où nous étions tous subjects et liés par le péché de Adam notre premier père, considérant en outre la Sainte Ecriture tesmognant que celui dessert et mérite avoir relaxation de ses péchés qui délie et re-

laxe le serf du joug et lien de servitude..... »
(Druy, 1501.)

Certes, il y eut des affranchissements inspirés par ces purs sentiments, mais ils furent assez rares. Sous les préambules généreux et solennels, se cachait presque toujours un but utile, un intérêt très matériel qu'on trouve même quelquefois naïvement exposé côte à côte avec la tirade désintéressée du début :

« Considéranz, dit le sire de Tamnay (1^{er} mai 1352), considéranz que dou premier droit et selon Dieu toute créature est et doit estre franche naturellement et originelement et que par le droit des gens servitude a été trouvée et introduitte; consideranz adcertes que nostre rédempteur et créateur de toute créature mehuz de sa débonaireté voust prendre char humaine pour ce que, pour la grâce de sa divinité rompit le lien pour lequel nous estoïens tenu en chétivité et servitude, nous restituat à la première liberté ainsi selon Dieu et la sainte escripture, est chose piteuse et convenable de destruire servitudes et enclinez à libertez comme toute créature doie encliner à la meilleure partie : Pour ce, mehuz par considération des chouses dessusdittes et *afin que laditte poosté et la terre d'icelle soit multipliée en habitacion de personnes et empluseurs richeces et autres manières pour cause de franchise..... »*

Ce mobile utilitaire, d'autres en font encore moins

mystère et nous avons signalé déjà, à propos du droit de poursuite, la charte des serfs d'Apremont (1326), que leur seigneur affranchit parce qu'ils quittent ses terres pour s'établir ailleurs, dans la province voisine :

« Disant en outre que pour cause de cette condition de mainmorte plusieurs de ses hommes et subjects se sont allés et s'en vont de jour en jour demeurer en Bourbonnais qui est joignant ladite terre. Et que pour ce, ladite terre qui sembloit être de grand'valeur et rapport, apanage, amende, finance, diminue chacun jour qui est en son trop grand préjudice et dommage... »

« Considerata etiam utilitate ecclesiæ nostræ at presens et in posterum evidendi » dit le Chapitre de Nevers dans une charte d'affranchissement de 1225 (1).

Dans les villes, où la population était plus remuante et mieux à même de s'unir, les chartes d'affranchissement furent souvent plutôt arrachées aux seigneurs par la force que consenties librement par eux.

L'affranchissement n'est jamais gratuit. La cou-

(1) Les églises et les monastères affranchissaient rarement. D'abord à cause de l'impossibilité d'aliéner leurs biens, ensuite il faut bien reconnaître que le servage n'avait rien d'incompatible avec la religion. Au contraire, n'était-ce pas un acte pieux et méritoire que de consacrer à perpétuité son travail et ses biens au service de Dieu et de ses représentants.

tume d'abord pose en principe général, que le manumis doit délaissier le tènement ; nous venons de le voir. Parfois c'étaient tous ses biens que le serf abandonnait à son maître. Habituellement, outre l'abandon du tènement, on payait une fois pour toutes une certaine somme d'argent.

Le seigneur stipulait aussi des redevances et des corvées, dont les modalités variaient avec chaque affranchissement (1).

Deux actes du xv^e siècle nous montrent même le droit d'échute du seigneur subsistant malgré l'affranchissement (2).

En somme, jamais la liberté ne fut donnée pleine et entière. Des anciens esclaves on avait fait des colons ou des serfs ; les serfs eux-mêmes ne furent pas affranchis complètement et l'évolution de la servitude que nous avons indiquée en débutant, se manifeste en Nivernais de la manière la plus évidente. De personnelle, la servitude devient réelle ; après avoir été attachée à la personne, elle ne frappe plus que le

(1) Les habitants de Clamecy, en 1213, sont affranchis moyennant la dixme des fruits et cinq sols tournoys par an et par feu.

Ceux de Beaumont, en 1276, moyennant un cens de six deniers par arpent.

Une famille d'Empury, le 11 juin 1581, moyennant vingt écus d'or sol de belle main, trente sous tournois de rente, une poule, deux sous de cens et cinq de bourgeoisie à perpétuité, etc. On pourrait multiplier les exemples.

(2) (Dans l'Appendice).

sol (1). C'est ainsi que la plupart des serfs, dans notre province, n'étaient affranchis que pour devenir bordeliers.

Le bordelage (2), nous l'avons déjà dit, était la servitude réelle nivernaise. C'était une tenure intermédiaire, proche parente du servage, de l'emphytéose et du bail à cens. Il consistait dans la concession d'une terre à perpétuité, moyennant une redevance en argent et en nature. Le non paiement de cette redevance pendant trois ans entraînait la commise.

Le bordelier pouvait délaïsser sa tenure en payant ses redevances échues ; il devait la tenir en bon et suffisant état de culture et ne pouvait la rendre pire qu'il l'avait reçue. Il ne pouvait pas non plus la cé-

(1) Aussi en Bourbonnais on l'appelle « taille réelle » par analogie avec la « taille personnelle » qui désigne le servage. Dans une localité d'Auvergne, elle est connue sous le nom d'emphytéose conditionnée. (Coutume d'Auvergne, titre 27).

(2) « Borde en ancien langage françois est un domaine aux champs, destiné pour le ménage labourage et culture. » Bordelage et servage, dans les anciennes chartes, paraissent se confondre, et ce n'est guère qu'au xiii^e siècle que le bordelage apparaît comme une tenure distincte de la tenure servile. Tout le monde pouvait bailler ou tenir à bordelage, aussi cette tenure qui était par essence agricole, prit rapidement une grande extension et envahit jusqu'aux villes. On put voir au xv^e siècle des maisons imposées en grains et en poules ; à tel point que la coutume de 1534 dut interdire la constitution de nouveaux bordelages, tant pour Nevers que pour les autres villes du Nivernois. (Art. 30. Des bordelages.)

der ou la revendre et il n'avait la faculté de la transmettre à ses héritiers que s'ils vivaient avec lui en commun.

Exception était faite cependant en faveur des enfants. On peut même supposer que plus tard l'usage fréquent de la clause « Party et non party » fit disparaître cette obligation de vivre en commun et que le bordelage tendit à se confondre avec la censive.

Une charte de 1525, une des plus typiques et des plus complètes à cet égard, nous offre l'exemple d'une de ces rétrocessions de tenure à titre de bordelage à des serfs qu'on vient d'affranchir (1).

Le vassal ne pouvant diminuer ou abrégier son fief sans la permission du suzerain, il ne pouvait en droit affranchir ses serfs sans le consentement du seigneur dominant. Sinon, l'affranchissement n'eut pas été valable vis-à-vis de ce dernier et l'affranchi fut demeuré serf au seigneur qui n'avait pas donné son autorisation (2). Dans la pure conception féodale on s'arrêtait à la souveraineté locale, plus tard on exigea le consentement du roi, considéré comme souverain fiefieux du royaume. L'ordonnance de Louis le Hutin, de 1315, dispensait pour ce cas, le seigneur de l'autorisation royale.

L'affranchissement, une fois donné, était irrévocable. Notre droit coutumier n'admettait pas, comme

(1) (Dans l'Appendice).

(2) Guy Coquille, sous l'art. 26 Des serv. pers.

le droit romain, la retrusion en servitude et le serf demeure libre même s'il y a nullité dans la manumission.

Les affranchissements furent nombreux en France à partir du ^{xiii}^e siècle. Ils le furent également en Nivernais ; la preuve en est dans ce fait que les bordelages qui apparaissent vers cette époque, déjà du temps de Guy Coquille, occupaient les trois quarts des environs de Nevers et tout le plat pays, c'est-à-dire le Nivernais moins le Morvan (1). Une grande partie de ces tenanciers à bordelage étaient des serfs affranchis.

La plus grande partie des chartes d'affranchissement est du ^{xiv}^e au ^{xv}^e siècle ; la dernière que nous ayons trouvée est de 1610 (2).

Les villes avaient été affranchies les premières : la charte de Nevers est de 1194, celle de Clamecy de 1213 (3).

Le Nivernais fut, avec le Jura et l'Alsace, l'un des pays où se trouvaient encore des serfs en 1789. Il n'est pas possible d'évaluer leur nombre à ce moment (4), mais on doit supposer qu'il était très minime.

Déjà du temps de Guy Coquille, il semble que le servage avait en grande partie disparu.

(1) Le bordelage était rare dans le Morvan et inconnu dans le Donzyois.

(2) (Dans l'Appendice).

(3) Prémery, 1225 ; Montenoison, 1226 ; Corbigny, 1228 ; Beaumont, 1276 ; Apremont, 1326 ; Tannay, 1352.

(4) Le terrier des Bordes, en 1413, accuse 85 bordelages et

Nous venons de voir la place très grande que tenait, à cette époque, le bordelage dans le pays.

Une autre preuve, à notre avis, résulte de la façon elle-même dont Guy Coquille traite des servitudes personnelles. Il est à remarquer que sur plusieurs points il discute des règles du servage comme d'une chose abstraite dont il n'a pas d'exemple sous les yeux.

Il est beaucoup plus complet et précis quand il s'occupe des bordelages. En outre, au chapitre des tutelles, il s'exprime ainsi : « Et quelquefois est expédient de ne donner tuteur au mineur et par conséquent de ne faire inventaire, comme ès maisons de village de ce païs qui consistent en familles et communautéz, parce que la tutelle et l'inventaire sont cause d'une administration séparée qui engendre partage, et les partages rendent les parens inhabiles de succéder les uns aux autres quant aux bordelages dont ce païs est tout remply (1). »

Le même inconvénient se produisait avec une bien plus grande rigueur pour les communautés de serfs, ne serait-ce pas à cause de leur rareté que Guy Coquille les a passées sous silence ?

160 censives. Peut-être, dit M. Boucomont, une vingtaine de tenures qui n'étaient ni des bordelages ni des censives étaient tenues par des serfs.

En 1774, le terrier de Decize donne 2 reconnaissances de taille pour 202 cens ou rentes et 91 bordelages.

(1) Guy Coquille sous l'art. 4. Des tutelles et curatelles.

Si même on prenait à la lettre certain auteurs, il n'y avait plus au XVIII^e siècle de servage dans notre province : Née de la Rochelle (1) écrit en 1747 : « Les servitudes qui *avaient* lieu en Nivernais ».

A noter également le préambule de la coutume d'Auxerre, laquelle régissait ou prétendait régir une partie importante du Nivernais (2), et où il est parlé en 1692 du servage, comme d'une chose qui n'existe plus : « Les servitudes personnelles, dit le commentateur de la coutume d'Auxerre, ont été introduites par le péché de nostre premier Père et en sont la punition ; telles servitudes, aussi bien que les mixtes, ne sont plus en usage en ce Royaume, dans lequel toutes personnes sont franches ; car si tost qu'un Esclave a atteint les marches d'iceluy, se faisant baptiser est affranchy dit M. Loysel en ses institutes coutumières. »

Evidemment ceux qui parlaient de la sorte étaient mal renseignés, mais leur erreur prouve néanmoins combien la servitude personnelle était rare de leur temps. Il est probable qu'elle avait alors totalement disparu des environs de Nevers et du « plat pays » et

(1) *Mémoires pour servir à l'histoire du Nivernois et du Donzyois.*

(2) Le Donzyois comprenait la partie nord-ouest du Nivernais. La limite aurait pu en être figurée par une ligne allant de La Charité à Clamecy. C'était peut-être la même qui séparait autrefois le territoire Eduen de celui des Sénons.

qu'elle n'avait subsisté que dans quelques contrées du Morvan, les plus arides et les plus isolées (1).

Il nous reste à examiner rapidement l'action qu'a exercée le pouvoir législatif sur la disparition du servage.

Sa première intervention remonte à 1315. Le 3 juillet, Louis X « Considerans que son royaume est dit et nommé le royaume des Francs et voullant que la chose en vérité soit accordant au nom, ordonne que généralement par tout le royaume les servitudes soient ramenées à franchises. A cet effet, «ses commissaires traiteront et accorderont avec ceux qui requerront franchise, de certaines compositions, par lesquelles souffisant recompensation lui soit faite des émoluments qui desdittes servitudes pooient venir à lui et à ses successeurs. »

(1) La seigneurie de la Tournelle, célèbre dans l'histoire du droit de poursuite, est l'une de celles où le servage dut subsister jusqu'en 1789. Elle est située dans l'un des endroits les plus froids et les plus sauvages du Morvan, dans la commune qui porte le nom significatif d'Arleuf (*Aridus locus*).

En 1755, Parmentier fit un mémoire dont le but était d'établir que les habitants de Marcy, ayant été anciennement serfs, ne pouvaient pas avoir droit à certains droits d'usage qu'ils réclamaient. Dupin qui analyse ce mémoire, en tire la conséquence que les habitants de Marcy étaient encore serfs en 1789. La déduction est pour le moins étrange, attendu que Parmentier dit très clairement, qu'en 1543, à Marcy, la censive générale avait remplacé la servitude.

Cette ordonnance avait un but purement fiscal, et il paraît que les serfs ne se hâtèrent pas de profiter de la générosité royale, car dans la même année 1313, une seconde ordonnance intervint pour stimuler leur amour de la liberté par un appel de fonds d'un autre genre.

« Si aucuns, dit le roi, qui par mauvaiz conseil et par deffaut de bons avis, charroient en desconnaissance de si grant bénéfice et de si grant grâce qu'il voudroit mieux demourer en la chétivité de servitude que venir en estat de franchise, nous vous mandons et commettons que vous de telles personnes pour l'aide de notre présente guerre, considérée la quantité de leurs biens et les conditions de la servitude de chascune, vous en leviez si souffisamment et si grandement comme la condition et la richesse des personnes pourront bonnement souffrir et la nécessité de nostre guerre le requiert... »

L'abolition de la servitude personnelle est demandée aux Etats de 1376 et de 1614, mais la royauté n'interviendra plus qu'en 1779. L'Edit de Louis XVI, de cette année, éteint et abolit dans les domaines royaux « la mainmorte et condition servile, ensemble tous les droits qui en sont des suites et dépendances ». Les héritages mainmortables devenus libres doivent payer un sou de cens par arpent, ledit cens comportant lods et ventes conformément à la coutume de leur situation.

Les seigneurs même ecclésiastiques et les corps et communautés qui se porteraient à affranchir, sont dispensés d'obtenir l'autorisation royale et de faire homologuer les actes d'affranchissement dans les Chambres des comptes et ils n'ont plus à payer de taxe ou d'indemnité pour abrègement de fief.

« Enfin, disait le roi, si notre respect pour la propriété d'autrui et l'état de nos finances nous empêchent d'abolir sans distinction le droit de servitude, nous avons cru cependant qu'il était un excès dans l'exercice de ce droit que nous ne pouvions différer d'arrêter et de prévenir : nous voulons parler du droit de suite sur les serfs et mainmortables, droit en vertu duquel des seigneurs de fiefs ont quelquefois poursuivi dans les terres franches de notre royaume et jusque dans notre capitale, les biens et les acquêts des citoyens éloignés depuis un grand nombre d'années du lieu de leur glèbe et de leur servitude, droit excessif, que les tribunaux ont hésité d'accueillir et que les principes de justice sociale ne nous permettent plus de laisser subsister. »

En conséquence, l'article 6 de l'Edit déclarait éteint et supprimé le droit de suite dans tout le royaume :

« Dès que le serf ou mainmortable aura acquis un véritable domicile dans un lieu franc ; voulons qu'alors il devienne franc au regard de sa personne, de ses meubles et même de ses immeubles qui ne

seraient pas mainmortables par leur situation ou par des titres particuliers. »

L'exemple de Louis XVI ne fut guère suivi, et le dernier duc de Nivernais, Louis Mancini Mazarini est l'un des rares seigneurs de l'époque qui affranchit les serfs de ses domaines.

L'abolition du servage fut encore demandée aux Etats de 1789. Nous extrayons des cahiers du Nivernais ce qui s'y rapporte de près ou de loin.

Bailliage de Nevers : 24 mai 1789 :

Art. 7. — Les députés demanderont l'abolition de toutes les servitudes personnelles, mainmortes, la faculté de commuer les bordelages, celle de racheter les corvées à bœufs et à bras, les banalités et tout ce qui apporte des entraves à l'agriculture.

Ils solliciteront également l'extinction ou rachat des dîmes connues sous le nom de dîmes de carnage (1), la suppression absolue et entière de tous droits de péage et pontonnage, layde (2), droits de foires, droits de minage sur les grains et légumes ou le rachat de ces droits, si les Etats-Généraux jugent qu'il est dû, et si quelques-uns de ces droits appartiennent à l'Eglise ou à quelques autres corps ou communautés, le prix du rachat en sera versé au Trésor royal au profit des Bénéfices ou des com-

(1) Dime sur les bestiaux.

(2) Droit perçu sur le blé amené au marché.

munautés, et les Etats-Généraux sanctionneront cette dette.

Ils demanderont la suppression du tirage de la milice, tant dans les villes que dans les campagnes, et le remplacement en sera fait par les fonds du bureau de la guerre déjà connus sous le nom de frais de tirage de la milice, sauf en cas de déficit à le surprendre sur les contributions publiques.

Baillage de Saint-Pierre, 22 mars 1789.

Art. 70. — Qu'on éteigne partout la mainmorte servile, attendu que cet abus par une suite duquel les serfs n'ont ni la faculté de tester, ni celle de changer de domicile, ni celle de choisir un état à leur gré, expose d'ailleurs les gens de cette malheureuse condition à être partagés comme un vil bétail quand leur père est mainmortable d'une seigneurie et leur mère mainmortable d'une autre, qu'il est par conséquent contraire au droit naturel et à la liberté générale des citoyens, aux lois du Royaume et à l'intérêt public et qu'on ne peut, à ce moyen le considérer que comme le fruit de la violence et de l'oppression.

Art. 71. — Que le ban de vendanges dont il résulte tant d'inconvénients et particulièrement la pourriture et la perte des fruits des vignes les mieux exposées, qui par cette raison mûrissent toujours avant les autres, soit pareillement supprimé.

Art. 72. — Que la taille seigneuriale, les banalités

de fours, de moulins et de pressoirs et tous les autres vestiges de la servitude personnelle et du despotisme féodal, tels que les bordelages soient et demeurent également supprimés.

Art. 73. — Faculté à tout vassal et censitaire de racheter les redevances seigneuriales auxquelles il peut être assujéti. Le prix de rachat devra être fixé par les Etats-Généraux sur l'évaluation du profit que les seigneurs retirent de ces redevances.

Art. 74. — Qu'en attendant que ce rachat soit effectué, l'exercice du droit de retenue féodale, censuelle, bordelière et taillablière soit supprimé, par la raison qu'il gêne le commerce des propriétés foncières dont les acquéreurs craignent le démembrement, qu'il favorise l'accroissement des grandes propriétés, détruit insensiblement les petites et porte par là une atteinte évidente à la liberté des conventions et à la population.

Art. 75. — Prescription par 30 ans des directes seigneuriales, même contre l'ordre de Malthe; prescription des arrérages par cinq ans contre tous les seigneurs indistinctement (1).

(1) A. Labot. — *Convocation des Etats Généraux de 1789, Assemblées du clergé, de la noblesse et du tiers-état du Nivernois et Donzinois.*

Les serfs ont-ils voté en 1789? L'art. 6 du règlement du 13 juillet 1788 semble l'indiquer. Il porte en effet, que l'Assemblée de paroisse se compose de tous ceux qui payent dans ladite, paroisse « de quelque état et condition qu'ils soient »,

Les lois et décrets de la Révolution ne tardèrent pas à faire droit à ces réclamations.

Le 4 août 1789 « l'Assemblée nationale détruit entièrement le régime féodal et décrète que les droits et devoirs tant féodaux que censuels, ceux qui tiennent à la mainmorte réelle ou personnelle et à la servitude personnelle et ceux qui la représentent sont abolis sans indemnité et tous les autres rachetables à un prix qui serait fixé dans la suite.

L'année suivante, intervint la loi du 15-28 mars 1790 qui, adoptant les idées de Merlin et du Comité féodal, développa et appliqua les dispositions du décret du 4 août en même temps qu'elle en restreignait la portée.

C'est ainsi que l'on conserve, sous certaines conditions, les redevances, tailles, corvées réelles et droits de mutation grevant les héritages tenus en mainmorte réelle ou mixte, et que sont déclarés valables et exécutoires dans leur forme et teneur les actes d'affranchissement antérieurs au 2 novembre 1789, moyennant une somme de deniers ou l'abandon d'un immeuble.

L'article 7 de la loi déclarait ces règles applicables en Bourbonnais et en Nivernais pour les tenures en bordelage.

5 livres et au-dessus d'imposition foncière ou personnelle dans les communautés de moins de cent feux ; 9 livres et au-dessus dans celles de moins de deux cents ; 12 livres et au-dessus dans celles de deux cents et plus.

En somme, serfs et bordeliers demeuraient tenus de la taille et des droits de mutation, le bordelier restait même obligé à la corvée, car la corvée bordelière était considérée comme une charge réelle affectant le tènement.

Le principal résultat de la loi de 1790 était la suppression de la mainmorte au sens strict du mot, c'est-à-dire l'incapacité de disposer entre vifs ou à cause de mort, à titre gratuit ou à titre onéreux ; en même temps disparaissait l'obligation de vivre en communauté. Le fonds du système était l'abolition des droits qui n'étaient dus que par la personne, indépendamment de la possession d'un tènement.

Un serf sans tenure, si le cas se fut par hasard rencontré, eut donc été libéré entièrement de toutes ses charges et redevances.

En 1792, on retourne à l'abolition absolue qu'édicte le décret du 4 août.

Loi du 23 août : Les actes d'affranchissement sont annulés. Toutes les stipulations qu'ils contiennent sont supprimées sans indemnité comme représentatives de la mainmorte. Les immeubles abandonnés, qui se trouvent encore entre les mains des ci-devant seigneurs, doivent être restitués à ceux qui les auront cédés.

Loi du 28 août : L'Assemblée Nationale veut faire disparaître les « décombres » de la servitude : Toute propriété foncière est réputée franche et libre. Tous

les droits féodaux ou censuels, toutes les redevances ou rentes seigneuriales, omis, conservés, ou déclarés rachetables par les lois antérieures, quelles que soient leur nature et leur dénomination, tous les abonnements et prestations qui les représentent sont abolis sans indemnité à moins qu'ils ne soient justifiés avoir pour cause une concession primitive du fonds, ressortant clairement de la production de l'acte primordial.

La loi ne faisait exception que pour les rentes et champarts qui n'avaient pas le caractère féodal, étant dus par des particuliers, à des particuliers non seigneurs ni possesseurs de fiefs.

La loi du 17 juillet 1793, ne faisant plus aucune distinction, abolit sans indemnité tout ce qu'avait conservé des redevances seigneuriales la loi précédente. Elle ordonna en outre la destruction de tous les titres concernant les droits supprimés.

L'article 15 de la déclaration qui précède la constitution du 5 fructidor, an III (22 août 1795), rappellera encore que « tout homme peut engager son temps et ses services, mais qu'il ne peut se vendre ni être vendu, sa personne n'étant pas une propriété aliénable. »

L'article 1780 du Code civil qui porte qu'« on ne peut engager ses services qu'à temps, ou pour une entreprise déterminée » peut être considéré comme le dernier texte législatif se rapportant au servage.

CONCLUSION

En résumé, bien des points nous échappent dans l'histoire du servage. Pour ne citer que les plus essentiels, il nous est impossible de connaître, même approximativement, quelle était la quotité réelle des charges serviles et nous ignorons quelle fut la proportion de la population servie aussi bien à l'époque de Guy Coquille qu'au xvii^e siècle ou en 1789.

Mais ce que nous savons, c'est que le plus souvent les libres étaient assujettis à des redevances analogues à la taille, et que la corvée, les banalités et les autres impôts seigneuriaux, frappaient tous les manants d'une manière générale.

Dès le xvi^e siècle, dans notre coutume, le formariage a disparu et le droit de poursuite n'est plus qu'un mot. La mainmorte est remplacée par l'obligation de vivre en communauté, tempérée par de larges exceptions.

Cette vie en commun répondait d'ailleurs si bien aux mœurs et aux besoins d'alors, qu'elle était l'état

normal de presque tous les habitants des campagnes.

On peut donc se demander dans ces conditions, si en fait, il existait une sérieuse différence entre le serf et le cultivateur libre d'autrefois, roturier ou vilain.

Le serf apparaît dans les derniers temps comme un petit propriétaire dont le bien est grevé de charges perpétuelles, vestiges de la décentralisation féodale que feront disparaître les lois de la Révolution.

Vu :

le Président de Thèse,

CH. LEFEBVRE.

Vu :

Le Doyen,

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

CHARTES (1).

(1) Les documents que nous donnons ici sont inédits et proviennent des archives de la Nièvre. Nous en devons la communication à M. de Flamare, archiviste départemental, à qui nous adressons nos remerciements.

OBLATION A L'ABBAYE DE BELLEVAUX, 12 FÉVRIER 1294.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Guido Maumini, clericus, custos sigilli domini comitis Nivernensis in prepositura de Molinis Engenbertorum, deputati salutem in Domino. Noveritis quod coram nobis propter hoc specialiter constituti Perellus dictus Boouloiy de Royaco et Agnes ejus uxor, quondam filia defuncti Guillermi dicti Boouloy, de Royaco, dicentes et asserentes se esse personas liberas et franchas et ab omni jugo et onere servitutis penitus absolutas, reducentes ad memoriam quam plurima beneficia, curialitates et obsequia sibi impensa et exhibita a religiosis viris... abbate et conventu monasterii Belle Vallis, premonstratensis ordinis, Nivernensis diocesis, ac etiam inter cetera predictos religiosos concessisse et donavisse predictis conjugibus et heredibus suis imperpetuum omnes res hereditarias inferius nominatas sitas in villa de Royaco et in finagio dicte ville, videlicet quandam domum que fuit defuncti quondam Guillelmi dicti Boouloy de Royaco et oschiam cum porprisio de retro ipsam dictam domum sitam. Que domus sita est juxta domum Roberti Garnerii de Royaco; item, quatuor hastas terre vulgariter appellatas haste desubtus Prunos, sitas juxta duas hastas terre que sunt Colardi de Grandi campo; item, aliam hastam terre

sitam retro grangiam Amidi Magille ; item, omnem partem quam predictus defunctus Guillelmus Boouloy habebat in campo dou Chaigne Costain ; item, partem quam predictus Guillelmus Boouloiz defunctus habebat tempore quo vivebat in campo dicto des Biez et in terra dicta de Pré Boichier, que res omnes hereditarie superius nominate fuerunt de tenemento predicti defuncti Guillelmi Boouloy quondam patris predictæ Agnetis uxoris dicti Perrelli Boouloy quod predictum tenementum omne et omnimodum predictis religiosis et eorum monasterio evenerat et exciderat tanquam dominis bordelagii per mortem Regnaudi dicti Boouloy quondam filii predicti Guillelmi Boouloy defuncti, ut dicebant predicti Perrellus et Agnes ejus uxor coram nobis publice et in jure confessi sunt coram nobis, certi, providi et consulti, non coacti, non decepti, non vi, non dolo, non metu nec machinatione aliqua ad hoc inducti, sed ex certa scientia, diligenti deliberatione et tractatu prehabitis, ut dicebant, se dedisse, concessisse et imperpetuum quittavisse personas suas proprias ac heredas suos natos et nascituros de herede in heredem predictis religiosis et successoribus suis imperpetuum in homines tailliables et explectabiles alto et basso de capite et corpore et de manu mortua tailliandos et explectandos ex nunc imperpetuum a predictis religiosis et successoribus suis ad voluntatem dictorem religiosorum et successorum suorum absque reclamazione alijcujus libertatis ; promittentes dicti Perrellus et Agnes ejus uxor, sub obligatione omnium bonorum suorum se reddituros et soluturos de cetero annis singulis, circa Nativitatem Domini, predictis religiosis et successoribus suis aut eorum mandato duos denarios et unum boissellum avene ad mensuram de Anlisiaco de bordelagio ab antiquo debito predictis religiosis et eorum monasterio de rebus superius nominatis ; promittentes etiam sub obligatione omnium bonorum suorum mobilium et

immobilium, presentium et futurorum quod de cetero aliud dominium seu aliam justiciam non reclamabunt, nec advoabunt, nec reclamari vel advoari facient, nec alium dominum seu alios dominos facient preter quam dictos religiosos et successores suos, nec aliquam burgesiam sive sit regis, ducis, comitis, seu alterius cujuslibet et principis intrabunt nec intrare poterunt absque licentia et mandato speciali dictorum religiosorum vel successorum suorum nec in aliis rebus mobilibus et immobilibus quecumque sint et ubicumque que quondam fuerunt predicti defuncti Guillelmi Boouloy jus aliquod seu portionem aut partem aliquam reclamabunt seu reclamari facient quacumque ratione seu causa. Si vero contingeret, quod absit predictos Perrellum et Agnetem ejus uxorem aut eorum heredes in futurum ab aliquo molestari, seu in causam trahi ratione servilis conditionis, predicti Perrellus et Agnes, ejus uxor et eorum heredes tenentur se defendere cum suis propriis sumptibus et expensis contra quoslibet impugnantes seu etiam contententes quod si de jure vel consuetudine alicui alteri domino inventi fuerint connicti et jugo servilis conditionis astricti, ita quod sub dominio dictorum religiosorum et successorum suorum non possint pacifice remanere, predicti religiosi aut eorum successores qui pro tempore fuerint omnes res et singulas superius nominatas cum omni melioratione et augmento in eisdem factis ex tunc possint capere, saysire et exspectare et ad suos usus convertere tanquam res suas proprias, absque advocacy alterius justicie et suam inde penitus facere voluntatem nec predicti Perrellus et Agnes ejus uxor aut eorum heredes in predictis rebus aut in aliqua earundem jus aliquod, partem seu portionem aliquam debebunt aut poterunt reclamare seu reclamari facere ullo modo. Volentes et concedentes dicti Perrellus et Agnes ejus uxor se et heredes suos compelli per captionem, venditionem et expectionem

nem bonorum suorum et per captionem et detentionem propriorum corporum suorum ex parte domini... Comitis Nivernensis et dicti sigilli custodis, qui pro tempore fuerit, ad observantiam omnium premissorum. Obligantes et supponentes dicti Perrellus et Agnes ejus uxor se, heredes suos et omnia bona sua juriditioni et cohercioni domini Nivernensis comitis et dicti sigilli penitus quo ad ista. Renunciantes expresse quo ad hoc exceptioni fori, dori, mali, fraudis, erroris, dicte confessionis super premissa non facte et aliarum conventionum super eisdem non habitaram deceptionis, lesionis, et revocationis quarumlibet beneficio restitutionis in integrum et omnibus juris privilegii constitutionibus aliis per quas solet deceptis et lesis per beneficium restitutionis in integrum subveniri et succurri, actioni de dolo in factum, conditioni sine causa, omni usui et consuetudini cujuscumque patrie seu loci et omnium legum et juris auxilio canonici et civilis et omnibus aliis exceptionibus, actionibus, defensionibus, allegationibus et rationibus juris et facti universis que contra presentes litteras possent dici et proponi et quibus in hoc facto renunciari expressius oporteret, juri que dicenti generalem renunciationem non valere, nisi precesserit specialis. In quorum testimonium, ad petitionem dictorum Perrelli et Agnetis ejus uxoris sigillum domini... comitis Nivernensis predictum, salvo jure ipsius presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini. M°. cc°. nonagesimo tercio, die martis in octavis Purificationis Beate Marie Virginis.

II

OBLATION AU PRIEURÉ DE FONTAINES. 16 SEPTEMBRE 1479.

« Personnellement établis en leurs personnes, Guillaume Viseneuf de Bas et Jehannette sa femme, fille de feu Jehan Gilbert, eulx disant et portant franchises personnelles, lesquels de leur bon gré et bonne volonté, sans aucunes force ne contraincte, publiquement et en droit, ont cogneu et confessé et par ces présentes confessent pardevant Jehan Caunart, prêtre et notaire-juré et Guichard Gerbault, prêtre et notaire-juré de Monseigneur le comte de Nevers, soubz le scel de la prévôté de Decize se sont donné et par ces présentes se donnent hommes serfs et de serve condition de main morte et suyte comme ung des autres hommes de la terre de Fontaines, à frère Jehan de Rouchinol, prieur du prieuré de Fontaines, eulx et leurs hoirs présent et advenir à tousiours et jamais, c'est assavoir que et par le moyen que ledit prieur veult et consent que lesdits dénommés eulx et leurs hoirs joyront et useront de certains héritaiges maiz et tènements qu'ils portent dudit prieuré tout ainsi et comme il est contenu en certaines lettres requies, faictes et passées pardevant messire Bartholommier Prost, prêtre, notaire-juré, promettant et obligeant et renonçant. Fait et donné au lieu de Maulays le seixième jour de septembre mil quatre cent soixante dix neuf. Présens discrète personne messire Guy Compagnon, prêtre ; Loys Dornant, Jehan Gilbert, Pierre Gaultier et Jacques Montigny, de la paroisse de Maulays témoins présents et appelés.

Terrier du prieuré de Fontaines.

III

RECONNAISSANCE DE SERVITUDE D'UN SERF DE L'ÉVÊQUE DE NEVERS,
APRÈS PROCÈS ENTRE LUI ET SON SEIGNEUR. 4 MAI 1439.

A tous ceulx qui ces présentes lettres verront Jehan Balut conseiller et secretaire du roi nostre sire et garde du scel de la prevoste de St-Pierre le Moustier salut. Saichent tuit que pardevant Laurent Cado maistre es arts notaire juré dudit scel auquel quant à de ce nous avons commis nostre pouvoir pour ce personnellement estably Jehan Bourgoignat parrochien de Garchisy disant et affirmant lui avec plusieurs autres hommes et femmes demourant en la ville de Nevers et en plusieurs parroiches d'entour ladite ville de Nevers en grand nombre par induction et enormentement de plusieurs de son estat et condition depuis 3 ans en ça us mehu proces en cour de Rome pardevant un auditeur de nostre St Père le pape et ailleurs à l'encontre de reverend père en Dieu Monsieur l'évêque de Nevers pour raison que ledit Jehan et les autres hommes et femmes vouloient dire et desnier leur estat servitude et condition envers ledit reverend lequel de sa propre science et volonté sans contrainte publiquement et en droit a cogneu et confessé lui estre homme serf et de serve condition taillable et explectable à volonté de poursuite et de mainmorte selon les autres serfs du Nivernois d'iceluy Reverend à cause de sa dite esglise. A juré et promis de le servir doresenavant et lui payer loyaulment sa taille a quoy il le imposera ou sera imposé chacun an a lui possible et portable sans contredit et dudit procès s'est desisté et desparti ledit

Jehan se desiste et depart dès maintenant et en oultre a juré et fait serment es main de venerable et discrete personnes maistre Guillaume Macé chanoine d'Auxerre et vicaire général dudit reverend sur les saints évangilles, touchant le livre que contre ledit reverend de sa dite esglise jamais ne desniera sa dite condition ne n'en fera procès ne contredit à part ne avec autres ne avec eulx ne contribuera audit procès ne conseil ayde ne confort ne leur fera ne donrra et que en ladite servitude se veult tenir et demourer luy et sa posterité et lignée née et à naistre selon que l'on fait sesdits père et mère et ses prédecesseurs promettant ledit Jehan par sa foi pour ce donner en la main dudit juré et sur l'obligation de tous ses biens meubles et immeubles présens et advenir que contre les confessions transports, despartements et autres choses dessusdites il ne viendra ne fera venir ne par autre en aucune manière ou temps advenir ains icelle tiendra gardera sans corrompre ne venir à l'encontre et quant à de ce a obligier lui et ses hoirs et tous sesdits biens à la juridiction et contrainte du roi nostre sire et cohersion dudit scel renonsant en ce fait expressement à tout ce que on pourrait dire ne alleguer contre ces présentes et leur contenu et au droit disant générale renonciation non valoir se l'espéciale nai precedent. Donné à la relation dudit juré le scel le roi nostre sire dessusdit scellé en tesmoing des choses dessusdites le vingt et quatriesme jour du moys de may l'an de grâce mil quatre cent trente neuf présens sire Guillaume de l'Estant et sire Grégoire Jaubrion prestre et tesmoing ad ce requis et appelez.

CADO.

IV

RECONNAISSANCE DE TAILLE SUR LE REGISTRE TERRIER DU
PRIEURÉ DE LUCENAY-LES-AIX. 27 AVRIL 1458.

Guillaume fils d'André de la Chapelle du village de Montmeroux et Marguerite sa femme fille de Jean Remond Lejeune de l'auctorité de sondit mary ont confessé tenir et porter dudit prieur et de ses successeurs les héritaiges qui s'ensuivent : Premièrement une pie de maison court et vigne tenant ensemble assis au dit villaige contenant ladite vigne environ l'œuvre de trois hommes et ladite pie et court environ une boisselée et demi de terre tenant a la vigne Pierre Cotion devers la bise au chemin allant dudit villaige à Lucenay devers occident a la vigne Perrin Remond devers orient et a la vigne Pierre Gile devers midi. Item une pièce de terre assise oudit terroir contenant environ trois boisselées tenant à la terre dudit Gile devers orient a la terre Jehan Remond Lensné devers midi a la terre Cotion devers occident et la bise sur et pour lesquels heritaiges lesdits mariez la femme de l'auctorité que dessus ont confessé devoir et promettent paier pour eulx et leurs hoirs sur l'obligation de tous leurs biens et des biens de leursdits hoirs meubles et immeubles présens et a venir la somme de dix sols tournois et une geline de taille annuelle et perpetuelle selon la coutume de bourbonnais chacun an au terme de la Saint Bertholomier apostre en oultre la somme de douze deniers tournois de cens duz audit prieur sur lesdits héritaiges le jour de la nostre dame de mars. Fait au lieu de Lucenay le vingt septième jour

d'Avril l'an mil quatre cent cinquante huit présens Jehan Lafueille et Guillaume Rogue tesmoins a ce présens et appelez.

GUIONIN.

V

DEUX SERVES RESTÉES VEUVES DEMANDENT AU SEIGNEUR
DE DRUY L'AUTORISATION DE S'ASSOCIER
EN COMMUNAUTÉ AVEC DEUX HOMMES FRANCS ET LEURS FEMMES
29 JUIN 1441.

A tous ceulx qui ces présentes lettres verront Jacques de Chastillon Chevalier seigneur de Dampierre et de Revel conseiller et chambellan du roi nostre Sire et grant pannetier de France héritier par bénéfice d'inventoire de la moitié par indivis des biens demorez par le decès de nostre feu très chier seigneur et oncle messire Charles en son vivant seigneur de la Rivière salut. Receu avons la supplication de Jehanne vesve de feu Regnault Nynot et de Jehanne vesve de feu Jehan Nynot nos femmes et nos aides de corps lige à cause de la terre et seigneurie de Druy à nous advenue et escheue par la mort et trespas de feu nostre dit oncle et aussy à nostre très chier dame et tante dame Perrette de la Rivière dame de la Roche guion comme ses héritiers par la manière dessusdite, contenant que pour l'occasion de la mortalité qui puis trois ans en ça a eu cours au pays de Nivernois elles sont demorées seules en leur manoir sans compaignie de hommes et non puissantes de labourer et que pour laborer leurs héritaiges et leur aidier a supporter leurs nécessités et affaires ont esté contrainctes de assembler et mettre

avecques elles en communaulté Jehan Nerault et Jehan Berthet franchises personnes Marguerite et Phelippe leurs femmes qui sont nos femmes et nos aides serves et liges de la condiction et nacture de ladite terre et seigneurie de Druy et combien qu'ilz se soient assemblez en communaulté de meubles et de héritaiges ne le peuvent ilz pas faire sans le congié et consentement de nostre dite tante et de nous et saichans et considerans iceulx Jehan Nerault et Jehan Berthet et leurs dites femmes de bon cueur ne pourroient vacquer se entendre à augmenter et accroistre le bien et prouffit de ladicte communaulté ne soustenir les héritaiges en estat d'aültant que après les décès desdicts supplians a qui sont les dits héritaiges ils ne fussent mis hors et frustrez de tous iceulx eulx et leurs hoirs sans y prendre ne avoir aucune portion qui seroit pitié et au grant préjudice et dommaige desdiz mariez et de leurs hoirs requerans sur ce nostre grâce et bonne provision. Pour ce est il que nous nous faisant fort en ceste partie de nostre dicte tante héritière aussy par bénéfice d'inventoire de l'autre moitié par indivis des biens demourez par le décès de nostre dit feu oncle de la Rivière son frère en regard a ce que dit est et que par le moyen desdits mariez l'ostel peut estre soustenu en bon estat et grandement augmenté tant en meubles que en héritaiges et aussi que les enfans qui ystront desdits mariés seront noz hommes et nos femmes de corps lige et de la condiction et nature de ladicte terre et seigneurie de Druy, avons octroyé accordé et consenti et par ces présentes octroyons accordons et consentons que lesdits supplians et aussy lesdits mariez se puissent assembler en tout biens meubles et heritaiges et conquests quelzconques déjà faiz et a faire et que le derrenier survivant d'eulx soit et demeure heritier pour le tout des premiers ou premier decedant en tous biens dessusdits affin d'entretenir ladicte communaulté tant comme ils seront communs ensemble

comme dessus est dit sans ce que nous ne noz hoirs et successeurs et ayant cause pour le temps advenir y puissons ne puissent avoir ne prendre aucune eschoitte succession ne main morte jusques après le decès du derrenier mourant estant en communaulté desdites vesves et desditz mariez moyennant la somme de 15 livres qu'ils ont payez a nous et a nôstre dicte tante et dont nous nous tenons pour content et bien payez par la teneur de ces presentes. Sy donnons en mandement par ces presents à nos bailli procureur, receveur et autres noz officiers en ladicte seigneurie de Druy que lesdictes vesves et lesditz mariez un chacun d'eulx fasse, souffre et laisse joyr et user pleinement de nosdits grâce, octroy accord et consentement sans leur faire ou donner ne souffrir estre fait ou donné ne a aucun d'eulx aucun destourbier ou empeschement en aucune manière au contraire. En tesmoing de ce nous avons fait sceller ces presents de nostre scel. Donné le vingt neuvième jour du moys de Juing l'an mil quatre cen quarante et ung.

VI

UNE COMMUNAUTÉ DE LA PAROISSE DE CHAMPVERT DISSOUTE
PAR LE DÉPART D'UN DE SES PARSONNIERS, DEMANDE A
SON SEIGNEUR L'AUTORISATION DE SE REFORMER. 28 NOVEMBRE 1443.

Note que noble homme Robert Damas escuyer, seigneur de Clacy et de Beldéduit disant et affirmant avoir receu l'umble supplication de Estienne Folot, Benoist Folot frère Guiote et Pornose leurs femmes de Charancy en la parroiche de Champvert ses hommes et femmes sers et serves de la-

dite terre de Beldéduit contenant en effet que par le moyen de Gérard Folot leur frère qui s'est de novel parti d'eulx ils sont partis et divisés par la coustume qui dit l'un parti tout est parti, qui leur est estrange chose et esmeut leurs courages a desplaisance de fort labourer et continuer en icelui labour requerant qu'il lui pleüst leur consentir que nonobstant ledit partaige et tous autres partaiges que on porroit dire avoir esté faits entre eulx ca en arrière ils se peussent mettre ensemble associer et accompagner en tous biens meubles, heritaiges, conquets et acquets quelconques et que eulx et leurs enfants et hoirs ja nés et a naistre et descendre d'un chacun d'iceux peuvent et leur feussent permis de succéder et prandre les successions et escheoites les ungs des autres tant qu'ils seroient communs ensemble. Ledit seigneur constituant, considérant et regardant le bon vouloir que lesdits frères ont à faire augmenter et accroistre leur chevance affin qu'ils aient mieux vouloir et cueur d'entretenir la communauté, saichant et cognoissant leur requeste estre bonne, juste et raisonnable aussi pour la somme de 6 salus d'or audit seigneur escuyer desdits frères ses hommes et noms que dessus ja pour ce payer, bailler et délivrer et dont etc. a voulu consenti, veut et consent par ces présentes que lesdits frères leurs femmes suppliant Odot, Estienne et Jean Folot enfants du dessus nommé Benoyst Folot et de feu Agnès jadis sa première femme soit de cy en avant et demoure un et commun en tous biens meubles héritaiges, bourdelages, conquets et acquêts quelconques ja faits et à faire constant et durant ladite communauté par égale pourtion et oultre plus que les dessus dits Estienne et Benoyst Folot frères, Guiote et Pornose leurs femmes Odot Estienne et Janot enfants dudit Benoyst et leurs hoirs de ladite servitude et estant communs sans partaiges à faire de temps advenir et demourent héritiers et successeurs les uns des autres de tous biens meubles, héri-

taiges, bourdelaiges et conquest quelconques en telle manière que le darrenier survivant d'iceulx et de leurs hoirs et des hoirs d'un chacun d'iceulx les communauté et servitudes dessusdites se puisse dire vestu et saisi des biens meubles héritages bourdelaiges conquets et acquêts des premiers deccédés par la semblable coutume que la mort saisit le vif et son plus prochain héritier sans ce que ledit escuyer ses hoirs et ayant cause, y puissent ou doivent succeder, escheoiter ou prandre droit de mainmorte en quelque manière ne pour quelconques causes et raisons que ce soient ou puissent estre tant comme il y aura hommes, femmes, enfants ou hoirs descendus des dessusdits ou des hoirs d'un chacun d'iceulx qui ait gardé le privilège de communauté dessusdit sans partaige. Car ainsi, etc.

Donné à Disise le penultiesme de novembre mil quatre cent quarante trois. Présens Hugues de Vilaines escuyer et di Colon Pelletier demourant à Disise.

VII

AFFRANCHISSEMENT D'UNE FAMILLE DE SERFS PAR LE CHAPITRE
DE NEVERS. 1^{er} DECEMBRE 1225.

In nomine sancte et individue trinitatis.

Nos Gillibertus decanus et capitulum nivernense notum facimus universis quod nos deliberatione previa diligenti considerata etiam utilitate ecclesiæ nostræ at presens et in posterum evidenti, de prudentium virorum consilio Petro Bordun, Hugoni fratri ejus, Robeline sorori eorum et Willelmo Bordun et omnibus eorum filiis et filiabus natis et

nascituris necnon et omnibus heredibus ex eis directo descendentibus manum mortuam sicut vulgo solet dici quam in eis habebamus pari et communia sensu plene remittimus in perpetuum penitus et quittamus ita videlicet absolute quod si aliquem vel aliquam ex eis sine filio vel filia legitimus mori contigerit volumus et concedimus quod escheeta mortui at proximiorum legitimam suam heredem deveniat sine contradictione qualibet et sine merciamiento quocumque ubicumque manserit idem heres. Concessimus insuper expresse quod filias suas natas et nascituras poterunt libere et sine contradictione qualibet ubicumque voluerint maritare. Statuimus etiam et concessimus eisdem quod quando talem facimus in eis quam singulis annis facere possumus talia cujuslibet familiæ de cetero quacumque ex causa sexaginta solidos non excedet nominati autem Petrus Hugo Robelina et Wilelmus pro hujus modi quittancebus et institutionibus dederunt nobis trecentas libras Parisiensis et quadraginta libras nivernensis monetæ quæ tota summa pecuniæ in communem et necessariam utilitatem ecclesiæ nostræ cessit. Ut igitur quittancebus, institutionibus et concessionibus premissæ perpetuæ stabilitates robur obtineant præsentibus litteris pari et communia sensu sigilli nostri munimine confirmamus.

Actum publice in capitulo nostro in crastino sancti Andree apostoli anno dominicæ incarnationis millesimo ducentesimo vicesimo quinto.

VIII

AFFRANCHISSEMENT PAR LE CHAPITRE DE NEVERS,
MENTIONNANT LE DROIT DE POURSUITE DANS LE SENS PRIMITIF
ET RIGOUREUX DU MOT. NOVEMBRE 1343.

Universis præsentis litteras inspecturis decanus et capitulum nivernense salutem in Domino sempiternam. Notum facimus universis quod cum causa seu discordia mota esset coram venerabili et sapienti viro baillivo biturensi seu ejus locum senenti in præpositura de cenquoino de auctoritate mariti sua clementiam relictam Johannis de sancto Ylario et benevenutam uxorem Johannis Boutam quantum causa tangit seu tangere potest unamquamque ipsarum mulierum super eo videlicet quod jam diu nos in villa de caritate super ligerim miseramus nuntios nostros ad capiendum seu vadiendum ipsas mulieres ratione taille nostræ nobis debitæ ad ipsis tanquam servis nostris et ecclesiæ nostræ ac servilis conditionis et de manumortua et aborigine sua; tandem dictæ mulieres volentes agnoscere bonam fidem et litigiorum effractus evitare nobis per potentes et magnos viros supplicare fecerunt ut easdem ad nostram concordiam reducere vellemus ac eas manumittere et a nostra dominica eximere potestate, recompensatione nobis et ecclesiæ nostræ facta pro viribus facultatem ipsarum, ut sit possent tranquillitate et libertate in dicta villa morari vel alibi si placeat alibi se transferre quo circa pietate inducti benigniter annuentes dictas mulieres cum posteritate eorundem præsentis et futura deliberatione inter nos habita de unanimi nostrum consensu manumisimus ac manumit-

timus per præsentes volentes quod in omnibus suis negociis possent agere et eas deducere prout possunt liberæ personæ prout eis videbitur faciendum salvis nobis et ecclesiæ nostræ prædictæ obsequiis et officiis nobis debitis ratione jure patronatus. In cujus rei testimonium sigillum nostrum litteris præsentibus duximus apponenda. Datum anno domini millesimo trecentesimo quaquagesimo tertio die veneris post festum beati martini hiemalis.

IX

AFFRANCHISSEMENT D'UN SERF
POUR LUI PERMETTRE D'ENTRER DANS LES ORDRES, AVEC
RÉTENTION DU DROIT D'ÉCHUTE. 8 DÉCEMBRE 1479.

Note que noble damoiselle Jehanne de la Mote vesve de feu noble homme Othelin Bourgoing en son vivant grurier de Nivernoiz estant et usant de ses droiz, considérant et attendant que Nostre Sauveur et rédempteur Jhesu Christ voulst descendre ou ventre verginal de la glorieuse vierge Marie et prendre char humaine pour délivrer humaine nature laquelle estoit liée et maculée et en servitude pour la prévarication de Adam nostre premier père, considérant aussy que celluy ou celle qui relasche et oste aucune personne du lien et macule de servitude en attent avoir mérité envers Dieu après ce qu'il est allé de vie à trépas, considérant aussy l'estat de prestrise lequel estat nostre Sauveur et rédempteur Jhesu Crist fit le jour de la Cène, qui est de si grant efficace que tous ceulx qui sont dudit estat peullent prier Dieu de Paradis pour tous leurs biensfac-

teurs, pour lesquelles causes et autres a cela mouvans, icelle Jehanne comme certaine, provehue et bien consillée en ce fait non deceue, sciemment à cogneu et confessé avoir manumy et affranchy délivré et osté de tout lien et macule de servitude François Coquillot fils de Guillaume Coquillot et de Jehanne Bauxmier sa femme de la paroisse de Ville, son homme taillable de hault de bas, de poursuite et de main morte selon la costume des autres hommes et femmes de condition du pays et conté de Nivernois à cause de sa terre et seigneurie dudit Ville, pour par luy parvenir aux saintes ordres de prestrise et non autrement. Par ainsi etc.

Fait à Disise le VIII^e jour de Décembre de l'an mil CCCCLXXIX. Présens nobles homme Guiot et Guillaume Boisseraut, frères, et Pierre Chalopin, bourgeois de Disise, tesmoings.

Note que lesdits Guillaume Coquillot et François son fils d'âge parfait, comme il disoit ledit fils de l'auctorité etc. ont volu et consenti, veullent et consentent que nonobstant la manumission et affranchissement faite par ladite vesve audit François que icelle vesve, ses hoirs et ayans cause d'elle ou temps advenir ayent et soient ses vrayz héritiers comme se jamais n'ust esté manumy et affranchy, touteffoiz et quanteffoiz qu'il yra de vie à trespas. Par ainsi etc... Fait les ans et jours et présens les dessusdiz.

A. BARBERY.

X

RÉTENTION DU DROIT D'ÉCHUTE NONOBTANT AFFRANCHISSEMENT.
1^{er} DÉCEMBRE 1487.

1487, 1^{er} décembre.

Note que Guillaume Besson, filz de Guillaume Besson de Livry de l'auctorité et consentement de sond père pour ce present a volu et consenty et consent par ces presentes que nonobstant la manumission et franchise a luy faicte et donnée par honnestes femmes Marguerite Bretonne femme de honorable homme Anthoine Coquille bourgeois de Disise et Katherine Bretonne, femme de honorable homme Aré Varier, aussi bourgeois de Disise, que icelles Marguerite et Katherine ou leurs hoirs soient ses vrays heritieres nonobstant ladite manumission et franchise receu par ledit juré, us et costumes du pays et quelzconques lettres et autres choses a ce contraires donné comme dessus. Présens Pierre Hospitaul et Jehan Fillen tesmoins a ce appelez et requis.

(Registre G. Pierre, notaire, à Decize.)

XI

MARIAGE FRANC, MEUBLES PORTANTS. 24 NOVEMBRE 1452.

Note que Phelippe Regnaudot, de Cortenay, au diocèse de Sens d'une part et Regnaut Taudon, Agnès, sa femme et

Thiénote leur fille, yceulx femme et fille de l'auctorité etc., d'autre part lesdites parties du conseil de leurs amys charnelz et affins d'une part etc. d'autre ont confessé avoir fait, traictié et accordé entre eulx les traictez, accords, conventions et obligation de mariage qui s'ensuivent c'est assavoir que lesdits Phelippe Regnaudot et Thiénote, icelle Thiénote de l'auctorité dud. son père prandron l'un l'autre par mariage, Dieu et sainte église à ce consentant, en faveur duquel mariage lesdits mariez donnent en mariage à ladite Thiénote leur fille qu'ilz entendent et veulent marier franchement par le privilège donné par feu bonne mémoire madame Mahaut aux pucelles mariées de père et de mère vivans, meubles portans la somme de huit livres tournois, ung lit garni deux linceulx, à paier, c'est assavoir le lit à volenté et les huit livres de cy à quatre ans, chascun du XL s et chascun terme passé à volenté, vestir ladite fille selon leur estat et faire la moytié des frais des nopces, lesquelles nopces faictes et consommées en face de Sainte Eglise, lesdits futurs époux seront ungs et communs en tous biens meubles, faiz meubles et conquestz à faire par moytié. Et a voulu et consenti icellui Pelippe Regnaudot que lad. Thiénote sa future soit et demoure dohée toteffoys que douaire aura lieu de la somme de huit livres tournois qui lui seront et demorront à perpétuel sans restitution. Car ainsi...

Donné à Disise le XXIIII^e de novembre mil III^eLII. Présens Guoit Chastellain et Phelippe Verdoiz habitans de Disise, tesmoins.

(Fragments de registres de notaires de Decize.)

XII

CONTRAT EE MARIAGE. 3 JUIN 1522.

Note du Roy Estably Marc Jobelin et Jehan Jobelin parrochien de Moustier en glenon d'une part. Et Jehan Barne marguerite barne sa fille usant de ses droiz et plainère puissance d'autre part. Lesquelles parties d'une part et d'autre ont congneu et confessé avoir faict les traictiés accords convenances promesses et obligations de mariaige en la manière qui sensuit. C'est assavoir que lesdits Marc Jobelin et ladicte Marguerite Barne ont promis prandre l'ung l'autre par mariaige Dieu et notre mère sainte esglise ad ce consentant et accordant. Et pour amour faveur et dilection dudit mariaige et pour icelluy faire et accomplir lesdit Jehan barne a promys de donner payer bailler et délivrer en mariaige à sadicte fille pour tous ses droiz paternelz à eschoir maternelz ja escheuz et droit de communaulté quelle a et peult avoir en hostel compaignie et communaulté de sondit père et autres ses commungs parsonniers et aussi en hostel de Gilbert doyon auquel hostel elle avoit ja esté mariée audit feu Gilbert doyon desqueulx droiz elle a de l'autorité de son futeur espoux advenir a renoncé et renonce par ces présentes pour et au prouffit de sondit père et de sesdits commungs personniers et leurs hoirs pour et moyennant la somme de quatre livres tournoys ung lit garny de couette cuissin couverture et de quatre linceulx, une arche ferment à clef une truye dung an une thore de deux ans ou pour icelle la somme de cinquante solz tournois au choiz dudit barne. Et vestir ladicte future espouse dune Robbe de drap bureau une paire de chausses avec

les habillemens qu'elle a de présent a payer es termes et en la manière qui sensuict assavoir vingt solz tournoys dedans Noel prochain venant. Et dans un an vingt solz tournoys jusques afin de paiement de ladite somme. Ladite vache de la mi aoust prochain venant en un an. Et toutes les autres chouses dessusdites à volonté. Réservé deux desdits linceulx duy en ung an prochain venant. Et ledit mariage faict et consommé en face de sainte esglise. Ladite future espouse ensera yra sera et demourrera une et commune en face de sainte esglise. Ladite future espouse yra sera et demourra en lostel compaignie et communaulté de sondit futeur espoux et aultres leurs commungs personniers en tous biens meubles faiz meubles et conquestz affaire pour une teste et autant comme lune des autres femme de ladite communaulté. Et a douhé ledit futeur espoux sadite future espouse selon la coutume de pays et conté de nyvernoys. Et seront les fraiz des nopces par moictié. Car ainsi etc. Promettant etc. faict à Saint privé le troysiesme jour de juing l'an mil cinq cens vingt deux présens Denis Martin de Saint Maurice huguet Micho de Saint ligier et pierre borrat de Champvert tesmoings ad ce requis et appelez.

XIII

AFFRANCHISSEMENT DE PLUSIEURS FAMILLES SERVES PAR LE
DUC DE NIVERNAIS. 21 MAI 1610.

Claude Thuillier présent pour luy et prenant en main pour Georgette Bouquin sa femme, Dimanche, Léonard Pierre André Pierrette Benoit et Gabrielle Thuillier leurs

enfants, Léonard Thuillier aussi présent pour luy et prenant en main pour Toussine Regnauldet sa femme et pour Simon Claude et Jehan Thuillier leurs enfants. André Thuaul prenant pour luy et pour Jehanne des Eschelettes sa femme et pour Gilbert et Simon Thuaulx leurs enfants et Léonard Bourrachin aussi présent et prenant en main pour Perrette Thuaul sa femme, Simon et Huguette Bourrachin leurs enfants et Loys Berthier présent pour lui et prenant en main pour Eugène de la Noh sa mère et leurs hoirs tous demeurant en la paroisse de Brain justice de Monseigneur lesquels de leur bon gré et bonne volonté ont reconnu et confessé, reconnaissent et confessent qu'ils sont de la condition de servitude du très haut et très puissant prince Mgr le duc de Nivernois et de Rethellois prince de Mantoue pair de France marquis d'Ysle lieutenant général pour le Roy en ses pays de Champagne et Brie absent. Ledit sieur Salonier présent, stipulant et acceptant pour mondit seigneur ses hoirs et successeurs et que à cause de ladite servitude ils sont de poursuite, mainmorte, taillables et corvéables de laquelle condition ils désireroient estre libérés, affranchis et manumis eulx et leurs hoirs, leur postérité et lignée, nés et à naistre, requérant à cest effet ledit sieur Salonier commissaire député à la confection du terrier de la châtellenie de Decize Champvert et Cercy la Tour de les affranchir suivant le pouvoir à lui donné par mondit seigneur sur laquelle requeste après qu'il en a esté délibéré avec les officiers de ladite chastellenie de Decize ledit sieur Salonier pour et au nom de mondit seigneur et en vertu du pouvoir à lui donné a manumis et affranchi les dessusdits, leurs dites femmes, leurs hoirs et postérité, nés et à naistre à la charge toutes-fois qu'ils n'advoueront autre seigneur que mondit seigneur, ladite manumission faite pour et moyennant le prix et somme de 30 livres tournoys laquelle somme les dessusdits ont payé comptant à Erhard Gautherin commis à la recette

des droits dus à la confection des terriers de ladite Chatellenie de Decizè pour employer au frais qu'il y convient faire dont ledit Gautherin s'est contenté et en a quitté les dessusdits et leurs hoirs et d'autant que ledit sieur Salonier estoit en volonté de taxer les dessusdits pour raison de la taille à la somme de 12 sols 6 deniers tournoys a été dit et accordé par ces présentes que ladite somme demeurera convertie en la somme de 7 sols 6 deniers tournoys et une poule de bourdelage selon la coustume du pays et duché de Nivernois, laquelle somme de 7 sols 6 deniers tournoys et une poule les dessusdits ont promis et seront tenus de payer et continuer chacun an perpétuellement à mondit seigneur ses hoirs et successeurs, ses fermiers et accenseurs de Decize et Champvert à une chacune fête St Martin d'hiver, sans contredit ou difficulté quelconque et le tout par indivis nature et coustume de bourdelage selon la coutume du pays et duché de Nivernois et laquelle somme de 7 sols six deniers tournoys et une poule demeurera assise et assignée sur un et chacun leurs héritaiges qu'ils ont de présent et qu'ils pourront ci après acquérir et en cas qu'ils acquèrent quelques héritaiges francs ledit bourdelage y demeurera spécialement assis et les bailleront par déclaration. Car ainsi, etc.

Fait à Decize en l'hostel dudit Maulays. Le 24^o jour de mai 1610 après midi.

Présens nous notaire susdit. Signé Edouard Chapelain et Benoit Blanc clerks demeurant audit Decize. Lesdits reçoissants ont dit assavoir signer.

XIV

AFFRANCHISSEMENT D'UNE FAMILLE DE SERFS PAR LE CHATELAIN
DE DRUY, AVEC RÉTROCESSION DES TENURES A TITRE DE
BORDELAGE. 10 JANVIER 1523.

A tous ceulx qui ces présentes lettres verront Pierre Douet chastellain de Druy et garde du scel au Contrauctz en la chastellenie et prevosté dudit lieu salut.

Savoir faisons que par devant Gilbert Douet clerc notaire juré dudit scel auquel quant à de ce nous avons commis nostre pouvoir pour ce ont esté personnellement establis honorables hommes et saiges maistres Philibert Olivier licencier es lois bailli dudit Druy ou nom et commis Procureur de noble et puissant seigneur messire Claude d'Estampes chevalier, baron dudit Druy et seigneur des Rausches, Beffes, Sancergues, Noant, Brinon et de la Ferté Nabert souffisamment fondé de lettres de procuration especiaules, d'une part et Gilbert Perdriat, Benoit Perdriat son fils et de lui auctorisé quant à de ce, Phelippe Bronier vesve de François Perdriat et Etienne Perdriat, Adriant, François et Guillemette Perdriatz ses effens et dudit defunt François Perdriat Jehan Perdriat, frère dudit Gilbert Perdriat, Gilberde Rolin sa femme, Jean, Guyot, Pierre et Huguette ses enfants absents, les dits Gilbert et Perdriat présens pour eux et prenans en main pour tous les autres dessus nommés quant à leur faire avoir agréable et ratifier le contenu en ces présentes lettres quand mestier est requis en seront deumant sur tous leurs biens quelconques tous communs et personniers, sciemment, de leur bon gré pure

et franche volonté, sans aulcune force ou contraincte publiquement et en droit, ont cogneu et confessé et par ces présentes cognoissent et confessent avoir fait et passé entre elles les accords manumissions, affranchissement, prises de bourdelaiges et aultres choses qui s'ensuivent. C'est assavoir que ledist Olivier ou nom et comme procureur dessusdit a manumis et affranchi et par ces présentes manumet et affranchit les dits Perdriat susnommés, hommes et femmes serfs et de la condition servile dudit chevalier à cause de son chastel, terre baronie justice et seignourie de Druy et iceux dessusdit Perdriat a délivré et osté et par ces présentes délivre et oste de tout lien ostacle et macule de servitude en quoi iceulx Perdriatz estoient abstreints et tenus envers ledit Chevalier à cause de sadite baronie de Druy en quelque manière et pour quelconques causes et raisons que ce soit ou puisse estre et veult et consent ledit Olivier ou nom et comme Procureur dessusdit que tous les dessussdits Perdriat leur dits femmes, effens, posterité et lignée tant masles que femelles nés et à naistre de hoir en hoir descendant de leur propre corps puissent et leur soit loisible jouir et user doresnavant et perpetuellement de toutes liberté et franchise pure nette et generale tout ainsi que font et ont accoustumé de faire les francs bourgeois et citoyens de Romme, Paris, Bourges et Nevers et aultres gens francs de ce royaume et de tous aultres pays en leur donnant et octroyant permission et congé de disposer et ordonner de leurs biens tant meubles que immeubles iceulx vendre, donner, aliener; faire et passer tous contraux en jugement et dehors et faire testaments et ordonnances de dernière volonté et leurs enfants masles faire tonsurer et faire clercs et prestres, marier leurs filles franchement et en franche orine, prendre et avoir la succession l'un de l'autre en les mettant, manumettant, affranchissant, delivrant et ostant de tous lyens, tailles, impositions, questes,

servitudes, poursuite, mainmorte et aultres redevances et subjections de servitudes de la condiction et coustume du pays de Nivernois. Et moyennant ce a esté accordé entre les dites parties esdits noms et prenans en main comme dessus les choses qui s'ensuivent, c'est assavoir que les dits Perdriat prenans en main comme dessus ont ceddé, quitté, transporté et delaissé et par ces présents delaissent, ceddent, quittent, renoncent et perpetuellement transportent audit chevalier tous et chacun les meix, tenemens heritaiges que eulx et leurs predecesseurs avoient et possidoient ont et possèdent de présent à cause de ladite servitude des quelx ils se sont desmis, desvestus et dessaisis et en ont mys, revestu et saysi ledict chevalier et desquelx ils ont baillé la declaration en la manière qui s'ensuit, c'est assavoir la moitié par indivis d'une pièce de terre assise au village de Fey appelée le champ de la Chaulme partant par indivis avec Pierre Perdriat et ses personniers contenant pour le tout 2 quartellées de terre ou environ tenant d'une part pardessus a Jehan Rossignol, d'autre au chemin allant de Fey au Moustier en Glenon, d'autre au chemin allant de Varenne à la prarie de Druy et à l'osche Gerbier d'autre part.

Item la moitié par indivis d'une autre pièce de terre appelée le champ de Genestz, partant comme dessus contenant pour la terre. 4 boisselées de terre ou environ tenant d'une part à la terre Pierre Petit, d'autre du chemin allant du Moustier en Glenon, d'autre du chemin allant de Varenne à la prarie de Druy et par dessus à la terre de Gerbier d'autre part. Item la moitié par indivis d'une pièce de pré appelé le pré de la Pierre partant comme dessus contenant pour le tout 2 charretées de foin ou environ tenant d'une part au champ de la Pierre, d'autre au pré aux Gerbiers, d'autres au pré Moquant, au pré Pierre Cumin par dessous d'autre part. Item la moitié d'une autre pièce de pré appelée

les Neuf poinctes assis en ladite prairie, partant comme dessus contenant pour le tout demi charretée de foin ou environ tenant d'une part au pré Charles de Sougy, d'autre au pré Berauld du port de Tincte, d'autre au pré dudit pré Cunin et au pré Joblin d'autre part. Item la moitié d'une autre pièce de pré appelée le pré de la Fontaine partant comme dessus contenant une charretée et demi de foin ou environ tenant d'une part au pré Mathé Gondard dit Rossignol, d'autre audit Gondard, d'autre au pré Pierre Petit et au pré dudit Gondard d'autre part.

Lesquelles pièces de pré et terre cy dessus declairées ledit Olivier ou nom et comme procureur dessus dit a confessé dès à présent à titre et avoir donné nature de bourdelaige aux us et coustumes et pays de Nivernois aux dessus dits Gilbert et Jean Perdriat frères, Benoit Perdriat fils dudit Gilbert, Estienne, Adrian Françoise et Guillemette Perdriat enfants dudit feu François Perdriat et à Jean Guyot Pierre et Huguette enfans dudit Jean Perdriat pour lesquels dessus dits lesdits Gilbert et Jean Perdriat ont prises en main comme dict est et à leurs hoirs et au plus vivant d'eux et de leurdits hoirs avoir baillé quitté délaissé et octroyé et les dessus dits Gilbert et Jean Perdriat frères pour eux et pour tous les autres dessus nommés pour lesqueulx ils ont prises en main comme dict est et pour leurs hoirs et pour le plus vivant d'eulx et de leurs dits hoirs perpetuellement avoir baillé quitté dudit chevalier ses dits hoirs ou ayant cause seigneurs dudit Druy audit us natures et coustumes de bourdelaige aux us et coustumes que dessus les avoir prises retenus et confessé tenir et porter et ce soulz la charge de 25 sols tournoys 3 boisseaulx froment, 2 boisseaulx aveine et 2 gelines d'annuel et perpetuel bourdelaige que les dessus dits Perdriat et leurdits hoirs doivent seront tenus et ont promis ledits Gilbert et Jehan etdits noms et prenans en main comme dessus de payer bailler délivrer et conti-

tinuer par chascung au audict chevalier ou a son chastelain et receveur dudit Druy et chastel de Druy le jour d'une chascune feste Sainct Michel Archange le premier terme et paiement commencement à la dicte feste prochaine venant et ainsi par chascun d'illecq en avant audit jour en terme sans nul contredit ou difficulté quelconque tenir maintenir quitter et delaisser ledit bourdelaige audit suffisant état nature et coustume de bourdelaige en ce du tout en tout gardé et observé. Et a accordé ledict Olivier es dit nom que dessus que les dessusdits Perdriat puissent partir et diviser entre eux lesdits immeubles ci-dessus declairés ainsi baillés à titre de bourdelaige comme dessus est dit en lothz et portions esgaulles quant bon leur semblera sans ce que ledict chevalier ne ses officiers leur en puissent quereller ni demander aucune chose et oultre a esté accordé entre les dictes parties esdits noms que dessus que se par les dessus dits Perdriat estoit recelléz aucun héritaiges mouvans de ladite servitude et en posseddassent de présent aultres immeubles que les declairéz ci-dessus lesquelx iceulx Perdriat ont dit estre la totallité de leursdits immeubles en ce cas ils demoureront et demourent dès à présent comme dès lors acquis audict chevalier et les pourra prendre de son auctorité privée et sans mettre en possession et faire son prouffit sauf des immeubles qui sont ja tenus et portés dudit chevalier a cens rentes bourdelaiges ou aultres charges par lesdits Perdriat lesquelx demoureront chargés comme ils sont deprésent sans en faire aucune diminution ou mutation et en feront iceulx dits Perdriat les payements audit chevalier et a ses dits hoirs ainsi qu'ils ont accoustumé de faire et qu'ils ont contenu es comptes à lui rendre de sadite terre justice et baronie dudit Druy.

Item sont tenus les dessusdits Perdriat et leurs dits hoirs tenant et possédant lesdits immeubles de faire audict chevalier en son Chastel dudit Druy ou ailleurs pour ses affaires

ensadite terre et baronie de Druy avec bœufz et charettes et boyers hommes puissants pour les conduire un chascun an six corvées ou cas qu'ils aient bœufs et s'ils n'ont aucuns bœufz ils feront les dittes corvées à brasses moyennant que iceluy seigneur ou son chastellain et commis seroient tenus leur faire notifier le jour précédent qu'il vouldra les dites corvées lui este faites et s'il advenoit que les dessusdits Perdriat fissent entre eulx partaige et tinssent divers feuz et mesnaiges en ce cas ils seront tenuz pour chascung feu en chateau faire lesdittes six corvées chascung d'eux comme dessus à la charge pour chascune corvée faite avec bœuf et charrette iceluy chevalier sera tenu bailler ou faire bailler au boyer conduysant lesdits bœufs et charrette ung pain de 3 deniers tournoys et s'ils font la journée entière ilz n'auront ledit pain maiz auront leurs digners et gousters et semblablement ceulx qui feront ladite corvées à brasses tout le long de jour. Item oultre seront tenus et ont promis les dessusdits Perdriat faire audit chastel de Druy guect et garde ou payer audit chevalier ou a son capitaine dessusdit chastel de Druy au choix dudit chevalier par chascun an et pour chascun feu ou chateau d'entre eulx s'ils sont divisés ou séparés la somme de 2 solz six deniers tournoys. Item oultre seront tenuz et ont promis les dessusdits Perdriat payer audit chevalier ses dits hoirs ou ayant causes le droit de blairie ce par chascun an selon la coustume du pays et ainsi que ledit chevalier et ses predecesseurs ont accoustumé d'en jouyr et user. Item plus a esté accordé entre les dits parties que les dessusdits Perdriat seront et demoureront usaigiers des bois d'usage dudict Druy en payant par lesdits Perdriat et leurs dits hoirs par chascun an et pour chascun feu ou chateaul pour le droit d'usage audit chevalier ses dits hoirs ou ayant cause la somme de 3 deniers tournoys un chascun premier jour de l'an. Le premier terme et paiement commencent audit jour

prouchain venant. Aussi en payant les arreraiges qui par eulx en sont dubz puis trante ans en sa. Item doivent seront tenus et ont promis les dessusdits Perdriat les dessusdits Perdriat payer audit chevalier ou a son chastellain et receveur dudit Druy six années d'arreraiges des tailles a eulx imposées par ci devant c'est assavoir des annés mil cinq cent vingt, 1521, 1522, 1523, 1424 et ceste presente année 1525 escheutz et la feste St Bartholomier dernièrement passée pour les sommes contenues es rolles et impostz desdits tailles faits et imposés esdittes années par le bailli procureur chastellain et aultres officiers dudit Druy. Item seront tenus et ont promis les dessusdits Perdriat et leurs dits hoirs payer audit chevalier ou a son chastellain et receveur ou prevost fermier les deffaulx domgiers de justice et esmandes prevostailles qui seront cy en après par eulx faictes et ployées ladite justice et baronie de Druy à telles et semblables sommes que les doivent et ont accoustumé de faire et payer gens francs et de liberale condition. Item plus a esté accordé entre les dits partis es dits noms et prenans en main comme dessus que toutes et chascunés des choses dessusdites seront faites et payées par les dessusdits Perdriat et leurs dits hoirs et ayant cause au temps advenir non pas par droit de servitude mais moyennant ces présentes lettres de manumission et affranchissement lesquelles autrement ne se feussent faites et ce sans préjudice d'icelles. Et en ce faisant et moyennant les choses dessusdites les dictes parties esdits noms et prenans en main comme dessus se sont desistez et desparties se desistent et despartent de tout procès que ledict chevalier et iceulx dessusdit Perdriat et aultres habitans dudit Druy avoient l'ung à l'encontre de l'autre à cause de ladite servitude tant pardevant le bailli dudit Druy le lieutenant de Disise ou lieu dudit bailly que par devant le bailli de St Pierre le Moustier aux résquestes en Palays et en la Cour de Parlement à Paris moyennant

que les dits Perdriat seront tenus demourer ou domgier de justice les dépens desdits procès quittes et recompensés d'une part et d'autre car ainsi a esté accordé, etc.

Qui furent faictes et passées audict lieu de Druy le dixiesme jour du mois de janvier l'an mil cinq cent vingt cinq. Présens noble homme Loys de Mingot escuyer cappitaine dudit Druy honorable homme maistre Denis Meresse demeurant à la Ferté Nabert, Symon de la place notaire et praticien demeurant à Nevers, messire Bartholomier Ferron, Jehan Champelliz et Jehan Regnauldin prestre tesmoins a ce par ledit juré requis et appelez.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — Comment on devient serf	7
CHAPITRE II. — Condition des serfs	16
SECTION I. — Charges de servage.	16
§ 1. — Taille	17
§ 2. — Corvée.	29
§ 3. — Obligation de résider sur le tènement.	35
SECTION II. — Incapacités relatives à la personne	43
§ 1. — Incapacités concernant le témoignage.	44
§ 2. — Incapacités de remplir certaines fonctions	46
§ 3. — Formariage	48
SECTION III. — Incapacités relatives aux biens ou main- morte.	50
§ 1. — Droit de disposer à titre onéreux	54
§ 2. — Droit de disposer à titre gratuit	56
§ 3. — Successions <i>ab intestat</i> et testaments.	61
CHAPITRE III. — Les communautés	66
SECTION I. — Formation et organisation	71
SECTION II. — Dissolution	80
CHAPITRE IV. — Fin du servage	98
CONCLUSION	121
CHARTES.	123

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE, BUSSIÈRE
